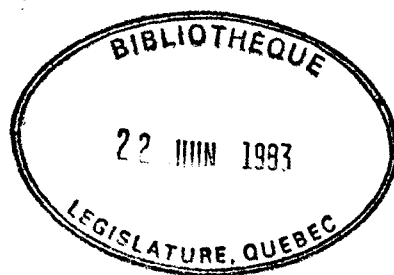


1982

Répertoire législatif de l'Assemblée nationale



Lois sanctionnées au cours de la 3^e session de la 32^e Législature tenue le 15 janvier 1982, le 20 janvier 1982, du 23 février 1982 au 22 juin 1982, les 5 et 6 novembre 1982 et du 9 novembre 1982 au 18 décembre 1982

NOTE

Ce sixième Répertoire législatif annuel comporte, comme les années antérieures, un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de 1982.

La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 1982 inclut les lois publiques et les lois privées et de députés; mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques.

Le Service de législation
Assemblée nationale

SOMMAIRE

	Page
Liste des lois sanctionnées	3
Table de concordance.....	9
Fiches relatives aux lois	11
Liste des lois par ministère ou secteur	87
Liste des projets de loi déposés mais non adoptés en 1982	90
Liste des lois antérieures à 1982 entrées en vigueur par proclamation	91
Tableau des modifications	95
Tableau des modifications globales	145
Index alphabétique des lois	147

LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Liste des lois sanctionnées au cours de l'année 1982, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le recueil des lois en 1982

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
15	Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives	12
18	Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile	17
24	Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines	3
25	Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux	22
33	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités	2
37	Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive	23
39	Loi modifiant les droits relatifs au carburant et aux boissons alcooliques ainsi que certaines dispositions fiscales	4
42	Loi modifiant la Loi sur les impôts	5
46	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	18
47	Loi concernant les services de transport de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal	1
48	Loi favorisant la poursuite des objets de LA LIGUE DE TAXIS DE MONTRÉAL INC.	24
49	Loi sur les terres publiques agricoles	13
50	Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	7
51	Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec	8
52	Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal	9
53	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières	10
54	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise de développement des industries culturelles	14

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
55	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives	25
56	Loi sur les coopératives	26
57	Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public	6
58	Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal pour les fins de la taxe de l'eau et de services pour les exercices financiers de 1981 et 1982	11
59	Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines	27
60	Loi concernant certaines caisses d'entraide économique	15
61	Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail	16
62	Loi concernant la Loi constitutionnelle de 1982	21
63	Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec	28
64	Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs	29
65	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	30
66	Loi modifiant certaines dispositions législatives en matière de financement des partis politiques et en matière d'élections municipales	31
67	Loi modifiant la Loi sur les poursuites sommaires, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives	32
68	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite	33
69	Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1982	34
70	Loi concernant la rémunération dans le secteur public	35
71	Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique	36
72	Loi modifiant le Code du travail, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives	37
74	Loi modifiant diverses lois fiscales	38

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
75	Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement industriel	39
76	Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole	40
77	Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles	41
78	Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles	60
79	Loi modifiant la Loi sur la curatelle publique	46
81	Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public	19
82	Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire	42
83	Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage	47
84	Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec	43
85	Loi sur les valeurs mobilières	48
86	Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne	61
87	Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public	44
88	Loi modifiant la Loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives	49
89	Loi sur le ministère du Commerce extérieur	50
90	Loi sur l'Assemblée nationale	62
91	Loi sur la reprise de la prestation des soins médicaux au Québec	20
92	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités	63
93	Loi sur l'abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant diverses dispositions législatives concernant ces régimes de retraite	51

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
94	Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et modifiant diverses dispositions législatives	52
95	Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives	53
96	Loi sur l'intégration de l'administration du système électoral	54
97	Loi sur les cessions de biens en stock	55
98	Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal	56
99	Loi sur le contrôle des coûts et des subsides en matière de transport scolaire	57
101	Loi modifiant diverses dispositions législatives	58
102	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'inspection des aliments	64
103	Loi sur les sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales	65
104	Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives	59
105	Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public	45
110	Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale	66
190	Loi sur la commune de la seigneurie d'Yamaska	68
191	Loi modifiant la Loi concernant la ville d'Acton Vale	69
192	Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	70
194	Loi concernant des terrains de la Fabrique de la paroisse de Saint-Adrien d'Irlande	105
200	Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal	71
202	Loi concernant la ville de Montréal-Est	72
203	Loi concernant Ville d'Anjou	73
204	Loi concernant la ville de Kirkland	74

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
207	Loi concernant la succession de Jean-Louis Brissette	75
208	Loi concernant la succession de Robert Meighen	76
210	Loi concernant la succession de Louis Fortier	77
212	Loi modifiant la charte de la Ville de Vanier	78
213	Loi concernant la Fabrique de la Paroisse du Sacré-Coeur de Jésus	79
216	Loi concernant l'Union-Vie	80
218	Loi concernant la succession d'Isidore H. Munz	67
219	Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur	106
220	Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil	81
223	Loi concernant Compagnie de fiducie Citicorp	82
224	Loi modifiant la charte de la ville de Shawinigan	83
226	Loi concernant la succession Edmond Laliberté senior	84
232	Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe devenant Soeurs de la Charité de Saint-Hyacinthe	85
233	Loi concernant certains terrains donnés à Horace Bérubé	86
234	Loi concernant la Corporation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs devenant Soeurs de Sainte-Croix	87
235	Loi concernant la ville de Val d'Or	88
238	Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec	89
240	Loi concernant Ressources Consolidées Inpérial Limitée (Libre de responsabilité personnelle)	90
241	Loi concernant Citicorp Ltée	91
242	Loi modifiant la Loi constituant en corporation « L'Hôpital d'Argenteuil »	92
243	Loi concernant la succession de Edward Scallon	93
246	Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand	94
247	Loi concernant la cité de Verdun	95

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
250	Loi concernant la ville de Victoriaville	96
254	Loi concernant la succession de Eugène Gervais	107
255	Loi concernant la ville de Vaudreuil	97
256	Loi modifiant les pouvoirs de la ville de La Prairie	98
257	Loi concernant certains lots du cadastre de la paroisse de Saint-Augustin, division d'enregistrement de Portneuf	99
258	Loi concernant la ville de Grand'Mère	100
260	Loi concernant la succession de J. Roméo Pépin	108
261	Loi concernant la ville de Ville-Marie	101
262	Loi concernant la succession de Pierre Victor Rougier	109
264	Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Rivières	102
266	Loi concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville	110
268	Loi concernant la ville de Fermont	103
269	Loi concernant la succession de Charles Sandwith Campbell	111
270	Loi concernant la ville de Bromont	112
271	Loi concernant la ville de Repentigny	113
272	Loi concernant la ville de Vaudreuil	114
273	Loi concernant la ville de LaSalle	115
275	Loi concernant la municipalité de Saint-Charles-de-Mandeville	116
276	Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe	117
278	Loi concernant la succession d'Arthur Bousquet	118
279	Loi concernant les Soeurs Franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception	104
281	Loi modifiant la charte de la ville de Shawinigan	119
283	Loi concernant la Coopérative laitière du sud de Québec	120
284	Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Denis	121

Table de concordance

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	47	42	82	82	223
2	33	43	84	83	224
3	24	44	87	84	226
4	39	45	105	85	232
5	42	46	79	86	233
6	57	47	83	87	234
7	50	48	85	88	235
8	51	49	88	89	238
9	52	50	89	90	240
10	53	51	93	91	241
11	58	52	94	92	242
12	15	53	95	93	243
13	49	54	96	94	246
14	54	55	97	95	247
15	60	56	98	96	250
16	61	57	99	97	255
17	18	58	101	98	256
18	46	59	104	99	257
19	81	60	78	100	258
20	91	61	86	101	261
21	62	62	90	102	264
22	25	63	92	103	268
23	37	64	102	104	279
24	48	65	103	105	194
25	55	66	110	106	219
26	56	67	218	107	254
27	59	68	190	108	260
28	63	69	191	109	262
29	64	70	192	110	266
30	65	71	200	111	269
31	66	72	202	112	270
32	67	73	203	113	271
33	68	74	204	114	272
34	69	75	207	115	273
35	70	76	208	116	275
36	71	77	210	117	276
37	72	78	212	118	278
38	74	79	213	119	281
39	75	80	216	120	283
40	76	81	220	121	284
41	77				

Projet de loi n° 15 (chapitre 12)

Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet l'abolition de la retraite obligatoire.

Tout en préservant le droit du salarié de prendre volontairement sa retraite à l'âge normal de la retraite, cette loi lui donne le droit de demeurer au travail malgré le fait qu'il ait atteint cet âge. La Loi sur les normes du travail est donc modifiée en conséquence.

Ce nouveau droit du salarié s'applique aussi bien à celui qui participe à un régime de retraite, privé ou public, qu'à celui qui ne participe à aucun régime de retraite.

Cette loi prévoit en outre un recours devant un commissaire du travail pour le salarié qui croit avoir été congédié, suspendu ou mis à la retraite parce qu'il a atteint l'âge de la retraite. Ce recours s'exercera selon les règles du Code du travail mais le délai pour l'exercer sera alors de 90 jours.

Cette loi permet également au salarié de choisir le moment de la perception de sa rente de retraite. Il pourra la percevoir, s'il cesse de travailler, dès qu'il est admissible à la retraite. S'il choisit de demeurer au travail, le paiement de la rente sera ajourné et cette rente sera revalorisée au moment de la prise de la retraite.

Si un salarié choisit de demeurer au travail après l'âge normal de la retraite et qu'il subit une diminution de son traitement, il pourra percevoir une partie ou la totalité de sa rente afin de compenser cette diminution.

La loi s'applique à compter de sa sanction à tous les salariés. Toutefois pour les salariés qui participent à un régime de retraite, la loi s'appliquera à l'échéance de leur convention de travail.

Le gouvernement pourra, par règlement, exempter certains salariés ou certains employeurs de l'application de la loi.

Le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu devra évaluer les effets de la loi et déposer les résultats de ses travaux à l'Assemblée nationale.

Ministre responsable: le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Parrain: M. Denis Lazure

1^{re} lecture: 9 décembre 1981

2^e lecture: 4 mars 1982

3^e lecture: 25 mars 1982

Sanction: 1 avril 1982

Entrée en vigueur: 1^{er} avril 1982

Lois modifiées: Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17)

Projet de loi n° 18 (chapitre 17)

Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile

- Objet:** Cette loi a pour objet de permettre une application harmonieuse de la Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille:
- en instituant au Code de procédure civile un nouvel ensemble de procédures en matière familiale,
 - en complétant les dispositions législatives relatives à l'adoption,
 - en transposant les principes fondamentaux du nouveau droit de la famille dans les autres lois du Québec,
 - en modifiant certaines dispositions transitoires du droit de la famille.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 17 décembre 1981

3^e lecture: 11 juin 1982

Sanction: 11 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement, à l'exception de l'article 82 qui entre en vigueur le 11 juin 1982

Lois modifiées: Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Code civil du Bas-Canada
 Code civil de Québec
 Loi sur l'aide au développement industriel (L.R.Q., chapitre A-13)
 Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)
 Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17)
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
 Loi sur la caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)
 Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil (L.R.Q., chapitre C-10)
 Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12)
 Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1)

- Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)
- Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1)
- Loi sur le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2)
- Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
- Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (L.R.Q., chapitre I-5)
- Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
- Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19)
- Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23)
- Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)
- Loi sur le protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)
- Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)
- Loi sur la protection des colons (L.R.Q., chapitre P-38)
- Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
- Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
- Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-31)
- Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)
- Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
- Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille (1980, chapitre 39)

Projet de loi n° 24 (chapitre 3)

Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines

Objet: Cette loi, donnant suite au Discours sur le budget du 10 mars 1981, modifie la Loi concernant les droits sur les mines.

Elle a pour objet d'harmoniser le mode de paiement des droits par les exploitants de mines à celui qui prévaut en matière d'impôt sur le revenu.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain: M. Yves Duhaime

1^{re} lecture: 18 novembre 1981

2^e lecture: 4 mars 1982

3^e lecture: 4 mars 1982

Sanction: 18 mars 1982

Entrée en vigueur: 18 mars 1982

Loi modifiée: Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)

Projet de loi n° 25 (chapitre 22)

Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux

Objet: Cette loi, donnant suite au Discours sur le budget du 10 mars 1981, a pour objet de modifier la Loi sur le régime des eaux.

Les modifications ont pour effet de remplacer l'unique versement annuel des redevances ou contributions payables par un mode de versements mensuels harmonisé aux modalités de paiements de certains impôts, dont l'impôt sur le revenu.

La loi prévoit également que des intérêts et pénalités seront exigibles sur les versements insuffisants et les soldes de redevances ou contributions.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources.

Parrain: M. Yves Duhaime

1^{re} lecture: 18 novembre 1981

2^e lecture: 4 mars 1982

3^e lecture: 21 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)

Projet de loi n° 33 (chapitre 2)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités

Objet: Cette loi modifie diverses lois concernant les municipalités de façon à apporter une solution à certains problèmes de fonctionnement qu'elles rencontrent.

En particulier, cette loi modifie la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et le Code municipal de façon à aplanir certaines difficultés qu'auraient pu rencontrer les municipalités régionales de comté lors de leur constitution. Par exemple, le pouvoir des M.R.C. de déléguer partiellement leur compétence en matière d'évaluation foncière sera précisé, pour ne pas briser inutilement la continuité du travail commencé par les évaluateurs des actuelles corporations de comté. De plus, des amendements sont apportés pour faciliter la participation des cités et villes aux activités des M.R.C.

Enfin, cette loi précise le pouvoir des municipalités de se regrouper, notamment au sein d'une régie intermunicipale, pour fournir des services de police à la population.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Jacques Léonard

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 15 décembre 1982

3^e lecture: 24 février 1982

Sanction: 24 février 1982

Entrée en vigueur: 24 février 1982, à l'exception de l'article 121 qui est entré en vigueur par proclamation du gouvernement

— 12 août 1982: a. 121
Décret 1747-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 3945

Lois modifiées: Code municipal

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72)

Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8)

Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)

Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16)

Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, chapitre 51)
- Loi sur la fiscalité municipale (1979, chapitre 72)
- Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.21)
- Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83)
- Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84)
- Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85)
- Charte du village de Deauville (1916, 2^e session, chapitre 86)
- Charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac (1942, chapitre 90)
- Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89)
- Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98)
- Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais (1979, chapitre 95)

Projet de loi n° 37 (chapitre 23)

Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive

Objet: Cette loi prévoit le regroupement en une seule municipalité des villes de Hauterive et de Baie-Comeau, sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Jacques Léonard

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 7 juin 1982

3^e lecture: 23 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 39 (chapitre 4)

Loi modifiant les droits relatifs aux carburants et aux boissons alcooliques ainsi que certaines dispositions fiscales

Objet: Cette loi donne suite à la présentation, le 17 novembre 1981, de l'Énoncé complémentaire aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1981-1982, dans lequel le ministre des Finances annonçait certaines modifications au régime des droits et taxes applicables aux boissons alcooliques, à l'impôt sur le revenu des particuliers et à la taxe sur les carburants.

Ministre responsable: le ministre du Revenu

Parrain: M. Raynald Fréchette

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 9 décembre 1981

3^e lecture: 18 mars 1982

Sanction: 18 mars 1982

Entrée en vigueur: 18 mars 1982

Lois modifiées: Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)
Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-3)
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
Loi sur les permis d'alcool (1979, chapitre 71)

Projet de loi n° 42 (chapitre 5)

Loi modifiant la Loi sur les impôts

Objet: Cette loi donne suite à la déclaration ministérielle du 12 décembre 1980 ainsi qu'aux communiqués de presse du 22 août 1980 et du 18 février 1981 du ministre des Finances. Elle contient la plupart des modifications apportées à la loi fédérale de l'impôt sur le revenu par le projet de loi C-54, sanctionné le 26 février 1981, notamment en ce qui concerne les allocations de déplacement ou les remboursements des frais de déplacement reçus par certains employés à temps partiel, les obligations pour l'expansion de la petite entreprise, la déduction d'un montant n'excédant pas 55 000 \$ pour certains contribuables exerçant un emploi à l'étranger, les dispositions concernant les actions privilégiées à terme et les obligations à intérêt conditionnel, la déduction accordée à l'employeur à l'égard des sommes versées à certains régimes de prestations aux employés, les règles applicables à l'égard de certaines fusions et à l'égard des caisses d'épargne et de crédit, la déduction des frais encourus lors de l'acquisition de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, le calcul des acomptes provisionnels de base, l'obligation pour une corporation, une société et certaines fiducies de déclarer leur revenu d'intérêt selon la comptabilité d'exercice et le calcul du prix de base rajusté de certains biens.

Cette loi contient également certaines modifications apportées à la loi fédérale de l'impôt sur le revenu par la Loi de 1980 remaniant la législation bancaire, sanctionnée le 26 novembre 1980, notamment en ce qui concerne les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les régimes enregistrés d'épargne-logement et les fonds enregistrés de revenu de retraite et par la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers, sanctionnée le 8 juillet 1981, pour prévoir la non-déductibilité, dans le calcul du revenu, de l'impôt sur les recettes tirées du pétrole et du gaz.

Enfin, cette loi contient des mesures pour élargir le cadre des frais admissibles en déduction de la taxe spéciale sur le capital des corporations de raffinage de pétrole, pour préciser certaines règles et, en général, pour faciliter l'application de la Loi sur les impôts.

Ministre responsable: le ministre du Revenu

Parrain: M. Raynald Fréchette

1^{re} lecture: 19 décembre 1981

2^e lecture: 4 mars 1982

3^e lecture: 16 mars 1982

Sanction: 18 mars 1982

Entrée en vigueur: 18 mars 1982

Lois modifiées: Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4)

Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives (1980, chapitre 13)

Projet de loi n° 46 (chapitre 18)

Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal

Objet: Cette loi modifie plusieurs dispositions de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, particulièrement quant à ce qui suit.

En ce qui concerne les structures de la Communauté, les principaux changements portent sur la composition du comité exécutif et l'institution de commissions permanentes du Conseil.

En ce qui concerne les règles de fonctionnement, les décisions au Conseil de la Communauté seront dorénavant prises à la double majorité, c'est-à-dire qu'il faudra la majorité des voix exprimées tant par les représentants de la ville de Montréal que par ceux des autres municipalités, plutôt que les voix de la moitié des membres présents de chaque groupe. Pour ce qui est des décisions du comité exécutif, elles continueront d'être prises à la majorité des voix exprimées, mais avec un mécanisme par lequel le vote des deux tiers des représentants de la ville de Montréal ou des autres municipalités pourra retarder la prise d'effet d'une décision.

Au point de vue de l'organisation administrative de la Communauté, un poste spécifique de directeur général est créé, sur le modèle des lois des autres communautés.

Pour ce qui est des compétences de la Communauté, la liste se résume essentiellement à neuf domaines: l'adoption d'un schéma d'aménagement, l'évaluation foncière et locative, l'assainissement de l'atmosphère, l'assainissement des eaux, la récupération et le recyclage des déchets, l'inspection des aliments, les loisirs et les parcs intermunicipaux, la police et le transport en commun. De plus, la Communauté aura compétence pour exercer par délégation un pouvoir non discrétionnaire du gouvernement et pour gérer des ententes intéressant des municipalités de son territoire.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Jacques Léonard

1^{re} lecture: 19 décembre 1981

2^e lecture: 13 mai 1982

3^e lecture: 9 juin 1982

Sanction: 11 juin 1982

Entrée en vigueur: 11 juillet 1982

Lois modifiées: Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84)
 Code municipal
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
 Loi constituant le service de police de la Communauté urbaine de Montréal et modifiant de nouveau la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1971, chapitre 93)
 Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal (1977, chapitre 71)

Projet de loi n° 47 (chapitre 1)**Loi concernant les services de transport de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal**

Objet: Cette loi vise à assurer la reprise des services normaux à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal et à permettre, à l'aide de la conciliation, la poursuite des négociations en vue du renouvellement des conventions collectives expirées le 11 janvier 1982.

Elle prévoit de plus la création d'une commission d'enquête sur la situation qui prévaut à la Commission en matière de relations de travail.

Ministre responsable: le ministre du Travail

Parrain: M. Claude Charron

1^{re} lecture: 15 janvier 1982

2^e lecture: 15 janvier 1982

3^e lecture: 15 janvier 1982

Sanction: 15 janvier 1982

Entrée en vigueur: 15 janvier 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 48 (chapitre 24)

Loi favorisant la poursuite des objets de LA LIGUE DE TAXIS DE MONTRÉAL INC.

Objet: Cette loi a pour objet de favoriser la poursuite des objets de LA LIGUE DE TAXIS DE MONTRÉAL INC. en décrétant certaines règles relatives aux assemblées, aux élections et au fonctionnement de cette corporation

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Michel Clair

1^{re} lecture: 20 mai 1982

2^e lecture: 1^{er} juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 49 (chapitre 13)

Loi sur les terres publiques agricoles

Objet: Cette loi refond et remplace la Loi sur les terres de colonisation et d'autres lois ayant trait à la colonisation, soit la Loi sur l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation, la Loi sur les sociétés de colonisation, la Loi sur la protection des colons et la Loi du mérite du défricheur.

Elle a essentiellement pour objet de moderniser et simplifier l'administration des terres publiques placées sous l'autorité du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Elle vise à confirmer les droits acquis des détenteurs de terres sous billet de location et à faciliter la délivrance des lettres patentes.

Elle permet aussi de clarifier certaines situations douteuses créées par des concessions faites sans droit par des personnes ou autorités autres que le Québec.

Cette loi établit un régime simple de vente et de location pour des fins d'agriculture, de pêche maritime ou d'alimentation. La vente se fera directement, sans l'intermédiaire du billet de location. De plus, le recours au lieutenant-gouverneur et au procureur général ne sera plus nécessaire pour délivrer des lettres patentes, celles-ci étant dorénavant émises par le ministre.

Enfin, la loi permet au ministre de régulariser la situation de certaines personnes («squatters») qui occupent sans titre des terres publiques agricoles. Cette mesure ne s'applique qu'aux personnes qui occupent ces terres lors de l'entrée en vigueur de la loi ainsi qu'à leurs cessionnaires.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 4 mars 1982

2^e lecture: 18 mars 1982

3^e lecture: 8 avril 1982

Sanction: 8 avril 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)

Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9)

Loi remplacée: Loi sur les terres de colonisation (L.R.Q., chapitre T-8)

Lois abrogées: Loi sur l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (L.R.Q., chapitre A-4)

Loi des sociétés de colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 104)

Loi du mérite du défricheur (Statuts refondus, 1964, chapitre 107)

Loi sur la protection des colons (L.R.Q., chapitre P-38)

Projet de loi n° 50 (chapitre 7)**Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec**

Objet: Cette loi a principalement pour objet d'autoriser le ministre des Finances à verser au Centre de recherche industrielle du Québec une somme de 85 000 000 \$ au cours de la période s'étendant du 1^{er} avril 1982 au 31 mars 1987.

De plus, elle vise à dispenser dorénavant le Centre d'obtenir l'approbation du gouvernement lors de l'adoption de ses règlements relatifs à sa régie interne et à son administration et lors de la conclusion d'accords avec les ministères et organismes du Gouvernement du Québec.

Elle autorise enfin le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, responsable de l'application de la loi, à donner, avec l'approbation du gouvernement, des directives portant sur les objectifs et l'orientation du Centre.

Ministre responsable: le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

Parrain: M. Rodrigue Biron

1^{re} lecture: 4 mars 1982

2^e lecture: 11 mars 1982

3^e lecture: 30 mars 1982

Sanction: 31 mars 1982

Entrée en vigueur: 31 mars 1982

Loi modifiée: Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8)

Projet de loi n° 51 (chapitre 8)

Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec

Objet: Cette loi remplace la Loi sur le Grand Théâtre de Québec (L.R.Q., chapitre G-2).
 Elle pourvoit à la constitution et à l'organisation de la Société du Grand Théâtre de Québec qui est substituée à la Régie du Grand Théâtre de Québec.
 Elle prévoit que les neuf membres de la Société sont nommés par le gouvernement et que trois d'entre eux le sont après consultation de la Communauté urbaine de Québec.
 Elle confie à la Société le mandat de présenter, monter et produire des spectacles. Elle soumet l'exercice de certains pouvoirs de la Société à l'approbation du gouvernement. Elle oblige enfin la Société à faire approuver par le gouvernement un plan de développement.

Ministre responsable: le ministre des Affaires culturelles

Parrain: M. Clément Richard

1^{re} lecture: 9 mars 1982

2^e lecture: 16 mars 1982

3^e lecture: 30 mars 1982

Sanction: 31 mars 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} juillet 1982: aa. 1 à 41
 Décret 1376-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2431

Loi remplacée: Loi sur le Grand Théâtre de Québec (L.R.Q., chapitre G-2)

Projet de loi n° 52 (chapitre 9)

Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal

Objet: Cette loi remplace la Loi sur la Place des Arts (L.R.Q., chapitre P-11).

Elle pourvoit à la constitution et à l'organisation de la Société de la Place des Arts de Montréal qui est substituée à la Régie de la Place des Arts.

Elle prévoit que les neuf membres de la Société sont nommés par le gouvernement et que trois d'entre eux le sont après consultation de la Communauté urbaine de Montréal.

Elle confie à la Société le mandat de présenter, monter et produire des spectacles. Elle soumet l'exercice de certains pouvoirs de la Société à l'approbation du gouvernement. Elle oblige enfin la Société à faire approuver par le gouvernement un plan de développement.

Ministre responsable: le ministre des Affaires culturelles

Parrain: M. Clément Richard

1^{re} lecture: 9 mars 1982

2^e lecture: 16 mars 1982

3^e lecture: 30 mars 1982

Sanction: 31 mars 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} juillet 1982: aa. 1 à 43
Décret 1375-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2431

Loi remplacée: Loi sur la Place des Arts (L.R.Q., chapitre P-11)

Projet de loi n° 53 (chapitre 10)

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières

Objet: Cette loi a essentiellement pour objet d'augmenter de 90 000 000 \$ le fonds social de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.

Cette somme sera versée à SOQUIP par le ministre des Finances au cours des quatre années financières comprises entre le 31 mars 1982 et le 1^{er} avril 1986.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain: M. Yves Duhaime

1^{re} lecture: 11 mars 1982

2^e lecture: 30 mars 1982

3^e lecture: 30 mars 1982

Sanction: 31 mars 1982

Entrée en vigueur: 31 mars 1982

Loi modifiée: Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières (L.R.Q., chapitre S-22)

Projet de loi n° 54 (chapitre 14)

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise de développement des industries culturelles

Objet: Cette loi a pour principaux objets d'augmenter de 10 000 000 \$ le fonds social de la Société québécoise de développement des industries culturelles et de permettre au gouvernement de garantir les emprunts de la Société.

Elle élargit également les objets de la Société afin de lui permettre de favoriser la création et le développement des entreprises oeuvrant dans les domaines des services de communication et du patrimoine immobilier.

Elle souligne enfin l'un de ces nouveaux objets en attribuant à la Société le nom de « Société de développement des industries de la culture et des communications ».

Ministre responsable: le ministre des Affaires culturelles

Parrain: M. Clément Richard

1^{re} lecture: 16 mars 1982

2^e lecture: 30 mars 1982

3^e lecture: 8 avril 1982

Sanction: 8 avril 1982

Entrée en vigueur: 8 avril 1982

Loi modifiée: Loi sur la Société québécoise de développement des industries culturelles (L.R.Q., chapitre S-18.3)

Projet de loi n° 55 (chapitre 25)

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour principal objet de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement et la Loi sur le régime des eaux afin d'y instaurer une procédure d'attestation de conformité environnementale destinée à remplacer progressivement les autorisations administratives préalables qui sont présentement requises pour la réalisation de certains projets.

Elle accroît les possibilités de révocation des autorisations délivrées en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, dans le cas où des irrégularités sont constatées. Elle modifie également le pouvoir réglementaire afin d'élargir la possibilité d'exiger des garanties relativement à de nouveaux projets, d'exiger des honoraires pour la délivrance des autorisations prévues par la loi et de faciliter l'administration de la réglementation des déchets toxiques et dangereux.

La loi permet de plus au gouvernement d'autoriser l'occupation du domaine hydrique public par des ouvrages mineurs et d'identifier les plaines de débordement où les municipalités devront établir une réglementation particulière en matière de construction.

Cette loi donne au ministre de nouveaux moyens pour assurer l'inspection, la surveillance et le gardiennage des réserves écologiques et facilite la mise à jour des normes et méthodes analytiques publiées par des tiers.

Ministre responsable: le ministre de l'Environnement

Parrain: M. Marcel Léger

1^{re} lecture: 16 mars 1982

2^e lecture: 5 mai 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982, à l'exception des articles 27 à 35 et 40 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
 Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)
 Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26)
 Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2)
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)
 Code municipal
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Projet de loi n° 56 (chapitre 26)

Loi sur les coopératives

Objet: Cette loi constitue une nouvelle loi sur les coopératives. Elle remplace la Loi sur les associations coopératives et la Loi sur les sociétés coopératives agricoles.

Elle énonce les règles relatives à la constitution et à l'organisation de la coopérative, tout en édictant les règles d'action coopérative inspirées des principes de l'Alliance coopérative internationale.

Ministre responsable: le ministre des Institutions financières et Coopératives

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 17 mars 1982

2^e lecture: 11 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., chapitre A-18)
Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)
Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75)
Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-75.1)
Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes (L.R.Q., chapitre C-76)

Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., C-77)

Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)

Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre F-20.1)

Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., chapitre H-1)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)

Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)

Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., chapitre M-36)

Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)

Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40)

Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)

Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)

Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)

Loi sur la Société de développement coopératif (L.R.Q., chapitre S-10)

Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)

Loi abrogée: Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)

Lois remplacées: Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., chapitre A-24)

Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., chapitre S-24)

Projet de loi n° 57 (chapitre 6)

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public (*Loi des subsides n° 1, 1982-1983*)

Objet: Cette loi prévoit des subsides de 4 658 760 775 \$ pour subvenir en partie aux divers charges et dépenses de l'État pour l'année financière 1982-1983.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 25 mars 1982

2^e lecture: 25 mars 1982

3^e lecture: 25 mars 1982

Sanction: 26 mars 1982

Entrée en vigueur: 26 mars 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 58 (chapitre 11)

Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal pour les fins de la taxe de l'eau et de services pour les exercices financiers de 1981 et 1982

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser la Ville de Montréal à utiliser, pour chacun des exercices financiers de 1981 et 1982, aux fins de la taxe de l'eau et de services, le rôle de la valeur locative applicable pour l'exercice financier précédent.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Jacques Léonard

1^{re} lecture: 25 mars 1982

2^e lecture: 30 mars 1982

3^e lecture: 30 mars 1982

Sanction: 31 mars 1982

Entrée en vigueur: 31 mars 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 59 (chapitre 27)**Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines**

Objet: Cette loi a pour objet la révocation des droits de mine ne faisant pas partie du domaine public et compris dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880, tant dans les cantons que dans les seigneuries, et dans les concessions minières pour lesquelles des lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911.

Elle prévoit le paiement d'une indemnité à l'ex-détenteur des droits de mine, sous forme d'un pourcentage du profit annuel découlant de l'exploitation de toute substance minérale provenant du terrain dont les droits de mine sont révoqués.

Elle institue de plus un mécanisme d'attribution de permis spéciaux d'exploration pour rechercher et mettre en valeur les substances minérales dans les limites d'un territoire dont les droits de mine sont révoqués, et modifie la Loi sur les mines pour étendre ce mécanisme à toute concession minière susceptible d'être révoquée pour défaut de paiement d'une taxe annuelle prévue à la loi.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain: M. Yves Duhaime

1^{re} lecture: 6 mai 1982

2^e lecture: 11 mai 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 15 septembre 1982: aa. 1 à 15
Décret 1975-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 3946

Loi modifiée: Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)

Projet de loi n° 60 (chapitre 15)

Loi concernant certaines caisses d'entraide économique

Objet: Cette loi a pour principal objet de décréter la tenue d'un scrutin dans les caisses d'entraide économique, à l'exception de celles qui se sont transformées en sociétés d'entraide économique à la suite du vote du 14 février 1982 et de celles qui ont décidé de leur avenir avant le 23 février 1982, date de la déclaration du ministre des Institutions financières et Coopératives.

La loi établit les options à être soumises aux membres lors de ce scrutin, les règles requises pour assurer la préparation et la présentation des diverses options, pour déterminer leur contenu et les modalités de leur application et enfin, pour établir leurs effets juridiques.

La loi contient aussi des règles sur le scrutin lui-même.

La loi contient enfin un certain nombre de dispositions en vue notamment de permettre aux sociétés d'entraide économique de procéder, aux conditions que précise la loi, au rachat des actions et au paiement des dépôts détenus dans un régime enregistré d'épargne-retraite par une personne de 65 ans et plus, dans un régime enregistré d'épargne-logement par une personne ayant acquis une résidence principale, et par une personne invalide. Elle vise également à permettre, jusqu'au 1^{er} septembre 1982, le transfert des actions de sociétés d'entraide économique avec les avantages fiscaux qui s'y rapportent.

La loi reproduit plusieurs dispositions de lois actuellement en vigueur, plutôt que d'y faire simplement référence, et ce dans le but de faciliter la compréhension du projet de loi.

Ministre responsable: le ministre des Institutions financières et Coopératives

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 30 mars 1982

2^e lecture: 6 avril 1982

3^e lecture: 8 avril 1982

Sanction: 8 avril 1982

Entrée en vigueur: 8 avril 1982

Lois modifiées: Loi sur les sociétés d'entraide économique et modifiant diverses dispositions législatives (1981, chapitre 31)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Projet de loi n° 61 (chapitre 16)**Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail**

Objet: Cette loi a pour objet de modifier le Code des professions et le Code du travail afin d'y inclure une reconnaissance expresse du pouvoir de la Cour supérieure de réviser la décision d'une autorité qui n'avait pas juridiction ou qui a excédé la juridiction que lui attribue l'un ou l'autre de ces codes.

Elle contient également une disposition déclaratoire qui a pour effet de préciser que ce pouvoir de révision de la Cour supérieure existe et a toujours existé.

Cette loi vise enfin à empêcher qu'un justiciable concerné par une décision rendue par un comité de discipline, après le 20 octobre 1981, perde son droit d'appel par suite de l'écoulement du délai d'appel prévu à l'article 164 du Code des professions.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 29 avril 1982

2^e lecture: 11 mai 1982

3^e lecture: 11 mai 1982

Sanction: 11 mai 1982

Entrée en vigueur: 11 mai 1982

Lois modifiées: Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)
Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Projet de loi n° 62 (chapitre 21)**Loi concernant la Loi constitutionnelle de 1982**

Objet: Cette loi a pour objet premier d'inclure, dans chacune des lois québécoises existant au 17 avril 1982 ou adoptée après cette date mais avant la sanction du projet de loi, une déclaration expresse lui donnant entier effet indépendamment des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982; de cette façon, en ce qui concerne les libertés fondamentales, les garanties juridiques et les droits à l'égalité, les droits et les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec seront entièrement préservés et ses lois ne seront assujetties qu'à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

Cette loi a également pour objet de soumettre au consentement préalable de l'Assemblée nationale du Québec l'exercice, par le gouvernement, du pouvoir d'autoriser la mise en vigueur au Québec de l'article de la Loi constitutionnelle de 1982 relatif à la langue maternelle des parents comme critère d'admission des enfants à l'école anglaise.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 5 mai 1982

2^e lecture: 2 juin 1982

3^e lecture: 23 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 63 (chapitre 28)**Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec**

Objet: Cette loi a principalement pour objet de doter la Raffinerie de sucre du Québec d'un fonds social de 50 000 000 \$.

Cette loi confie de plus à la Société le mandat:

1° de fabriquer, de raffiner, de conditionner et de mettre en marché du sucre, de betterave ou autre, et des dérivés, succédanés ou sous-produits du sucre; et

2° d'exercer toute activité industrielle, agricole, commerciale ou de recherche utile à la poursuite de ses objets.

Les affaires de la Société seront administrées par un conseil d'administration de trois à cinq membres nommés par le gouvernement, dont un président et un vice-président.

En outre, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pourra, dans le cadre de ses responsabilités et pouvoirs, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société. Ces directives seront soumises à l'approbation préalable du gouvernement et lieront la Société qui sera tenue de s'y conformer.

Enfin, cette loi prévoit que la Société devra chaque année faire approuver par le gouvernement son plan de développement ainsi que l'époque à laquelle il devra être présenté.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 14 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi remplacée: Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire (L.R.Q., chapitre E-13)

Projet de loi n° 64 (chapitre 29)

Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs

Objet: Cette loi a pour objet principal de favoriser la relève en agriculture en réduisant, pour des jeunes agriculteurs qui s'établissent sur une ferme, le coût du financement à long terme de leurs investissements. À cette fin, elle permet au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, sur la recommandation de l'Office du crédit agricole du Québec, d'accorder une subvention applicable à l'intérêt produit par un prêt consenti en vertu de la Loi sur le crédit agricole, du Québec ou du fédéral, ou de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées.

Cette subvention est sujette à certaines conditions indiquées dans la loi.

Enfin, cette loi modifie la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles pour, d'une part, fixer au 31 décembre 1983 la date limite de réception par l'Office d'une demande de toute subvention prévue par cette loi et pour, d'autre part, rendre inadmissible à une telle subvention tout agriculteur ou toute exploitation de groupe qui obtiendra une subvention en vertu de la loi.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 15 juin 1982

2^e lecture: 17 juin 1982

3^e lecture: 21 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} septembre 1982: aa. 1 à 34
Décret 1924-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 3913

Loi modifiée: Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., chapitre M-36)

Projet de loi n° 65 (chapitre 30)

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Objet: Cette loi a pour objet de permettre l'accès aux documents des organismes publics et d'assurer la protection des renseignements personnels qu'ils détiennent.

Dans sa première partie, elle établit donc le droit de toute personne à l'accès aux documents des organismes publics et les restrictions qui s'y appliquent.

La deuxième partie de cette loi est consacrée à la protection des renseignements personnels détenus par les organismes publics. On y établit que les renseignements nominatifs sont confidentiels mais que la personne qu'ils concernent a le droit d'en recevoir communication et d'en demander la rectification.

La loi prévoit la création d'une Commission d'accès à l'information formée de trois membres nommés par l'Assemblée nationale du Québec. Cette Commission aura pour fonction principale d'entendre les demandes de révision des décisions prises en vertu de la loi. Elle possèdera tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction. La Commission devra également surveiller l'application de la loi, faire enquête sur son fonctionnement et son observation, donner des avis et approuver les ententes conclues entre les organismes en vertu de la loi.

Les principaux organismes publics visés par la loi sont: le gouvernement, le Conseil exécutif, le Conseil du trésor, les ministères, les organismes gouvernementaux, les organismes municipaux, les organismes scolaires et les établissements de santé ou de services sociaux.

Cette loi aura prépondérance sur toute loi générale ou spéciale qui lui sera postérieure.

Enfin, la loi prévoit que l'entrée en vigueur de ses dispositions se fera selon un calendrier qui sera établi par le gouvernement et déposé à l'Assemblée nationale du Québec.

Ministre responsable: le ministre des Communications

Parrain: M. Jean-François Bertrand

1^{re} lecture: 6 juin 1982

2^e lecture: 19 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 1^{er} octobre 1982, à l'exception des articles 9 à 102, 122 à 130, 132 à 173 et 175 à 178 qui entreranno en vigueur par proclamation

Loi modifiée: Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

Projet de loi n° 66 (chapitre 31)

Loi modifiant certaines dispositions législatives en matière de financement des partis politiques et en matière d'élections municipales

- Objet:** Cette loi poursuit deux objectifs: premièrement introduire les modifications proposées par le Conseil consultatif du financement des partis politiques, deuxièmement modifier les lois municipales afin d'assurer la concordance avec la Loi électorale en matière de votation.
- Les modifications proposées par le Conseil consultatif visent notamment:
- 1° à permettre au directeur général des partis politiques d'accorder de nouvelles autorisations à un parti dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* de la nouvelle délimitation des circonscriptions électorales;
 - 2° à permettre au directeur général à faire d'office la correction d'erreurs commises par inadvertance dans un rapport ou une déclaration;
 - 3° à prévoir que les sommes d'argent versées par un candidat pour faire acquitter une dépense électorale seront considérées comme des contributions;
 - 4° à modifier les dispositions concernant le temps d'antenne gratuit et l'espace gratuit dans un imprimé pour permettre l'utilisation de ce temps d'antenne et de cet espace même en dehors de la période électorale;
 - 5° à permettre aux partis politiques de présenter un rapport par année plutôt qu'un rapport à tous les six mois;
 - 6° à préciser que les rapports financiers devront contenir un état des revenus et des dépenses;
 - 7° à permettre à un chef de parti ou à un député de continuer de siéger pendant 10 jours malgré que son rapport de dépenses électorales ne soit pas produit afin de permettre au chef ou au député d'obtenir un délai additionnel pour produire son rapport.

Ministre responsable: le ministre d'État à la réforme électorale

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 10 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982, à l'exception des articles 1 à 118 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

— 30 juin 1982: aa. 1 à 59 et 62 à 118
Décret 1562-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2595

— 10 octobre 1982: aa. 60 et 61
Décret 1562-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2595

Lois modifiées: Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2)
 Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1)
 Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Code municipal
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Charte de la ville de Québec (1929, chapitre 95)
 Charte de la ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

Projet de loi n° 67 (chapitre 32)

Loi modifiant la Loi sur les poursuites sommaires, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a principalement pour objet d'humaniser le recouvrement des amendes imposées en vertu des lois du Québec et de faciliter l'accès des citoyens à la justice dispensée par les tribunaux. Elle a également pour objet de modifier diverses lois afin de favoriser une meilleure administration de la justice.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 10 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: le 23 juillet 1982, à l'exception des articles 31, 32, 34 à 47, 50 à 58 et 60 à 63 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1982 et des articles 1 à 30, 59, 64 à 69, 71, 72, 97 et 99 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

— 23 juin 1982: aa 64 à 69, 71, 72, 97, 99
Décret 1540-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2519

— 1^{er} janvier 1983: aa. 1 à 30
Décret 2510-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 4363

Lois modifiées: Code civil

Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Code de la route (L.R.Q., chapitre C-24)

Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72)

Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires (L.R.Q., chapitre E-19)

Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)

Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1)
Loi sur les huissiers (L.R.Q., chapitre H-4)
Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1)
Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19)
Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15)
Loi sur les privilèges des magistrats (L.R.Q., chapitre P-24)
Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26)
Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)
Loi sur les timbres (L.R.Q., chapitre T-10)
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1)
Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail (1982, chapitre 16)

Projet de loi n° 68 (chapitre 33)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite

Objet: Cette loi a principalement pour objet:

- 1° de diminuer les dépenses budgétaires et les besoins financiers du gouvernement à l'égard des régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 2° de permettre, sans date limite, le transfert des participants de ces régimes au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;
- 3° de prévoir qu'un ministre désigné par le gouvernement soit responsable de l'application de ces lois.

Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, cette loi prévoit, pour le service futur seulement, les modifications suivantes:

- 1° le partage en parts égales entre employeurs et employés du coût des régimes;
- 2° l'indexation des pensions sur l'excédent de 3% de l'indice des prix à la consommation au sens du Régime de rentes du Québec.

De plus, l'indexation des pensions, le 1^{er} janvier qui suit la date de la mise à la retraite, s'effectuera proportionnellement au nombre de jours pour lesquels la pension a été versée au cours de l'année civile de la mise à la retraite par rapport au nombre de jours de cette même année civile.

Ministre responsable: le Président du Conseil du trésor

Parrain: M. Yves Bérubé

1^{re} lecture: 20 mai 1982

2^e lecture: 10 juin 1982

3^e lecture: 23 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982 à l'exception des articles 1, 21, 30, 36(115) et 40 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

— 18 août 1982: aa. 1, 21, 30, 36(115), 40
Décret 1856-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 3473

Lois modifiées: Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (1978, chapitre 16)

Projet de loi n° 69 (chapitre 34)

Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1982

Objet: Cette loi a pour objet d'empêcher la tenue du recensement annuel des électeurs devant avoir lieu à l'automne 1982. Elle prévoit en conséquence certaines mesures supplétives susceptibles d'application dans l'éventualité où un scrutin serait tenu avant le recensement annuel de 1983.

Ministre responsable: le ministre d'État à la réforme électorale

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 27 mai 1982

2^e lecture: 1^{er} juin 1982

3^e lecture: 21 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 70 (chapitre 35)

Loi concernant la rémunération dans le secteur public

Objet: Cette loi vise à assurer la réalisation des équilibres budgétaires prévus par le discours sur le budget prononcé à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances, le 25 mai 1982. Elle prévoit la rémunération à être versée, à défaut d'entente, aux salariés du secteur public pour la période de trois mois qui suit la date prévue pour l'expiration de leurs conventions collectives. Elle limite en outre, pour l'année 1983, les avancements d'échelon sous réserve d'une entente entre les parties. Elle assure, quant au reste, le maintien des conditions de travail jusqu'à la conclusion de nouvelles conventions collectives.

La loi permet enfin au gouvernement de tenir compte des effets de cette loi dans la détermination des subventions qu'il verse aux organismes concernés.

Ministre responsable: le ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor

Parrain: M. Yves Bérubé

1^{re} lecture: 26 mai 1982

2^e lecture: 15 juin 1982

3^e lecture: 23 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 71 (chapitre 36)**Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique**

Objet: Cette loi a pour objet d'introduire dans la Loi sur l'aide juridique certaines dispositions nouvelles susceptibles d'en faciliter l'administration et le financement.

Elle modifie d'abord la notion de « personne économiquement défavorisée », sur laquelle s'appuie le régime, afin que désormais l'aide juridique en matière civile accordée aux bénéficiaires de l'aide sociale leur soit fournie à titre de besoin spécial en vertu de la Loi sur l'aide sociale.

Elle prévoit en outre que, conformément aux règlements adoptés par le gouvernement, un bénéficiaire pourra être appelé à rembourser les coûts de l'aide juridique qui lui a été fournie s'il en résulte pour lui l'obtention d'un bien ou d'un droit.

De même, les bénéficiaires de l'aide juridique non admissibles à l'aide sociale devront acquitter pour l'ouverture de leur dossier des frais établis par règlement.

La loi opère enfin un nouveau partage des pouvoirs réglementaires entre le gouvernement et la Commission des services juridiques.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 27 mai 1982

2^e lecture: 3 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)

Projet de loi n° 72 (chapitre 37)

Loi modifiant le Code du travail, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de consacrer la primauté du droit des citoyens de continuer à bénéficier de services jugés essentiels, lorsque des travailleurs exercent leur droit de grève dans les services de santé, dans les services sociaux et dans certains services publics.

Ministre responsable: le ministre du Travail

Parrain: M. Pierre Marois

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 9 juin 1982

3^e lecture: 23 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

- 30 juin 1982: aa. 20 à 26, 28, 29
Décret 1620-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2595
- 3 août 1982: aa. 1, 4, 6, (111.0.15, 111.0.16, 111.0.18 à 111.0.26),
17, 27
Décret 1744-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2753
- 10 novembre 1982: a. 6 (111.0.1 à 111.0.3, 111.0.5 à 111.0.7, 111.0.14)
Décret 2574-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 4403
- 1^{er} décembre 1982: aa. 2, 3, 5, 6 (111.0.8 à 111.0.11, 111.0.13, 111.0.17),
16, 18, 19
Décret 2826-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 5019

Lois modifiées: Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
Loi sur le recours collectif (L.R.Q., chapitre R-2.1)

Projet de loi n° 74 (chapitre 38)

Loi modifiant diverses lois fiscales

Objet: Cette loi a pour objet de modifier plusieurs lois fiscales. Les modifications sont surtout de nature technique et visent à faciliter l'administration des lois concernées.

Ministre responsable: le ministre du Revenu

Parrain: M. Raynald Fréchette

1^{re} lecture: 27 mai 1982

2^e lecture: 2 juin 1982

3^e lecture: 21 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982, à l'exception de l'article 23 qui entrera en vigueur par proclamation du gouvernement

— 1^{er} janvier 1983: aa. 23
Décret 3082-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 165

Lois modifiées: Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2)
Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)
Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3)

Projet de loi n° 75 (chapitre 39)

Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement industriel

Objet: Cette loi a pour but d'élargir le champ d'action de la Société de développement industriel du Québec qui pourra dorénavant oeuvrer non seulement dans le secteur manufacturier, mais aussi dans le secteur touristique et dans le secteur tertiaire moteur.

La Société se verra confier l'administration de programmes sectoriels dans des secteurs névralgiques de l'économie québécoise.

Cette loi permet à la Société d'aider une entreprise en acquérant une partie de ses actions, ordinaires ou privilégiées, en lui accordant un prêt avec ou sans intérêt ou une garantie de prêt ou en lui versant une subvention.

La loi prévoit également que le gouvernement pourra confier des mandats spécifiques à la Société en vue de promouvoir les exportations, notamment celui de négocier des contrats majeurs avec d'autres gouvernements.

La loi modifie le titre de la loi actuelle ainsi que certaines modalités de l'octroi de l'aide financière. Elle prévoit également la nomination de vice-présidents exécutifs de la Société.

La loi autorise enfin le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, responsable de l'application de la loi, à donner avec l'approbation du gouvernement, des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société.

Ministre responsable: le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

Parrain: M. Rodrigue Biron

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 11 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: Loi sur l'aide au développement industriel (L.R.Q., chapitre A-13)

Projet de loi n° 76 (chapitre 40)

Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole

Objet: Cette loi édicte diverses modifications à la Loi sur la protection du territoire agricole aux fins principalement d'assouplir dans certains cas l'application de la loi, d'assurer une administration plus fonctionnelle de la Commission de protection du territoire agricole du Québec et d'apporter des ajustements techniques aux dispositions de la loi.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 15 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} juillet 1982: aa. 1 à 15
Décret 1584-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2596

Loi modifiée: Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)

Projet de loi n° 77 (chapitre 41)**Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles**

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la mise en marché des produits agricoles afin notamment de rendre personnellement responsable du versement des contributions des producteurs aux organismes qui administrent des plans conjoints, toute personne qui néglige de retenir ces contributions ou de les remettre à ces organismes lorsqu'elle est tenue de le faire.

La loi permet de plus à la Régie des marchés agricoles du Québec d'obliger un office de producteurs et toute personne engagée dans la production ou la mise en marché d'un produit commercialisé à lui transmettre tout renseignement qu'elle peut exiger en rapport avec les contingents d'un produit commercialisé et leurs détenteurs.

La loi impose de plus à la Régie l'obligation de transmettre au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation tous les renseignements qu'il peut exiger relativement aux contingents et à leurs détenteurs. La Régie devra de plus faire annuellement au ministre un rapport de ses activités pour dépôt à l'Assemblée nationale.

La loi a enfin pour objet de majorer les amendes prévues pour les infractions à la loi.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 4 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)

Projet de loi n° 78 (chapitre 60)

Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles

Objet: Cette loi a pour objet d'augmenter de 1 000 \$ à 3 000 \$, aux fins de la reconnaissance du statut de producteur, la valeur annuelle minimum de la production agricole qu'une personne destine à la mise en marché. Elle autorise aussi le gouvernement à modifier cette somme par décret. Cette modification rend plus réaliste les critères de reconnaissance du statut de producteur agricole.

La loi modifie également la définition de « produit agricole » de façon à spécifier que le gouvernement peut élargir cette notion.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 1^{er} juin 1982

2^e lecture: 2 décembre 1982

3^e lecture: 17 décembre 1982

Sanction: 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: 18 décembre 1982 à l'exception de l'article 1 qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1983.

Loi modifiée: Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28)

Projet de loi n° 79 (chapitre 46)**Loi modifiant la Loi sur la curatelle publique**

Objet: Cette loi vise principalement à introduire dans la Loi sur la curatelle publique des dispositions susceptibles d'assurer au Curateur public une grande autonomie de fonctionnement sur le plan administratif.

Ainsi, elle prévoit que les revenus du Curateur public seront désormais constitués des intérêts provenant des sommes d'argent dont les propriétaires ou les héritiers sont inconnus ou introuvables ainsi que des honoraires qu'il a droit d'exiger pour l'administration des biens qui lui sont confiés ou dont il a la surveillance. Elle prévoit en outre que tout excédent des dépenses d'opération sur les revenus sera imputé en diminution du fonds constitué par les revenus provenant de ces sommes d'argent dont les propriétaires ou les héritiers sont inconnus ou introuvables.

La loi apporte également des modifications susceptibles de faciliter l'administration, notamment en actualisant les montants de deçà desquels le Curateur public pourra, sans autorisation judiciaire, vendre des biens appartenant aux incapables et transiger sur de tels biens, et en prévoyant qu'un comité d'experts sera chargé de conseiller le Curateur public en matière de placement.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 21 juin 1982

2^e lecture: 16 novembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: 16 décembre 1982

Loi modifiée: Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., chapitre C-80)

Projet de loi n° 81 (chapitre 19)

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière de terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public (*Loi des subsides n° 2, 1982-1983*)

Objet: Cette loi prévoit des subsides de 13 581 761 525,00\$ pour subvenir en partie aux diverses charges et dépenses de l'État pour l'année financière 1982-1983.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 18 juin 1982

2^e lecture: 18 juin 1982

3^e lecture: 18 juin 1982

Sanction: 21 juin 1982

Entrée en vigueur: 21 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 82 (chapitre 42)**Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire**

Objet: Cette loi a pour objet de promouvoir la construction domiciliaire.

À cette fin, elle prévoit que les travailleurs et les employeurs de la construction pourront contribuer à un fonds de relance de la construction domiciliaire.

Cette contribution des travailleurs et des employeurs de la construction, aux termes de la loi, sera définie par règlement du gouvernement après entente avec les associations de salariés et les associations patronales de la construction ou avec les parties contractantes à un décret de convention collective.

La loi habilite, de plus, l'Office de la construction du Québec et tout comité paritaire visé par le projet de loi à percevoir ces contributions financières des salariés et des employeurs et à en faire remise à l'organisme sans but lucratif créé aux fins d'administrer le fonds de relance de la construction et composé majoritairement des représentants des organismes y contribuant.

Cette loi habilite également les ingénieurs, les arpenteurs-géomètres et les notaires à collaborer à la relance de la construction domiciliaire en autorisant le gouvernement à leur permettre de convenir d'honoraires professionnels en deçà de leur tarif d'honoraire minimum ou à fixer un tarif inférieur en remplacement du tarif en vigueur, selon des modalités qui seront déterminées par règlement après entente avec les ordres professionnels concernés.

Cette loi prévoit, en outre, que, dans le but d'encourager la construction ou la rénovation domiciliaires, chaque municipalité pourra établir un fonds de subvention, constituer une réserve foncière, et, le cas échéant, renoncer en tout ou en partie aux droits perçus sur les mutations immobilières.

La loi contient enfin des dispositions particulières relatives à la date de cessation d'effet du programme de relance et prévoit des mesures transitoires.

Ministre responsable: le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur

Parrain: M. Guy Tardif

1^{re} lecture: 15 juin 1982

2^e lecture: 17 juin 1982

3^e lecture: 22 juin 1982

Sanction: 23 juin 1982

Entrée en vigueur: 23 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 83 (chapitre 47)**Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage**

Objet: Cette loi a pour objet l'établissement d'un programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, relativement à leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage.

La section I de la loi comporte les définitions nécessaires à son interprétation.

La section II établit le programme d'aide, énonce ses objectifs et indique les fins pour lesquelles les montants versés pourront être utilisés.

La section III concerne le financement du programme; elle prévoit le mode de calcul de la subvention, indique sa provenance et à qui elle sera versée, et en fixe les modalités de paiement et d'indexation.

La section IV établit les modalités relatives à l'administration du programme et, à cette fin, précise les pouvoirs conférés à l'Administration régionale Kativik et aux corporations de village nordique.

La section V traite du rapport que doit faire l'Administration régionale Kativik et de la vérification des livres et comptes de cet organisme ainsi que ceux d'une corporation de village nordique.

Enfin, la section VI contient les dispositions finales et confie au ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche la responsabilité de l'application de la loi.

Ministre responsable: le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

Parrain: M. Guy Chevette

1^{re} lecture: 18 juin 1982

2^e lecture: 13 décembre 1982

3^e lecture: 13 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: 16 décembre 1982

Loi modifiée: Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2)

Projet de loi n° 84 (chapitre 43)

Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec

Objet: Cette loi a pour objet d'assurer la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec et de déterminer les conditions de travail des employés représentés par le Syndicat des employés du transport public du Québec Métropolitain Inc. (C.S.N.) jusqu'au 25 décembre 1983).

Ministre responsable: le ministre du Travail

Parrain: M. Raynald Fréchette

1^{re} lecture: 5 novembre 1982

2^e lecture: 5 novembre 1982

3^e lecture: 6 novembre 1982

Sanction: 6 novembre 1982

Entrée en vigueur: 6 novembre 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 85 (chapitre 48)

Loi sur les valeurs mobilières

Objet: Cette loi propose une réforme complète de la Loi sur les valeurs mobilières. Elle remplace la loi actuelle qui remonte, pour l'essentiel, à la première loi québécoise consacrée aux valeurs mobilières et adopté en 1955. Les modifications apportées jusqu'à maintenant, et dont les plus importantes remontent à 1973, n'ont pas permis de suivre l'évolution de la législation en matières de valeurs mobilières.

L'objet de cette loi est de favoriser le bon fonctionnement du marché, d'assurer la protection des épargnants contre les pratiques déloyales, abusives et frauduleuses, de régir l'information des porteurs de valeurs et du public sur les sociétés qui font appel publiquement à l'épargne et sur les valeurs qu'elles émettent et d'encadrer l'activité des professionnels du marché, des associations qui les regroupent et des organismes d'autoréglementation.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 21 juin 1982

2^e lecture: 16 novembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 19 janvier 1983: aa. 150, 160, 300, 301, 331 à 335, 348, 353, 354
Décret 85-83

Lois modifiées: Loi sur les valeurs mobilières (1982, chapitre 48)

Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., chapitre A-24)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)

Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)

Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., chapitre S-24)

Lois remplacées: Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1)

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant le contrat de concession ou de franchisage (1979, chapitre 79).

Projet de loi n° 86 (chapitre 61)

Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne

Objet: Cette loi a pour objet de modifier sous divers aspects la Charte des droits et libertés de la personne afin de l'adapter davantage aux besoins de la société québécoise et d'accroître la protection qu'elle confère à ses membres.

Les modifications qu'elle apporte peuvent se regrouper sous cinq thèmes, à savoir: la prépondérance de la Charte, les droits nouveaux, les avantages sociaux, les programmes d'accès à l'égalité et les pouvoirs de la Commission des droits de la personne.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 22 juin 1982

2^e lecture: 6 décembre 1982

3^e lecture: 17 décembre 1982

Sanction: 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12)

Loi assurant l'exercice des droits des handicapés (L.R.Q., chapitre E-20.1)

Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1)

Projet de loi n° 87 (chapitre 44)

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public (*Loi des subsides n° 3, 1982-1983*)

Objet: Cette loi prévoit des subsides de 257 181 000 \$ pour subvenir en partie aux diverses charges et dépenses de l'État pour l'année 1982-1983.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 25 novembre 1982

2^e lecture: 25 novembre 1982

3^e lecture: 25 novembre 1982

Sanction: 25 novembre 1982

Entrée en vigueur: 25 novembre 1982

Lois modifiées: aucune

Projet de loi n° 88 (chapitre 49)

Loi modifiant la Loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet d'intégrer les activités de l'Office des autoroutes du Québec au ministère des Transports, l'Office ne conservant comme seule activité que le remboursement de sa dette obligatoire.

Elle transfère au ministère des Transports l'administration et l'entretien des autoroutes et assujettit ces dernières à la Loi sur la voirie.

Elle apporte de plus au Code de la sécurité routière certaines modifications de concordance et y introduit notamment une disposition permettant au Procureur général, par entente avec une municipalité, de poursuivre les infractions qui y sont commises concernant la circulation et le stationnement.

Cette loi renferme, enfin, des mesures transitoires qui prévoient, entre autres, la mutation du personnel de l'Office au ministère des Transports, le maintien de la réglementation et des permis délivrés par l'Office et la continuation des procédures d'expropriation entreprises par ce dernier.

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Michel Clair

1^{re} lecture: 16 novembre 1982

2^e lecture: 3 décembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} janvier 1983: aa. 1 à 10 et 12 à 23
Décret 3083-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 200

— 20 janvier 1983: a. 11
Décret 3083-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 200

Lois modifiées: Loi sur les autoroutes (L.R.Q., chapitre A-34)
Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8)
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1)

Projet de loi n° 89 (chapitre 50)

Loi sur le ministère du Commerce extérieur

Objet: Cette loi a pour objet la constitution et l'organisation du ministère du Commerce extérieur. Elle prévoit notamment que le ministre du Commerce extérieur a le mandat d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques en matière de relations économiques et commerciales avec l'extérieur du Québec, en vue de promouvoir le développement de l'économie du Québec.

Le ministre a la responsabilité de l'application de ces politiques en collaboration avec les ministères et les organismes intéressés.

Ministre responsable: le ministre du Commerce extérieur

Parrain: M. Bernard Landry

1^{re} lecture: 18 novembre 1982

2^e lecture: 30 novembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 12 janvier 1983: aa. 1 à 22
Décret 1-83

Lois modifiées: Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)

Projet de loi n° 90 (chapitre 62)

Loi sur l'Assemblée nationale

Objet: Cette loi a pour objet d'ordonner, de préciser et de mettre à jour les dispositions ayant trait à l'organisation et au fonctionnement du pouvoir législatif. Elle consacre la suprématie du Parlement du Québec constitué de l'Assemblée nationale et du lieutenant-gouverneur et affirme solennellement le caractère particulier et les prérogatives de l'Assemblée nationale.

Après avoir établi la composition de l'Assemblée, sa durée et ses pouvoirs, le chapitre I traite des commissions de l'Assemblée, de certaines mesures concernant les députés, des fonctions du président, des adjoints parlementaires et du secrétaire général.

Le chapitre III de la loi reprend en les clarifiant et en les précisant les grands principes qui gouvernent l'indépendance de l'Assemblée nationale. Après la section sur les droits, privilèges et immunités de l'Assemblée et de ses membres, ce chapitre traite des conflits d'intérêts et des fonctions incompatibles avec le mandat de député.

Cette loi institue la fonction de juriconsulte dont le rôle sera de donner un avis au député qui en fera la demande, sur la conformité d'une situation éventuelle et propre à ce député, avec les dispositions du projet concernant les conflits d'intérêts et les incompatibilités de fonctions.

Le chapitre IV édicte les règles relatives à l'administration de l'Assemblée nationale. Il propose la création du Bureau de l'Assemblée nationale composé du président et de députés représentant les principaux partis qui siègent à l'Assemblée. Le Bureau exercera des fonctions de contrôle, de réglementation et de gestion ainsi que toute autre fonction que l'Assemblée lui confiera; ce Bureau remplace, avec des pouvoirs élargis, les commissaires chargés de la régie interne de l'Assemblée.

La loi consacre la possibilité pour l'Assemblée de déroger, par l'intermédiaire du Bureau, à l'application de toute loi ou règlement de nature administrative, lorsque la poursuite des objectifs et l'exercice des pouvoirs de l'Assemblée peuvent être plus efficacement atteints par l'utilisation de règles particulières.

Le chapitre V édicte des sanctions pour les différentes infractions prévues et reconnaît à l'Assemblée et aux tribunaux une compétence pour juger de ces infractions de même que pour l'exécution des sanctions qui en découlent.

Enfin, le chapitre VI prévoit des dispositions transitoires et finales. Sous ce chapitre, la loi apporte des modifications à la Loi sur le ministère des Communications en y intégrant un nouveau chapitre prescrivant que le sous-ministre des Communications est d'office l'éditeur officiel du Québec. D'autres dispositions énumèrent les fonctions de l'éditeur officiel du Québec.

Parrain: M. Jean-François Bertrand

1^{re} lecture: 15 décembre 1982

2^e lecture: 15 décembre 1982

3^e lecture: 18 décembre 1982

Sanction: 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: le 18 décembre 1982, à l'exception de l'article 31 qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1983 et des articles 33 à 140, du deuxième alinéa de l'article 141, des articles 147, 155, 159, 164, du premier alinéa de l'article 167 et de l'annexe II, lesquels entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre c. L-1)
 Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre c. M-24)
 Loi électorale (L.R.Q., chapitre c. E-3.1)
 Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre c. F-3.1)
 Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre c. I-16)
 Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre c. J-2)
 Code civil du Bas-Canada
 Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre c. S-4)
 Loi sur la Société québécoise d'information juridique (L.R.Q., chapitre c. S-20)
 Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre c. T-16)

Projet de loi n° 91 (chapitre 20)

Loi sur la reprise de la prestation des soins médicaux au Québec

Objet: Cette loi vise à assurer la reprise, à compter du 22 juin 1982, sur l'ensemble du territoire du Québec, de la prestation normale de soins médicaux, interrompue pour une durée illimitée par les médecins omnipraticiens le 17 juin 1982.

Elle pourvoit de plus aux modalités d'application du régime d'assurance-maladie à l'égard des médecins omnipraticiens, jusqu'au 31 mai 1983.

Ministre responsable: le ministre des Affaires sociales

Parrain: M. Pierre Marc Johnson

1^{re} lecture: 21 juin 1982

2^e lecture: 21 juin 1982

3^e lecture: 21 juin 1982

Sanction: 21 juin 1982

Entrée en vigueur: 21 juin 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 92 (chapitre 63)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités

Objet: Cette loi modifie diverses lois concernant les organismes municipaux de façon à introduire des mesures d'économie et de simplicité, à éliminer certains obstacles juridiques rencontrés dans le cours de l'administration des municipalités et à étendre à l'ensemble des municipalités du Québec certains pouvoirs utiles actuellement possédés par certaines villes.

En particulier, la loi permet à toutes les municipalités, dans le cadre d'un programme de revitalisation, d'accorder des subventions aux propriétaires qui font réparer, rénover ou transformer leurs bâtiments, pour compenser la hausse de taxes due à ces améliorations.

Par ailleurs, la loi fait en sorte que tous les électeurs d'une municipalité, et non pas seulement les propriétaires et les locataires, puissent se prononcer sur un projet d'annexion ou de fusion de leur municipalité. Cette loi prévoit de plus que les rôles d'évaluation des municipalités touchées par l'annexion ou la fusion soient automatiquement uniformisés.

Enfin, la loi permet aux municipalités parties à une entente intermunicipale de prévoir dans celle-ci que toute autre municipalité pourra adhérer à cette entente par simple résolution, sans qu'il soit nécessaire pour toutes les municipalités de recommencer les procédures de conclusion d'une nouvelle entente.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Jacques Léonard

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 9 décembre 1982

3^e lecture: 18 décembre 1982

Sanction: 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: 18 décembre 1982

Lois modifiées: Code municipal

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.2)

Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)

Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)

Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)

Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);
 Loi sur la destitution d'officiers municipaux (L.R.Q., chapitre D-6)
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7)
 Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., chapitre M-22)
 Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)
 Loi sur l'organisation municipale de certains territoires (L.R.Q., chapitre O-8)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16)
 Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19)
 Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)
 Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)
 Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)
 Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89)
 Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98)
 Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay (1974, chapitre 88)
 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives (1978, chapitre 103)
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités (1982, chapitre 2)

Projet de loi n° 93 (chapitre 51)

Loi sur l'abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant diverses dispositions législatives concernant ces régimes de retraite.

Objet: Cette loi a principalement pour objet de donner suite au projet de loi n° 15 sanctionné le 1^{er} avril 1982 afin:

- 1° d'abolir, à compter du 1^{er} janvier 1983, l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 2° de prévoir un âge normal de retraite;
- 3° de permettre, à certaines conditions, aux employés des secteurs public et parapublic âgés de 65 ans et plus de pouvoir recevoir, à la fois, un traitement dans un emploi occupé dans ces secteurs et une prestation des régimes concernés;
- 4° de préciser les règles relatives au retour au travail des pensionnés en vertu de ces régimes;
- 5° d'édicter les règles relatives à l'ajustement des prestations non versées après 65 ans.

Ministre responsable: le ministre responsable de chacune des lois visées

Parrain: M. Yves Bérubé

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 7 décembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1983, sauf les articles 45 et 122 qui entreront en vigueur à la date fixée par proclamation

— 1^{er} janvier 1983: aa. 45, 122
Décret 2992-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 199

Lois modifiées: Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (1978, chapitre 16)

Projet de loi n° 94 (chapitre 52)

Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et modifiant certaines dispositions législatives

Objet: Cette loi a principalement pour objet de créer la fonction d'inspecteur général des institutions financières.

Elle a également pour objet de modifier la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26) en ce qui concerne la prime payable par certaines institutions inscrites à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

L'inspecteur général sera notamment chargé de surveiller et d'inspecter les institutions financières et il exercera les fonctions et pouvoirs que lui attribuent les modifications proposées à diverses lois dont l'application relève du ministre des Institutions financières et Coopératives jusqu'à l'abrogation, prévue par le présent projet, de la Loi sur le ministère des Institutions financières et Coopératives (L.R.Q., chapitre M-25). Il exercera de plus les autres fonctions et pouvoirs qu'une loi ou que le gouvernement pourront lui confier dans l'avenir.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 6 décembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: le 16 décembre 1982, à l'exception des dispositions des articles 1 à 30, 32 à 35, 37 à 43, 45 à 52 et 56 à 273 et de l'annexe I, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement

— 1^{er} avril 1983: aa. 1 à 30, 32 à 35, 37 à 43, 45 à 52, 56 à 233, 235 à 263, 266 à 273 et Annexe I
Décret 84-83

Lois modifiées: Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3)

Loi sur l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires (L.R.Q., chapitre A-3.1)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26)

Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
 Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3)
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
 Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)
 Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22)
 Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23)
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
 Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40)
 Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., chapitre C-41)
 Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., chapitre C-43)
 Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44)
 Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)
 Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., chapitre C-46)
 Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47)
 Loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., chapitre C-59)
 Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69)
 Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1)
 Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71)
 Loi sur les courtiers d'assurance (L.R.Q., chapitre C-74)
 Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1)
 Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)
 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
 Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)
 Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1)
 Loi sur le ministère des Institutions financières et Coopératives (L.R.Q., chapitre M-25)
 Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
 Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16)
 Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)

- Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)
- Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1)
- Loi sur les sociétés d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-26)
- Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-28)
- Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30)
- Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre S-32)
- Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)
- Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1)
- Code Civil du Bas-Canada
- Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (1971, chapitre 80)
- Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance (1973, chapitre 68)
- Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (1982, chapitre 15)

Projet de loi n° 95 (chapitre 53)**Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives**

Objet: Cette loi a pour objet, d'une part, la constitution et l'organisation du ministère du Travail et, d'autre part, l'adoption des modifications législatives pertinentes concernant la nouvelle répartition des fonctions et pouvoirs du ministre du Travail, du ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et du Ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur. Elle modifie en outre plusieurs dispositions législatives par simple concordance.

Ministre responsable: le ministre du Travail

Parrain: M. Raynald Fréchette

1^{re} lecture: 24 novembre 1982

2^e lecture: 2 décembre 1982

3^e lecture: 15 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: 16 décembre 1982

Lois modifiées: Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)

Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)

Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre C-55)

Loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., chapitre C-59)

Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)

Loi assurance l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)

Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur (L.R.Q., chapitre M-15.3)

Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-33)

Projet de loi n° 96 (chapitre 54)

Loi sur l'intégration de l'administration du système électoral

Objet: Cette loi vise à regrouper l'administration du système électoral sous l'autorité du Directeur général des élections en confiant à ce dernier certaines responsabilités supplémentaires à celles qui lui échoient actuellement.

À cette fin, la loi abolit les postes de Directeur général du financement des partis politiques et de ses deux adjoints et confie au Directeur général des élections la responsabilité de l'administration du financement des partis politiques.

Elle prévoit également que le Directeur général est d'office Président de la Commission de la représentation et qu'il est assisté, dans l'exécution de ses fonctions, d'un adjoint.

La loi apporte enfin diverses modifications à la Loi sur les élections dans certaines municipalités.

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 25 novembre 1982

2^e lecture: 8 décembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} janvier 1983: aa. 1 à 59
Décret 3067-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 201

Lois modifiées: Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2)

Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.1)

Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., chapitre R-24.1)

Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1)

Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)

Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

Projet de loi n° 97 (chapitre 55)**Loi sur les cessions de biens en stock**

Objet: Cette loi a pour objet d'accorder aux entreprises un moyen additionnel d'obtention de crédit à court terme auprès des institutions financières.

Elle prévoit en effet qu'une personne pourra désormais, en considération d'un emprunt ou d'une ouverture de crédit, céder des biens en stock de son entreprise, sans pour autant devoir s'en départir.

Elle contient les règles relatives à la cession de biens en stock ainsi que les dispositions applicables advenant le défaut du débiteur de respecter ses obligations à l'égard du créancier, cessionnaire des biens.

Elle édicte enfin certaines règles d'enregistrement devant s'insérer dans le système d'enregistrement actuel afin d'assurer aux cessions une publicité rapide, efficace et sûre.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 15 novembre 1982

2^e lecture: 3 décembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Loi modifiée: Loi sur les connaissances (L.R.Q., chapitre C-53)

Projet de loi n° 98 (chapitre 56)

Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal

Objet: Cette loi a principalement pour objet de donner suite aux diverses mesures fiscales annoncées par le ministre des Finances lors de son Discours sur le budget du 25 mai 1982 et de sa Déclaration ministérielle du 22 juin 1982 concernant la participation des banques à la relance de la construction domiciliaire. La Loi sur les droits successoraux, la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur les impôts, la Loi sur les licences et la Loi concernant la taxe sur les télécommunications sont donc modifiées en conséquence.

Cette loi propose également d'exempter de taxe les ventes de gaz naturel et d'extensionner le délai accordé à un bénéficiaire en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement pour acquérir un logement neuf.

Elle propose ensuite plusieurs modifications techniques à certaines lois fiscales afin d'en assurer une meilleure administration.

Ministre responsable: le ministre du Revenu

Parrain: M. Alain Marcoux

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 7 décembre 1982

3^e lecture: 15 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: 16 décembre 1982

Lois modifiées: Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2)
 Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)
 Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
 Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
 Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4)

Projet de loi n° 99 (chapitre 57)

Loi sur le contrôle des coûts et des subsides en matière de transport scolaire

Objet: Cette loi a pour objet le contrôle des coûts et des subsides prévus à l'ancien régime de transport scolaire applicable de septembre 1974 à juin 1982.

Elle permet la continuation de divers litiges déjà inscrits auprès des tribunaux mais prévient le dépôt de nouvelles réclamations.

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Michel Clair

1^{re} lecture: 24 novembre 1982

2^e lecture: 2 décembre 1982

3^e lecture: 15 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: 16 décembre 1982

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 101 (chapitre 58)

Loi modifiant diverses dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie plusieurs dispositions législatives. Ces modifications sont principalement de nature technique et ont pour but de faciliter l'administration des lois vieées.

Ministre responsable: le ministre responsable de chacune des lois visées

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 12 décembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: le 16 décembre 1982 sauf:

1° les articles 22, 41 à 43, l'article 178.02 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), édicté par l'article 75, et l'article 76 qui entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement;

2° l'article 1 qui entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 59 du chapitre 32 des lois de 1982;

3° les articles 60, 61 et 62 qui sont entrés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983;

4° les articles 19, 25, 26, 81, le paragraphe 3° de l'article 82 et l'article 87 qui entreront en vigueur le 1^{er} avril 1983;

5° le deuxième alinéa de l'article 1 de la Loi sur le mode de paiement du service d'électricité dans certains immeubles (L.R.Q., chapitre M-37), remplacé par l'article 52, qui entrera en vigueur le 1^{er} mars 1983

Lois modifiées: Code civil

Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la Justice (1977, chapitre 18)

Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)

Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01)
 Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)
 Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17)
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
 Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9)
 Loi sur les bureaux de placements (L.R.Q., chapitre B-10)
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)
 Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)
 Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)
 Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)
 Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17)
 Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1)
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)
 Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (L.R.Q., chapitre M-30.1)
 Loi sur le mode de paiement du service d'électricité dans certains immeubles (L.R.Q., chapitre M-37)
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
 Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15)
 Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16)
 Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)
 Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)
 Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., chapitre R-7)
 Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)
 Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)
 Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15)
 Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
 Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec (1982, chapitre 8)
 Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (1982, chapitre 45)

Projet de loi n° 102 (chapitre 63)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'inspection des aliments

Objet: Cette loi a principalement pour objet de réaménager les pouvoirs juridiques concernant les régimes de normalisation et d'inspection en matière alimentaire en fonction, d'une part, des responsabilités du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et, d'autre part, de celles qui incombent à la Communauté urbaine de Montréal, aux villes de Trois-Rivières, Québec et Sherbrooke ainsi qu'aux autres municipalités.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 9 décembre 1982

3^e lecture: 18 décembre 1982

Sanction: 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: 18 décembre 1982

Lois modifiées: Code municipal

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)

Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)

Charte de la ville de Trois-Rivières (1915, chapitre 90)

Charte de la ville de Québec (1929, chapitre 90)

Charte de la ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

Charte de la ville de Sherbrooke (1974, chapitre 101)

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30)

Projet de loi n° 103 (chapitre 65)

Loi sur les sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales

Objet: Cette loi permet à toutes les municipalités du Québec de constituer dans leur territoire des sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales (S.I.D.A.C.)

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Jacques Léonard

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 7 décembre 1982

3^e lecture: 18 décembre 1982

Sanction: 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: 18 décembre 1982

Lois modifiées: Code municipal

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Projet de loi n° 104 (chapitre 59)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de rendre plus équitables certaines indemnités payables aux victimes d'accidents d'automobile et de simplifier l'administration de la Loi sur l'assurance automobile et du Code de la sécurité routière en matière de révocation de permis de conduire. Elle modifie également certaines dispositions législatives concernant le financement de la Régie de l'assurance automobile du Québec.

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Michel Clair

1^{re} lecture: 30 novembre 1982

2^e lecture: 6 décembre 1982

3^e lecture: 16 décembre 1982

Sanction: 16 décembre 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement à l'exception de l'article 65 qui est entré en vigueur le 16 décembre 1982

— 1^{er} janvier 1983: aa. 1 à 4, 5 (par. 1° et 3°), 12, 15, 19, 20, 24, 27 à 48, 49 à 54, 59 à 61, 63 à 66, 70 à 73,
Décret 3084-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 199

Lois modifiées: Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1)
Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre R-4)
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

Projet de loi n° 105 (chapitre 45)**Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public**

Objet: Cette loi a pour but de déterminer les conditions de travail applicables aux salariés du secteur public jusqu'au 31 décembre 1985.

Elle permet également un ajustement de la rémunération de certains salariés du secteur public pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1983 et de certains salariés des universités et du secteur de l'enseignement privé subventionné pour une période équivalente.

Ministre responsable: le Président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration

Parrain: M. Yves Bérubé

1^{re} lecture: 9 décembre 1982

2^e lecture: 11 décembre 1982

3^e lecture: 11 décembre 1982

Sanction: 11 décembre 1982

Entrée en vigueur: 11 décembre 1982

Lois modifiées: Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)

Loi concernant la rémunération dans le secteur public (1982, chapitre 35)

Projet de loi n° 110 (chapitre 66)

Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale

Objet: Cette loi établit certaines conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale. Elle prévoit l'indemnité annuelle et l'allocation de dépenses qui seront accordées à chaque député. Elle fixe également les indemnités additionnelles dont pourront bénéficier certains titulaires de fonctions parlementaires. De plus, elle établit le droit et les modalités de calcul et de paiement d'une allocation de transition qui sera versée à un député au moment où il cessera d'être membre de l'Assemblée nationale.

La loi constitue également un nouveau régime de pension applicable à toute personne qui deviendra membre de l'Assemblée nationale après le 1^{er} janvier 1983 si elle ne bénéficie pas à ce moment d'une pension versée en vertu de la Loi sur la Législature. Ce régime de pension sera également applicable au député qui optera d'y être assujéti au lieu d'être visé par le système de pension constitué en vertu de la Loi sur la Législature.

La loi prévoit enfin des modifications au système de pension actuel afin de l'adapter au nouveau régime de pension que le projet de loi établit.

Parrain: M. Jean-François Bertrand

1^{re} lecture: 15 décembre 1982

2^e lecture: 15 décembre 1982

3^e lecture: 18 décembre 1982

Sanction: 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: 18 décembre 1982 à l'exception des articles 12 à 59 et 62 à 71 lesquels sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1983

Lois modifiées: Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
 Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

LISTE DES LOIS PAR MINISTÈRE OU SECTEUR

Affaires culturelles:

- 51 Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec
- 52 Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal
- 54 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise de développement des industries culturelles

Affaires municipales:

- 33 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités
- 37 Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive
- 46 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal
- 58 Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal pour les fins de la taxe de l'eau et de services pour les exercices financiers de 1981 et 1982
- 92 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités
- 103 Loi sur les sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales

Agriculture, pêcheries et alimentation:

- 49 Loi sur les terres publiques agricoles
- 63 Loi sur la Raffinerie de sucre du Québec
- 64 Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs
- 76 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole
- 77 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles
- 78 Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles
- 102 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'inspection des aliments

Assemblée nationale:

- 90 Loi sur l'Assemblée nationale
- 110 Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale

Commerce extérieur:

- 89 Loi sur le ministère du Commerce extérieur

Communications:

- 65 Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Énergie et ressources:

- 24 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines
- 25 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux
- 53 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières
- 59 Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines

Environnement:

- 55 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives

Finances:

- 56 Loi sur les coopératives
- 57 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public
- 60 Loi concernant certaines caisses d'entraide économique
- 79 Loi modifiant la Loi sur la curatelle publique
- 81 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public
- 85 Loi sur les valeurs mobilières
- 87 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres fins du service public
- 94 Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et modifiant diverses dispositions législatives

Fonction publique:

- 68 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite
- 93 Loi sur l'abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant diverses dispositions législatives concernant ces régimes de retraite

Habitation et protection du consommateur:

- 82 Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire

Industrie, commerce et tourisme:

- 50 Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec
- 75 Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement industriel

Justice:

- 18 Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile
- 61 Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail
- 62 Loi concernant la Loi constitutionnelle de 1982
- 67 Loi modifiant la Loi sur les poursuites sommaires, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives
- 71 Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique
- 86 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne
- 97 Loi sur les cessions de biens en stock
- 101 Loi modifiant diverses dispositions législatives

Questions autochtones:

- 83 Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage

Réforme électorale:

- 66 Loi modifiant certaines dispositions législatives en matière de financement des partis politiques et en matière d'élections municipales
- 69 Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1982
- 96 Loi sur l'intégration de l'administration du système électoral

Relations de travail:

- 15 Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives
- 47 Loi concernant les services de transport de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal
- 70 Loi concernant la rémunération dans le secteur public
- 72 Loi modifiant le Code du travail, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives
- 84 Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec
- 91 Loi sur la reprise de la prestation des soins médicaux au Québec
- 105 Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public

Revenu:

- 39 Loi modifiant les droits relatifs au carburant et aux boissons alcooliques ainsi que certaines dispositions fiscales
- 42 Loi modifiant la Loi sur les impôts
- 74 Loi modifiant diverses lois fiscales
- 98 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal

Transports:

- 48 Loi favorisant la poursuite des objets de LA LIGUE DE TAXIS DE MONTRÉAL INC.
- 88 Loi modifiant la Loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives
- 99 Loi sur le contrôle des coûts et des subsides en matière de transport scolaire
- 104 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives

Travail:

- 95 Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives

PROJETS DE LOI DÉPOSÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 1982

Projets de loi du gouvernement

- 106 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes
- 107 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droits des successions
- 109 Loi sur le cinéma et la vidéo

Projets de loi de députés

- 195 Loi sur le service civil volontaire

Projets de loi privés

- 221 Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale ou hospitalière
- 259 Loi concernant la Ville de Laval
- 265 Loi modifiant la charte de la Ville de Saint-Léonard
- 274 Loi concernant la succession de Joseph-Albert Tardif

LISTE DES LOIS ANTÉRIEURES À 1982 ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION

1978, c. 7	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées
— 1 ^{er} janvier 1983:	a. 63 Décret 2995-82
1979, c. 63	Loi sur la santé et la sécurité du travail
— 26 mai 1982:	aa. 58 à 61, 198 à 203 Décret 1280-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2391
— 1 ^{er} décembre 1982:	aa. 52, 112 à 126 Décret 2710-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 4635
1979, c. 86	Loi sur la sécurité dans les sports
— 30 décembre 1982:	aa. 21, 26 à 30, 47 à 53, 58, 61 à 65 Décret 3072-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 201
1980, c. 32	Loi sur l'économie d'énergie dans le bâtiment
— 1 ^{er} février 1983:	aa. 1 à 4, 6 à 15, 18 à 26 Décret 88-23
1980, c. 39	Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille
— 1 ^{er} décembre 1982:	aa. 1 (C.C.Q., aa. 406, 431 à 439, 459, 525 à 537, 556 à 559, 568, 570, 595 à 632), 6, 33, 59, 60, 64 (3 ^e al.), 68, 69, 70 (2 ^e al.), 71 (1 ^{er} al.), 73 Décret 2314-52, G.O., 1982, Partie 2, p. 4153 Note: Les articles 163, 164, 185, 186 à 191, 196 à 200, 205 à 208, 211 à 213, 215 à 217 du Code civil du Bas-Canada sont abrogés le 1 ^{er} décembre 1982 en vertu du même décret.
1981, c. 3	Loi modifiant le Loi sur la fonction publique
— 2 juillet 1982:	a. 5 Décret 1606-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2596
— 12 août 1982:	a. 3 (par. c) Décret 1818-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 3473

1981, c. 7

Code de la sécurité routière

- 1^{er} avril 1982: aa. 118 à 124, 194 à 263, 265 à 272, 274 à 476, 482, 484, 486, 489 à 491, 498 à 503, 505 à 509
Décret 500-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 1247
- 1^{er} juin 1982: aa. 95 à 117, 169 à 171, 180 à 193, 480, 481, 485, 487, 488, 492 à 497, 504, 530 (1^{er} al.), 531, 532, 551 à 553, 566
Décret 1210-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2271
- 1^{er} janvier 1983: a. 69
Décret 3085-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 200

1981, c. 8

Loi modifiant la Loi sur les transports

- 20 janvier 1982: aa. 2 (par 1^o et 3^o) 5, 7 à 11, 13, 14, 16, 17
Décret 145-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 477
- 17 novembre 1982: aa. 23, 30
Décret 2569-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 4404

1981, c. 20

Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

- 8 janvier 1982: aa. 1 à 9
Décret 20-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 141

1981, c. 22

Loi modifiant diverses dispositions législatives dans le domaine de la santé et des services sociaux

- 24 mars 1982: aa. 1 (a. 3, 10^e al.), 4, 8, 9, 14 à 20, 22, 23, 24 (par. 1^o, 3^o, 4^o, 6^o), 25 à 29, 33, 35, 36, 40, 42, 43 (aa. 18.1, 18.2, 18.5), 46, 52 à 55, 57, 59 à 82, 86 à 91, 94 à 96, 100, 102, 113 (3^e al.), 116
Décret 684-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 1551
- 1^{er} juillet 1982: aa. 1 (a. 3, 9^e, 11^e, al.), 7, 10
Décret 1489-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2520

1981, c. 23

Loi modifiant diverses dispositions législatives

- 1^{er} janvier 1983: aa. 16 et 17
Décret 2995-82

1981, c. 24

Loi modifiant diverses lois fiscales

- 20 janvier 1982: aa. 14 et 15
Décret 143-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 477

1981, с. 26

Loi modifiant la Loi sur les transports

- | | |
|---------------------------------|--|
| — 25 mars 1982: | aa. 1 à 26, 28, 29, 40, 41
Décret 720-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 1553 |
| — 1 ^{er} avril 1982: | aa. 31. 32. 37
Décret 721-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 1552 |
| — 1 ^{er} juillet 1982: | aa. 27. 30, 33 à 36, 38, 39
Décret 1444-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2475 |

1981, с. 27

Loi concernant les emprunts scolaires

- 8 mars 1982: aa. 1 à 27
Décret 470-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 1071

1981, c. 31

Loi sur les sociétés d'entraide économique

- 13 janvier 1982: aa. 1 à 15, 16 (partie), 17 à 49, 162 à 167, 190 à 195, 201 à 204, 206 (1^{er} al.), 207 à 213, 216 à 218, 220 à 223
Décret 39-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 223
- 1^{er} mars 1982: aa. 50 à 52, 53 (par. 1^o et 2^o), 54 à 56, 61 à 99, 100 (2^e al.), 104 à 117, 118 (1^{er} al.), 119 à 123, 124 (1^e al, 2^e al. par. 1^o, 2^o, 4^o et 5^o), 125, 127 (1^{er} al.), 128, 129 (partie), 130 à 161, 170 à 181, 189, 198 à 200, 214, 215
Décret 419-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 1071

1981, с. 32

Loi modifiant la Loi instituant la Régie du logement et modifiant
le Code civil et d'autres dispositions législatives

- 17 février 1982: aa. 2, 16
Décret 254-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 943
- 9 juin 1982: aa. 10, 18
Décret 1268-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 2323

**TABLEAU DES MODIFICATIONS
APPORTÉES AUX
LOIS PUBLIQUES EN 1982**

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements donnés dans ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications.

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-3	Loi sur les accidents du travail	75 , 1982, P.L. 94, a. 47
L.R.Q., c. A-3.1.	Loi sur l'acquisition de certaines sociétés de prêts hypothécaires	1 , 1982, P.L. 94, a. 48 8 , 1982, P.L. 94, a. 49
L.R.Q., c. A-4	Loi sur l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation	Ab. 1982, P.L. 49, a.65
L.R.Q., c. A-6	Loi sur l'administration financière	8 , 1982, P.L. 101, a. 7 9.1 , 1982, P.L. 101, a. 8 67 , 1982, P.L. 101, a. 9 68 , 1982, P.L. 101, a. 10 69 , 1982, P.L. 101, a. 11
L.R.Q., c. A-13	Loi sur l'aide au développement industriel (<i>devient Loi sur la Société de développement industriel du Québec, L.R.Q., c. S-11.01</i>)	<i>Tit.</i> , 1982, P.L. 75, a. 1 2-9 , 1982, P.L. 75, a. 2 10 , Ab. 1982, P.L. 75, a. 2 12 , 1982, P.L. 75, a. 3 14 , 1982, P.L. 75, a. 4 14.1 , 1982, P.L. 75, a. 5 18.1 , Ab. 1982, P.L. 75, a. 6 19 , 1982, P.L. 75, a. 7 20 , 1982, P.L. 101, a. 12 26 , 1982, P.L. 75, a. 8 32.1 , 1982, P.L. 75, a. 9 39 , 1982, P.L. 18, a. 34 46 , 1982, P.L. 75, a. 10 47 , 1982, P.L. 75, a. 11
L.R.Q., c. A-14	Loi sur l'aide juridique	2 , 1982, P.L. 71, a. 1 4 , 1982, P.L. 71, a. 2 5 , 1982, P.L. 71, a. 3 12 , 1982, P.L. 95, a. 20 60 , 1982, P.L. 71, a. 4 62 , 1982, P.L. 71, a. 5 63 , 1982, P.L. 71, a. 6 69 , 1982, P.L. 71, a. 7 72 , 1982, P.L. 71, a. 8 80 , 1982, P.L. 18, a. 35 1982, P.L. 71, a. 9 81 , 1982, P.L. 71, a. 10
L.R.Q., c. A-16	Loi sur l'aide sociale	27.1 , 1982, P.L. 101, a. 13

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-17	Loi sur les allocations familiales	1, 1982, P.L. 18, a. 36 25, 1982, P.L. 101, a. 14
L.R.Q., c. A-18	Loi favorisant l'amélioration des fermes	2, 1982, P.L. 56, a. 283
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	1, 1982, P.L. 33, a. 53 1.1, 1982, P.L. 92, a. 69 4, 1982, P.L. 33, a. 54 5, 1982, P.L. 92, a. 70 26, 1982, P.L. 33, a. 55 28, 1982, P.L. 33, a. 56 33, 1982, P.L. 92, a. 71 34, 1982, P.L. 33, a. 57 1982, P.L. 92, a. 71 44, 1982, P.L. 33, a. 58 45, 1982, P.L. 92, a. 72 46, 1982, P.L. 92, a. 73 48, 1982, P.L. 92, a. 74 53, 1982, P.L. 33, a. 59 57, 1982, P.L. 92, a. 75 59, 1982, P.L. 92, a. 76 60, 1982, P.L. 92, a. 77 61, 1982, P.L. 92, a. 78 62, 1982, P.L. 92, a. 79 63, 1982, P.L. 92, a. 80 64, 1982, P.L. 33, a. 60 1982, P.L. 92, a. 81 65, 1982, P.L. 33, a. 61 1982, P.L. 92, a. 82 67, 1982, P.L. 33, a. 62 68, 1982, P.L. 33, a. 63 69, 1982, P.L. 33, a. 64 71.1, 71.2, 1982, P.L. 33, a. 65 72, 1982, P.L. 92, a. 83 73, 1982, P.L. 33, a. 66 74, 1982, P.L. 92, a. 84 75, 1982, P.L. 92, a. 85 76, 1982, P.L. 92, a. 86 77, 1982, P.L. 92, a. 87 81, 1982, P.L. 33, a. 67 1982, P.L. 92, a. 88 86, 1982, P.L. 33, a. 68 98, 1982, P.L. 92, a. 89 102, 1982, P.L. 33, a. 69 1982, P.L. 92, a. 90 103, 1982, P.L. 33, a. 70 105, 1982, P.L. 33, a. 71 1982, P.L. 92, a. 91 106, 1982, P.L. 92, a. 92 109, 1982, P.L. 33, a. 72 110, 1982, P.L. 33, a. 73 1982, P.L. 92, a. 93

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme — Suite	111, 1982, P.L. 92, a. 94 112.1, 1982, P.L. 33, a. 74 113, 1982, P.L. 33, a. 75 115, 1982, P.L. 33, a. 76 116, 1982, P.L. 92, a. 95 118, 1982, P.L. 92, a. 96 122, 1982, P.L. 92, a. 97 123, 1982, P.L. 33, a. 77 154, 1982, P.L. 33, a. 78 176, 1982, P.L. 33, a. 79 179, 1982, P.L. 92, a. 98 187, 1982, P.L. 33, a. 80 188, 1982, P.L. 33, a. 81 189.1, 1982, P.L. 33, a. 82 190, 1982, P.L. 33, a. 83 205, 1982, P.L. 33, a. 84 221, 1982, P.L. 92, a. 100 240, 1982, P.L. 92, a. 101 241, 1982, P.L. 92, a. 102 256.1, 1982, P.L. 92, a. 103 262, 1982, P.L. 33, a. 55 264, 1982, P.L. 92, a. 104 264.1, 1982, P.L. 46, a. 146 1982, P.L. 92, a. 105 264.2, 1982, P.L. 92, a. 106
L.R.Q., c. A-24	Loi sur les associations coopératives	19, 1982, P.L. 85, a. 340 Remp. 1982, P.L. 56, a. 325
L.R.Q., c. A-25	Loi sur l'assurance automobile	1, 1982, P.L. 94, a. 50 1982, P.L. 104, a. 1 11.1, 1982, P.L. 104, a. 2 13.1, 1982, P.L. 104, a. 3 16, 1982, P.L. 104, a. 4 17, 1982, P.L. 104, a. 5 18, 1982, P.L. 104, a. 6 20, 1982, P.L. 104, a. 7 21-21.3, 1982, P.L. 104, a. 8 22, 1982, P.L. 104, a. 9 26, 1982, P.L. 104, a. 10 26.1, 1982, P.L. 104, a. 11 27, 1982, P.L. 104, a. 12 29, 1982, P.L. 104, a. 13 31, 1982, P.L. 104, a. 14 32, 1982, P.L. 104, a. 15 33, 1982, P.L. 104, a. 16 34, 1982, P.L. 104, a. 17 37, 1982, P.L. 104, a. 18 38, 1982, P.L. 104, a. 19 39, 1982, P.L. 104, a. 20 41, 1982, P.L. 104, a. 21 44, 1982, P.L. 104, a. 22 45, 1982, P.L. 104, a. 23

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-25	Loi sur l'assurance automobile — Suite	47, 1982, P.L. 104, a. 24 49, 1982, P.L. 104, a. 25 50, 1982, P.L. 104, a. 26 58, 1982, P.L. 104, a. 27 68.1, 1982, P.L. 104, a. 28 75-79, 1982, P.L. 104, a. 29 80-83, Ab. 1982, P.L. 104, a. 30 122, 141, Ab. 1982, P.L. 104, a. 33 147, 1982, P.L. 18, a. 37 150, 1982, P.L. 104, a. 31 152, 1982, P.L. 104, a. 32 186, 1982, P.L. 104, a. 34 187, 1982, P.L. 104, a. 35 195, 1982, P.L. 104, a. 36 201, Ab. 1982, P.L. 104, a. 33 Ann. A, 1982, P.L. 104, a. 37
L.R.Q., c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts	20, 22, 1982, P.L. 94, a. 52 40.3.1-40.3.4, 1982, P.L. 94, a. 53 43, 1982, P.L. 94, a. 54 58, 1982, P.L. 94, a. 52
L.R.Q., c. A-29	Loi sur l'assurance-maladie	71.2, 1982, P.L. 101, a. 15
L.R.Q., c. A-32	Loi sur les assurances	1, 1982, P.L. 94, a. 56 2-4, Ab. 1982, P.L. 94, a. 58 6-9, Ab. 1982, P.L. 94, a. 59 10, 1982, P.L. 94, a. 60 12, 1982, P.L. 94, a. 61 13, 1982, P.L. 94, a. 62 37, 1982, P.L. 94, a. 63 49, 1982, P.L. 18, a. 38 51, 1982, P.L. 94, a. 64 68, 1982, P.L. 94, a. 65 102, 1982, P.L. 94, a. 66 121, 1982, P.L. 94, a. 67 192, 1982, P.L. 94, a. 68 205, 1982, P.L. 94, a. 69 210, 1982, P.L. 94, a. 70 246, 1982, P.L. 56, a. 284 247, 1982, P.L. 56, a. 285 248, 1982, P.L. 56, a. 286 255, 1982, P.L. 56, a. 287 258, 1982, P.L. 56, a. 288 273, 1982, P.L. 94, a. 71 305, 1982, P.L. 94, a. 72 328, 1982, P.L. 94, a. 73 406, 1982, P.L. 94, a. 74 411, 1982, P.L. 94, a. 75 415, 1982, P.L. 94, a. 76

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-32	Loi sur les assurances — Suite	<p>416, 1982, P.L. 94, a. 77 422.1, 1982, P.L. 94, a. 81 423, 1982, P.L. 94, a. 82 Modifications globales: 79, 80, 313, 406, 1982, P.L. 94, a. 78 18, 38, 39, 98, 99, 101, 109, 191, 199, 1982, P.L. 94, a. 79 5, 11, 12, 15, 16, 19, 21, 23, 29 31, 32, 40, 42, 43, 44, 75, 76 77, 95, 109, 127, 171, 190, 198, 201, 206, 210, 211-222, 226, 230, 231, 233, 234, 235, 237, 238, 239, 242, 249, 250, 254, 262, 275.1, 276, 282, 283, 284, 292, 298, 303, 304, 309, 311, 313-317, 319-325, 327, 331, 334, 337, 346, 348, 353, 358-364, 367, 369, 378, 380, 384, 387, 395-398, 400, 405, 418, 420, 422, 1982, P.L. 94, a. 80</p>
L.R.Q., c. A-34	Loi sur les autoroutes	<p>1, Ab. 1982, P.L. 88, a. 1 3, 1982, P.L. 88, a. 2 9, 11, 12, Ab. 1982, P.L. 88, a. 1 13, 1982, P.L. 88, a. 3 14-16, Ab. 1982, P.L. 88, a. 1 17-26, 1982, P.L. 88, a. 4 27-37, Ab. 1982, P.L. 88, a. 4</p>
L.R.Q., c. B-1	Loi sur le Barreau	91, 1982, P.L. 67, a. 74
L.R.Q., c. B-9	Loi sur les bureaux d'enregistrement	<p>22.1, 1982, P.L. 101, a. 16 33, Ab. 1982, P.L. 101, a. 17</p>
L.R.Q., c. B-10	Loi sur les bureaux de placement	Ab. 1982, P.L. 101, a. 18
L.R.Q., c. C-1	Loi sur le cadastre	20, Ab. 1982, P.L. 92, a. 107
L.R.Q., c. C-2	Loi sur la caisse de dépôt et placement du Québec	40, 1982, P.L. 18, a. 39
L.R.Q., c. C-3	Loi sur les caisses d'entraide économique	<p>5, 26, 1982, P.L. 94, a. 84 31, 32, 1982, P.L. 94, a. 85 Ann. I, form. 1, 1982, P.L. 94, a. 85 Ab. 1982, P.L. 60, a. 144</p>
L.R.Q., c. C-4	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	<p>1, 1982, P.L. 94, a. 86 2, 1982, P.L. 94, a. 87 3, 1982, P.L. 94, a. 88</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-4	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit — Suite	8, 1982, P.L. 94, a. 89 39, 1982, P.L. 94, a. 90 50, 1982, P.L. 94, a. 91 83, 1982, P.L. 56, a. 289 99, 1982, P.L. 94, a. 92 100, 1982, P.L. 94, a. 93 103, 1982, P.L. 94, a. 94 104, 1982, P.L. 94, a. 95 108, 1982, P.L. 94, a. 96 109, 1982, P.L. 94, a. 97 110, 1982, P.L. 94, a. 98 113, 1982, P.L. 94, a. 99 115, 1982, P.L. 94, a. 100 123, 1982, P.L. 94, a. 101 127, 1982, P.L. 94, a. 102 128, 1982, P.L. 94, a. 103 145, 1982, P.L. 94, a. 104 148, 1982, P.L. 94, a. 105 156, 1982, P.L. 94, a. 106 Ann. I, form. 1, 3, 1982, P.L. 94 a. 108 Modifications globales: 82, 83, 93, 117-120, 135, 136 143, 152, 1982, P.L. 94, a. 10
L.R.Q., c. C-8	Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	6, 1982, P.L. 50, a. 1 11, 1982, P.L. 50, a. 2 15, 1982, P.L. 50, a. 3 18, 1982, P.L. 50, a. 4 18.1, 1982, P.L. 50, a. 5 19, 1982, P.L. 50, a. 6 25, 1982, P.L. 50, a. 7 26.1, 1982, P.L. 50, a. 8
L.R.Q., c. C-10	Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil	3, 1982, P.L. 18, a. 40 19, 1982, P.L. 18, a. 41
L.R.Q., c. C-12	Charte des droits et libertés de la personne	1, 1982, P.L. 86, a. 1 9.1, 1982, P.L. 86, a. 2 10, 1982, P.L. 86, a. 3 10.1, 1982, P.L. 86, a. 4 18.1, 18.2, 1982, P.L. 86, a. 5 20, 1982, P.L. 86, a. 6 23, 1982, P.L. 18, a. 42 24.1, 1982, P.L. 86, a. 7 28.1, 1982, P.L. 86, a. 8 29, 1982, P.L. 86, a. 9 30, 1982, P.L. 86, a. 10 32.1, 1982, P.L. 86, a. 11 33.1, 1982, P.L. 86, a. 12 36, 1982, P.L. 86, a. 13 37.1, 37.2, 1982, P.L. 86, a. 14 38, 1982, P.L. 86, a. 15

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-12	Charte des droits et libertés de la personne — Suite	52, 1982, P.L. 86, a. 16 67, 1982, P.L. 86, a. 17 70.1, 1982, P.L. 86, a. 18 83.1, 83.2, 1982, P.L. 86, a. 19 84, 1982, P.L. 86, a. 20 86.1-86.10, 1982, P.L. 86, a. 21 87, 1982, P.L. 86, a. 23 89, 1982, P.L. 86, a. 24 90, Ab. 1982, P.L. 86, a. 25
L.R.Q., c. C-14	Loi sur les chemins de fer	14, 1982, P.L. 94, a. 109 168, 170, 230, 1982, P.L. 94, a. 110
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes	2, 1982, P.L. 92, a. 108 14.1, 1982, P.L. 92, a. 109 28, 1982, P.L. 92, a. 110 29.2, 1982, P.L. 102, a. 4 41, 1982, P.L. 92, a. 111 44, 1982, P.L. 92, a. 112 46.2, 46.3, 1982, P.L. 92, a. 113 61, 62, Ab. 1982, P.L. 92, a. 114 64, 1982, P.L. 92, a. 115 70.10, 1982, P.L. 33, a. 30 115, 1982, P.L. 92, a. 116 116, 1982, P.L. 92, a. 117 122, Ab. 1982, P.L. 92, a. 118 124, 1982, P.L. 92, a. 119 127, 1982, P.L. 66, a. 138 135, 1982, P.L. 92, a. 120 137, 1982, P.L. 92, a. 121 148.1, 1982, P.L. 33, a. 31 148.2, 1982, P.L. 33, a. 32 148.3, 1982, P.L. 33, a. 33 1982, P.L. 92, a. 122 148.4-148.7, 1982, P.L. 92, a. 123 156, 1982, P.L. 66, a. 139 158, 1982, P.L. 92, a. 124 160, 1982, P.L. 66, a. 140 180, 1982, P.L. 66, a. 141 199, 1982, P.L. 66, a. 142 201, 201.1, 1982, P.L. 66, a. 143 204, 204.1, 1982, P.L. 66, a. 144 212, 1982, P.L. 66, a. 145 220, 220.1-220.12, 1982, P.L. 66, a. 146 241, Ab. 1982, P.L. 66, a. 147 314, 1982, P.L. 92, a. 126 322, 1982, P.L. 46, a. 145 357, 1982, P.L. 92, a. 127

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes — Suite	<p>358, 1982, P.L. 92, a. 128 364, 1982, P.L. 92, a. 129 365, 1982, P.L. 92, a. 130 385, 1982, P.L. 66, a. 148 1982, P.L. 92, a. 131 409, Ab. 1982, P.L. 92, a. 132 410, 1982, P.L. 102, a. 5 412, 1982, P.L. 92, a. 133 413, 1982, P.L. 102, a. 6 415, 1982, P.L. 92, a. 134 457, 1982, P.L. 102, a. 7 458.1-458.44, 1982, P.L. 103, a. 2 459, 1982, P.L. 102, a. 8 460, 1982, P.L. 92, a. 135 1982, P.L. 102, a. 9 464, 1982, P.L. 33, a. 34 468, 1982, P.L. 92, a. 136 468.26, 1982, P.L. 92, a. 137 468.32, 1982, P.L. 92, a. 138 468.51, 1982, P.L. 92, a. 139 469.1, 1982, P.L. 92, a. 140 475, Ab. 1982, P.L. 92, a. 141 481.1, 1982, P.L. 92, a. 142 487, 1982, P.L. 92, a. 143 489, 1982, P.L. 92, a. 144 514, 1982, P.L. 92, a. 145 542.1, 1982, P.L. 92, a. 146 562, 1982, P.L. 55, a. 46 567, 1982, P.L. 92, a. 147 654, 1982, P.L. 67, a. 75 655-657, Ab. 1982, P.L. 67, a. 75 658, 1982, P.L. 33, a. 35 Ab. 1982, P.L. 67, a. 75 659-661, 1982, P.L. 33, a. 36 1982, P.L. 67, a. 75 Form. 7, 1982, P.L. 33, a. 37 Form. 12, 1982, P.L. 66, a. 149 Form. 19, 1982, P.L. 33, a. 38 1982, P.L. 66, a. 150 Form. 21, 1982, P.L. 66, a. 151 Form. 25, 25.1, 26, 1982, P.L. 66, a. 152 Form. 32.1, 1982, P.L. 66, a. 153</p>
L.R.Q., c. C-22	Loi sur les clubs de chasse et de pêche	<p>1, 1982, P.L. 94, a. 111 2, 4, 1982, P.L. 94, a. 112</p>
L.R.Q., c. C-23	Loi sur les clubs de récréation	<p>1, 4, 1982, P.L. 94, a. 113</p>
L.R.Q., c. C-24	Code de la route	<p>14, 1982, P.L. 67, a. 76</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-24.1	Code de la sécurité routière	1, 1982, P.L. 67, a. 126 1982, P.L. 88, a. 8 13, 1982, P.L. 104, a. 38 58, 1982, P.L. 104, a. 39 72, 1982, P.L. 104, a. 40 83, 1982, P.L. 104, a. 41 95, 1982, P.L. 104, a. 42 99, 1982, P.L. 104, a. 43 104, Ab. 1982, P.L. 104, a. 44 105, 1982, P.L. 104, a. 45 107, 1982, P.L. 104, a. 46 109, 1982, P.L. 104, a. 47 114, 1982, P.L. 104, a. 48 132, 1982, P.L. 104, a. 49 133, 1982, P.L. 104, a. 50 143, 1982, P.L. 104, a. 51 163, 1982, P.L. 104, a. 52 169, 1982, P.L. 104, a. 53 170, 1982, P.L. 104, a. 54 180, 1982, P.L. 104, a. 55 184, 1982, P.L. 104, a. 56 248, 1982, P.L. 104, a. 57 273, 1982, P.L. 104, a. 58 291, 1982, P.L. 88, a. 9 473, 1982, P.L. 104, a. 59 508, 1982, P.L. 88, a. 10 530, 1982, P.L. 67, a. 127 547, 1982, P.L. 104, a. 60 564, 1982, P.L. 104, a. 61
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile	12, 1982, P.L. 18, a. 1 13, 1982, P.L. 18, a. 2 26, 1982, P.L. 18, a. 3 1982, P.L. 67, a. 31 28, 1982, P.L. 18, a. 4 29, 1982, P.L. 18, a. 5 1982, P.L. 67, a. 32 34, 1982, P.L. 101, a. 19 36.1, 1982, P.L. 18, a. 6 56, 1982, P.L. 18, a. 7 70, 70.1, 1982, P.L. 18, a. 8 114, 1982, P.L. 18, a. 9 115, 1982, P.L. 18, a. 10 120, 1982, P.L. 67, a. 33 130, 1982, P.L. 94, a. 114 195, 1982, P.L. 18, a. 11 196, 1982, P.L. 101, a. 20 253.1, 1982, P.L. 18, a. 12 257, 1982, P.L. 18, a. 13 275, 1982, P.L. 18, a. 14 394, 1982, P.L. 18, a. 15

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — Suite	<p>404, 1982, P.L. 18, a. 16 448, 1982, P.L. 18, a. 17 457, 1982, P.L. 18, a. 19 458, 1982, P.L. 18, a. 20 459, 1982, P.L. 18, a. 21 460, 1982, P.L. 18, a. 22 461, 1982, P.L. 18, a. 23 471, 1982, P.L. 18, a. 24 478.1, 1982, P.L. 18, a. 25 480, 1982, P.L. 67, a. 34 494, 1982, P.L. 67, a. 35 497, 1982, P.L. 67, a. 36 499, 1982, P.L. 67, a. 37 501, 1982, P.L. 67, a. 38 503, 1982, P.L. 67, a. 39 503.1-503.3, Ab. 1982, P.L. 67, a. 40 504, 1982, P.L. 67, a. 41 504.1, 1982, P.L. 67, a. 42 505, 1982, P.L. 67, a. 43 507, 1982, P.L. 67, a. 44 507.2, 1982, P.L. 67, a. 45 509, 1982, P.L. 67, a. 46 511, 1982, P.L. 67, a. 47 553, 1982, P.L. 18, a. 26 1982, P.L. 101, a. 21 554, 1982, P.L. 67, a. 48 589, 1982, P.L. 67, a. 49 734.0.1, 1982, P.L. 18, a. 27 735, 1982, P.L. 18, a. 28 738, 1982, P.L. 67, a. 50 813, 813.1-813.9, 814, 814.1, 814.2, 815, 815.1-815.4, 816, 816.1-816.3, 817, 817.1-817.4, 818, 818.1, 818.2, 819, 819.1-819.4, 820-822, 822.1, 822.5, 823, 823.1-823.4, 824, 824.1, 825, 825.1-825.5, 826, 826.1-826.3, 827, 827.1, 1982, P.L. 18, a. 29 850, 1982, P.L. 67, a. 51 859, 1982, P.L. 67, a. 52 953, 1982, P.L. 67, a. 53 957.1, 1982, P.L. 67, a. 54 983, 1982, P.L. 67, a. 55 989, 1982, P.L. 67, a. 56 992, 1982, P.L. 67, a. 57 993, 1982, P.L. 67, a. 58 1010, 1982, P.L. 72, a. 20 1010.1, 1982, P.L. 72, a. 21</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — Suite	1011, 1982, P.L. 72, a. 22 1025, 1982, P.L. 18, a. 30 1048, 1982, P.L. 72, a. 23 1982, P.L. 56, a. 290 1050.1, 1982, P.L. 72, a. 24
L.R.Q., c. C-26	Code des professions	52, 1982, P.L. 67, a. 77 175, 1982, P.L. 61, a. 1 194, 1982, P.L. 61, a. 2 195, 1982, P.L. 61, a. 3
L.R.Q., c. C-27	Code du travail	1, 1982, P.L. 72, a. 1 1982, P.L. 96, a. 52 109.1, 1982, P.L. 72, a. 2 109.2, 1982, P.L. 72, a. 3 111, Ab. 1982, P.L. 72, a. 4 111.0.1-111.0.26, 1982, P.L. 72, a. 6 111.1, 111.2, 1982, P.L. 72, a. 7 111.5, Ab. 1982, P.L. 72, a. 8 111.8, 1982, P.L. 72, a. 9 111.9, Ab. 1982, P.L. 72, a. 10 111.10, 1982, P.L. 72, a. 11 111.10.1-111.10.6, 1982, P.L. 72, a. 12 111.11, 1982, P.L. 72, a. 13 111.12, 1982, P.L. 72, a. 14 111.13-111.15, 1982, P.L. 72, a. 15 120, Ab. 1982, P.L. 61, a. 4 139, 1982, P.L. 61, a. 5 139.1, 1982, P.L. 61, a. 6 140, 1982, P.L. 61, a. 7 140.1, 1982, P.L. 72, a. 16 142, 1982, P.L. 72, a. 17 143.1, 1982, P.L. 72, a. 18 146.2, 1982, P.L. 72, a. 19 149, 1982, P.L. 94, a. 115
L.R.Q., c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel	28.1, 1982, P.L. 101, a. 22
L.R.Q., c. C-35	Loi sur la Commission municipale	63, 1982, P.L. 92, a. 148 64, 1982, P.L. 92, a. 149
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais	40.1, 1982, P.L. 92, a. 150 41, 1982, P.L. 92, a. 151 46, 1982, P.L. 92, a. 152 61, 1982, P.L. 92, a. 153 86, 1982, P.L. 102, a. 10 115, 1982, P.L. 33, a. 114

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais – Suite	160, 1982, P.L. 33, a. 115 161, 1982, P.L. 33, a. 116 165, 1982, P.L. 33, a. 117 190, 1982, P.L. 33, a. 118 268, 1982, P.L. 33, a. 119
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal – Suite	1, 1982, P.L. 46, a. 1 5, Ab. 1982, P.L. 46, a. 2 7-25, 1982, P.L. 46, a. 3 26, 1982, P.L. 46, a. 4 28, 1982, P.L. 46, a. 5 29, 1982, P.L. 46, a. 6 31, 1982, P.L. 46, a. 7 32, 1982, P.L. 46, a. 8 33, 1982, P.L. 46, a. 9 35, 1982, P.L. 46, a. 10 36, 1982, P.L. 46, a. 11 37, 1982, P.L. 46, a. 12 39, 1982, P.L. 46, a. 13 40.1, 40.2, 1982, P.L. 46, a. 14 42, 1982, P.L. 46, a. 15 45, 1982, P.L. 46, a. 16 46, 1982, P.L. 46, a. 17 47, 1982, P.L. 46, a. 18 48, 1982, P.L. 46, a. 19 50, 51, 51.1, 1982, P.L. 46, a. 20 52, 1982, P.L. 46, a. 21 53, 1982, P.L. 46, a. 22 55, 1982, P.L. 46, a. 23 56, 1982, P.L. 46, a. 24 58, 1982, P.L. 46, a. 25 59.1 1982, P.L. 92, a. 154 60, 1982, P.L. 92, a. 155 65, 1982, P.L. 92, a. 156 69, 1982, P.L. 46, a. 26 69.1-69.4, 1982, P.L. 46, a. 27 81, Ab. 1982, P.L. 92, a. 157 82, 82.1-82.13, 83, 1982, P.L. 46, a. 28 86, 86.1, 87, 1982, P.L. 46, a. 29 98, 1982, P.L. 46, a. 30 99, 1982, P.L. 46, a. 31 101, 101.1-101.8, 102, 1982, P.L. 46, a. 32 103, 1982, P.L. 46, a. 33 104, 1982, P.L. 46, a. 34 105, 106, 1982, P.L. 46, a. 35 108, 108.1-108.3, 1982, P.L. 46, a. 36 109, 1982, P.L. 46, a. 37

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal — Suite	110, 1982, P.L. 46, a. 38 110.1-110.3, 1982, P.L. 46, a. 39 112, 1982, P.L. 46, a. 40 1982, P.L. 94, a. 116 113, 1982, P.L. 46, a. 41 115, 1982, P.L. 46, a. 42 116.1 1982, P.L. 46, a. 43 118, 1982, P.L. 46, a. 44 119, 1982, P.L. 46, a. 46 121, 121.1, 1982, P.L. 46, a. 47 123, 124, 124.1, 124.2, 1982, P.L. 46, a. 48 125, 126, Ab. 1982, P.L. 46, a. 49 128-132, Ab. 1982, P.L. 46, a. 50 133, 1982, P.L. 46, a. 52 134, 135, 1982, P.L. 46, a. 53 136.1, 1982, P.L. 46, a. 54 137, 138, Ab. 1982, P.L. 46, a. 55 139, 1982, P.L. 46, a. 56 140, 1982, P.L. 46, a. 56 1982, P.L. 33, a. 106 141, 1982, P.L. 46, a. 56 1982, P.L. 33, a. 107 142, 1982, P.L. 46, a. 56 1982, P.L. 33, a. 108 143-151, 151.1-151.6, 1982, P.L. 46, a. 56 152, 152.1-152.4, 1982, P.L. 46, a. 57 153, 1982, P.L. 46, a. 59 1982, P.L. 102, a. 11 153.1-153.6, 1982, P.L. 102, a. 12 154, 155, Ab. 1982, P.L. 46, a. 60 157, 1982, P.L. 46, a. 62 157.1-157.3, 1982, P.L. 33, a. 109 158, 1982, P.L. 46, a. 63 158.1, 158.2, 1982, P.L. 33, a. 110 158.3, 1982, P.L. 46, a. 64 159-161, Ab. 1982, P.L. 46, a. 65 162-177, Ab. 1982, P.L. 46, a. 67 178-182, 1982, P.L. 46, a. 68 184-186, Ab. 1982, P.L. 46, a. 69 188, 1982, P.L. 46, a. 71 189, 1982, P.L. 46, a. 72 190, 1982, P.L. 46, a. 73 192, 1982, P.L. 46, a. 74 194, 1982, P.L. 46, a. 75 195, Ab. 1982, P.L. 46, a. 76

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal — Suite	<p>196-199, 1982, P.L. 46, a. 77 200, 1982, P.L. 46, a. 78 201, 1982, P.L. 46, a. 79 203, Ab. 1982, P.L. 46, a. 80 208.1-208.3, 1982, P.L. 46, a. 81 209, 1982, P.L. 46, a. 82 1982, P.L. 92, a. 158 210, 210.1, 1982, P.L. 46, a. 83 211, 1982, P.L. 46, a. 84 212, 212.1, 1982, P.L. 46, a. 85 213, 1982, P.L. 46, a. 86 214, Ab. 1982, P.L. 46, a. 87 215-217, 1982, P.L. 46, a. 88 219, 1982, P.L. 46, a. 89 220, 1982, P.L. 46, a. 90 221, 1982, P.L. 46, a. 91 223, 1982, P.L. 46, a. 92 224, 1982, P.L. 46, a. 93 225, 1982, P.L. 46, a. 94 226, 1982, P.L. 46, a. 95 227, 1982, P.L. 46, a. 96 228, 1982, P.L. 46, a. 97 229, 1982, P.L. 46, a. 98 230, 231, 231.1-231.3, 1982, P.L. 46, a. 99 232, 1982, P.L. 46, a. 100 238, 1982, P.L. 46, a. 101 239, 1982, P.L. 46, a. 102 240, 1982, P.L. 46, a. 103 241, 241.1-241.5, 1982, P.L. 46, a. 104 242, 1982, P.L. 46, a. 105 243, 1982, P.L. 46, a. 106 246, 1982, P.L. 33, a. 111 248, 1982, P.L. 33, a. 112 249, 1982, P.L. 46, a. 107 1982, P.L. 33, a. 113 253, 1982, P.L. 46, a. 108 254, 255, 1982, P.L. 46, a. 109 258, 1982, P.L. 46, a. 110 267, 1982, P.L. 46, a. 111 268, 1982, P.L. 46, a. 112 273, Ab. 1982, P.L. 46, a. 113 275, 1982, P.L. 46, a. 114 279, 1982, P.L. 46, a. 115 280, 281, 1982, P.L. 46, a. 117 282, 1982, P.L. 46, a. 118 283-285, 1982, P.L. 46, a. 119 286, 1982, P.L. 46, a. 120 286.1-286.3, 1982, P.L. 46, a. 121</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal — Suite	<p>288, 1982, P.L. 46, a. 122 294, 1982, P.L. 46, a. 123 296.1, 1982, P.L. 46, a. 124 300, 300.1, 1982, P.L. 46, a. 129 306, 1982, P.L. 46, a. 131 311, Ab. 1982, P.L. 46, a. 133 312.1, 1982, P.L. 46, a. 134 314, 1982, P.L. 46, a. 135 317, 317.1, 1982, P.L. 46, a. 136 320-328, Ab. 1982, P.L. 46, a. 137 329, 1982, P.L. 46, a. 138 330, 1982, P.L. 46, a. 139 332, 1982, P.L. 46, a. 140 Ann. A, Ann. B, 1982, P.L. 46, a. 143</p>
L.R.Q., c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec	<p>11, 11.1-11.3, 1982, P.L. 92, a. 159 37, 1982, P.L. 92, a. 160 41, 1982, P.L. 92, a. 161 46.1, 1982, P.L. 92, a. 162 47, 1982, P.L. 92, a. 163 52, 1982, P.L. 92, a. 164 68, Ab. 1982, P.L. 92, a. 165 70.1, 1982, P.L. 92, a. 166 84, 1982, P.L. 94, a. 117 86, 1982, P.L. 92, a. 167 93, 1982, P.L. 92, a. 168 94.1, 1982, P.L. 92, a. 169 96.1-96.4, 1982, P.L. 92, a. 170 100-113, Ab. 1982, P.L. 92, a. 171 117, 1982, P.L. 92, a. 172 124, 125, Ab. 1982, P.L. 92, a. 173 127, 1982, P.L. 33, a. 103 128, 1982, P.L. 33, a. 104 147, 1982, P.L. 92, a. 174 147.1-147.3, 1982, P.L. 92, a. 175 148, 149, 1982, P.L. 92, a. 176 151, 1982, P.L. 92, a. 177 179, 1982, P.L. 33, a. 105 183, 1982, P.L. 92, a. 178 206, Ab. 1982, P.L. 92, a. 179 207, 1982, P.L. 92, a. 180 209, 1982, P.L. 92, a. 181 212, 1982, P.L. 92, a. 182 248, 1982, P.L. 92, a. 183 249, 1982, P.L. 92, a. 184</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec — Suite	251, 1982, P.L. 92, a. 185 252, 1982, P.L. 92, a. 186
L.R.Q., c. C-38	Loi sur les compagnies	1, 1.1, 1.2, 2, 2.1-2.7, 1982, P.L. 94, a. 118 2.8, Ab. 1982, P.L. 94, a. 118 3, 1982, P.L. 94, a. 119 4, 1982, P.L. 94, a. 120 7, 1982, P.L. 94, a. 121 23, 1982, P.L. 94, a. 122 31, 1982, P.L. 94, a. 123 40, 1982, P.L. 94, a. 124 50, 1982, P.L. 94, a. 125 65, 1982, P.L. 94, a. 126 123.0.1, 1982, P.L. 94, a. 127 123.131, 1982, P.L. 56, a. 292 123.139.1, 1982, P.L. 56, a. 293 1982, P.L. 94, a. 128 123.139.2-123.139.7, 1982, P.L. 56, a. 293 123.142, 1982, P.L. 94, a. 129 123.145, 1982, P.L. 94, a. 130 124, 1982, P.L. 94, a. 131 131, 1982, P.L. 94, a. 132 148, 1982, P.L. 94, a. 133 157, 1982, P.L. 94, a. 134 203, 1982, P.L. 94, a. 135 218, 1982, P.L. 94, a. 136 219, 1982, P.L. 94, a. 137 Modifications globales: 6, 8-12, 14-21, 24, 26-28.1, 32, 34.1, 38, 39, 40, 49, 50, 59, 62, 64, 65, 87, 110, 111, 113, 123, 128, 129, 130, 131, 135, 147, 155, 156, 180, 203, 204, 206, 219, 220, 221, 228, 231, 1982, P.L. 94, a. 138 123.11, 123.15, 123.23-123.28, 123.31, 123.35, 123.37, 123.81, 123.104, 123.105, 123.108, 123.109, 123.118, 123.119, 123.135, 123.136, 123.137, 123.141, 123.142, 123.144, 123.146, 123.147, 123.160, 123.164, 123.169, 123.171, 1982, P.L. 94, a. 139
L.R.Q., c. C-40	Loi sur les compagnies de cimetière	1, 1982, P.L. 94, a. 140 4, 5, 11, 1982, P.L. 94, a. 141

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-41	Loi sur les compagnies de fidéicommiss	4, 1982, P.L. 94, a. 142 6, 1982, P.L. 94, a. 143 7, 1982, P.L. 94, a. 144 13, 1982, P.L. 94, a. 145 16, 1982, P.L. 94, a. 146 17, 1982, P.L. 94, a. 147 18, 1982, P.L. 94, a. 148 27, 1982, P.L. 94, a. 149 32, 1982, P.L. 94, a. 150 37, 1982, P.L. 94, a. 151 38, 1982, P.L. 94, a. 152 39, 1982, P.L. 94, a. 153 40, 1982, P.L. 94, a. 154 41, 1982, P.L. 94, a. 155 43, 1982, P.L. 94, a. 156 44, 1982, P.L. 94, a. 157 46, 1982, P.L. 94, a. 158 Modifications globales: 21-23, 25, 26, 28, 29, 40, 43, 1982, P.L. 94, a. 159
L.R.Q., c. C-43	Loi sur les compagnies de garantie	6, 1982, P.L. 94, a. 160 7, 1982, P.L. 94, a. 161 9, 1982, P.L. 94, a. 162
L.R.Q., c. C-44	Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité	8, 1982, P.L. 94, a. 163 10, 1982, P.L. 94, a. 164
L.R.Q., c. C-45	Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone	3, 4, 6, 13, 25, 1982, P.L. 94, a. 165 26, 1982, P.L. 94, a. 166
L.R.Q., c. C-46	Loi sur les compagnies étrangères	4, 1982, P.L. 94, a. 167 5, 6, 7, 9, 1982, P.L. 94, a. 168 13, 1982, P.L. 94, a. 169 14, 15, 1982, P.L. 94, a. 170
L.R.Q., c. C-47	Loi sur les compagnies minières	5, 1982, P.L. 94, a. 171 11, 1982, P.L. 94, a. 172 12, 1982, P.L. 94, a. 174 13, 1982, P.L. 94, a. 173 14-17, 1982, P.L. 94, a. 174 23, 24, 1982, P.L. 94, a. 175 Ann. 1982, P.L. 94, a. 176
L.R.Q., c. C-48	Loi sur les comptables agréés	29, 1982, P.L. 56, a. 294
L.R.Q., c. C-53	Loi sur les connaissances (<i>devient Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock</i>)	Tit., 1982, P.L. 97, a. 1 10-57, 1982, P.L. 97, a. 2 Ann. 1, 2, 1982, P.L. 97, a. 2
L.R.Q., c. C-55	Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	2, 1982, P.L. 95, a. 21 3, 1982, P.L. 95, a. 22 4, 1982, P.L. 95, a. 23 5, 1982, P.L. 95, a. 24

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-55	Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre — Suite	7, 1982, P.L. 95, a. 25 8, 1982, P.L. 95, a. 26 9, 1982, P.L. 95, a. 27 15, 1982, P.L. 95, a. 28
L.R.Q., c. C-59	Loi sur le Conseil du statut de la femme	7, 1982, P.L. 94, a. 177 1982, P.L. 95, a. 29
L.R.Q., c. C-64.1	Loi sur la consultation populaire	27, 1982, P.L. 66, a. 104 28, 1982, P.L. 66, a. 105 1982, P.L. 96, a. 42 29, 1982, P.L. 66, a. 106 30, 1982, P.L. 96, a. 43 33, 1982, P.L. 96, a. 44 35, 1982, P.L. 66, a. 107 1982, P.L. 96, a. 45 43, 1982, P.L. 96, a. 46 45, 1982, P.L. 96, a. 47 46, Ab. 1982, P.L. 96, a. 48 47, 1982, P.L. 96, a. 49 Appendice 2, section 2: 19, 1982, P.L. 66, a. 108 Appendice 2, section 2: 1, 1982, P.L. 66, a. 108 17-24, Ab. 1982, P.L. 96, a. 51 65, Ab. 1982, P.L. 66, a. 109 75, 1982, P.L. 66, a. 110 97, 1982, P.L. 66, a. 111 100, Ab. 1982, P.L. 66, a. 112 106, 1982, P.L. 66, a. 113 107, 1982, P.L. 66, a. 114 108, 1982, P.L. 66, a. 115 113, 1982, P.L. 66, a. 116 115, 1982, P.L. 66, a. 117 119, 1982, P.L. 19, aa. 23, 24
L.R.Q., c. C-69	Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains	2, 1982, P.L. 94, a. 178 8, 29, 30, 46, 50, 1982, P.L. 94, a. 179
L.R.Q., c. C-69.1	Loi sur les corporations de fonds de sécurité	3, 1982, P.L. 94, a. 180 62, 1982, P.L. 94, a. 181 63, 1982, P.L. 94, a. 182 68, 1982, P.L. 94, a. 183 70, 1982, P.L. 94, a. 184 73, 1982, P.L. 94, a. 185 77, 78, 1982, P.L. 94, a. 186 Modifications globales: 5, 9, 21, 48, 53-56, 58, 59, 1982, P.L. 94, a. 187
L.R.Q., c. C-71	Loi sur les corporations religieuses	1, 1982, P.L. 94, a. 188 2, 1982, P.L. 94, a. 189 5, 7, 15, 16, 1982, P.L. 94, a. 190 Form. 1, 1982, P.L. 94, a. 191

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-72	Loi sur les cours municipales	2, 1982, P.L. 67, a. 78 7, 1982, P.L. 33, a. 39 1982, P.L. 67, a. 79 7.1, 1982, P.L. 33, a. 40 1982, P.L. 67, a. 80 7.2, 7.3, 1982, P.L. 33, a. 40
L.R.Q., c. C-74	Loi sur les courtiers d'assurances	9, 1982, P.L. 94, a. 192 32, 1982, P.L. 94, a. 193 42, 1982, P.L. 94, a. 194 Modifications globales: 11, 19, 25, 32, 41, 42, 43, 1982, P.L. 94, a. 195
L.R.Q., c. C-75	Loi sur le crédit agricole	1, 1982, P.L. 56, a. 295
L.R.Q., c. C-75.1	Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées	1, 1982, P.L. 56, a. 296
L.R.Q., c. C-76	Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes	1, 1982, P.L. 56, a. 297
L.R.Q., c. C-77	Loi favorisant le crédit à la production agricole	1, 1982, P.L. 56, a. 298
L.R.Q., c. C-78	Loi sur le crédit forestier	1, 1982, P.L. 56, a. 299
L.R.Q., c. C-80	Loi sur la curatelle publique	2, 2.1-2.4, 1982, P.L. 79, a. 1 5, 1982, P.L. 79, a. 2 9, 1982, P.L. 79, a. 3 12, 1982, P.L. 79, a. 4 17.1, 1982, P.L. 79, a. 5 24, 1982, P.L. 79, a. 6 25, 1982, P.L. 79, a. 7 25.1, 1982, P.L. 79, a. 8 26, 1982, P.L. 79, a. 9 28.1, 1982, P.L. 79, a. 10 32, 1982, P.L. 79, a. 11 32.1, 1982, P.L. 79, a. 12 36.1-36.4, 1982, P.L. 79, a. 13 37, 38, 38.1-38.3, 1982, P.L. 79, a. 14 39, 1982, P.L. 79, a. 15 42, 1982, P.L. 79, a. 16 42.1, 42.2, 1982, P.L. 79, a. 17
L.R.Q., c. D-1	Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés	18.1, 1982, P.L. 94, a. 196 19, Ab. 1982, P.L. 18, a. 43 20, 1982, P.L. 94, a. 197
L.R.Q., c. D-2	Loi sur les décrets de convention collective	26, 1982, P.L. 95, a. 30
L.R.Q., c. D-6	Loi sur la destitution d'officiers municipaux	Ab. 1982, P.L. 92, a. 187
L.R.Q., c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires	15, 1982, P.L. 92, a. 188 15.1, 15.2, 1982, P.L. 92, a. 189

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. D-8	Loi sur le développement de la région de la Baie James	39.1, 1982, P.L. 33, a. 41
L.R.Q., c. D-11	Loi sur la division territoriale	1, 1982, P.L. 101, a. 25 9, 1982, P.L. 101, a. 26
L.R.Q., c. D-13.2	Loi sur les droits successoraux	43.1-43.3, 1982, P.L. 98, a. 1 55, 1982, P.L. 74, a. 1 57, 58, Ab. 1982, P.L. 74, a. 2 59, 1982, P.L. 74, a. 3 67, 1982, P.L. 74, a. 4
L.R.Q., c. D-15	Loi concernant les droits sur les mines	4, 1982, P.L. 18, a. 44 38, 1982, P.L. 24, a. 1 46, 1982, P.L. 24, a. 2
L.R.Q., c. E-2.1	Loi sur les élections dans certaines municipalités	2, 1982, P.L. 96, a. 32 13.5, 13.6, 1982, P.L. 96, a. 33 16, 1982, P.L. 92, a. 190 19.1, 1982, P.L. 96, a. 34 23, 1982, P.L. 66, a. 59 29, Ab. 1982, P.L. 66, a. 60 30, 1982, P.L. 66, a. 61 34, 1982, P.L. 66, a. 62 1982, P.L. 96, a. 35 34.1, 34.2, 1982, P.L. 96, a. 36 35, 1982, P.L. 66, a. 64 36, 1982, P.L. 66, a. 101 37, 1982, P.L. 66, a. 101 44, 1982, P.L. 66, aa. 65, 101 48, 1982, P.L. 66, a. 66 57, 1982, P.L. 66, a. 67 57.1, Ab. 1982, P.L. 96, a. 37 58.1, 1982, P.L. 66, a. 68 61, Ab. 1982, P.L. 66, a. 69 65, 1982, P.L. 66, a. 70 73, 1982, P.L. 66, a. 101 75, 1982, P.L. 96, a. 38 77, 1982, P.L. 66, a. 71 78, 1982, P.L. 66, a. 73 79, 1982, P.L. 66, aa. 73, 102 80, 80.1, 80.2, 81, 82, 1982, P.L. 66, a. 74 83, 1982, P.L. 66, a. 75 84, 1982, P.L. 66, a. 76 85, 1982, P.L. 66, a. 77 85.1, 1982, P.L. 66, a. 78 88, 1982, P.L. 66, a. 79 91, 1982, P.L. 66, a. 80 93, 1982, P.L. 66, a. 81 94, 1982, P.L. 66, aa. 82, 102 95, 95.1, 1982, P.L. 66, a. 83 96, 1982, P.L. 66, a. 84

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. E-2.1	Loi sur les élections dans certaines municipalités — Suite	<p>96.1, 1982, P.L. 66, a. 85 97.1, 97.2, 1982, P.L. 66, a. 86 98, 1982, P.L. 66, a. 87 99, 1982, P.L. 66, a. 88 100, 1982, P.L. 66, a. 89 101, 1982, P.L. 66, a. 90 103, 1982, P.L. 66, aa. 91, 102 103.1, 1982, P.L. 66, a. 92 104, 104.1, 104.4, 1982, P.L. 66, a. 93 105, 1982, P.L. 66, a. 94 106, 1982, P.L. 66, a. 95 107, 1982, P.L. 66, a. 96 1982, P.L. 18, a. 45 107.1, 1982, P.L. 66, a. 97 110, 110.1, 1982, P.L. 66, a. 98 111, 1982, P.L. 66, a. 99 112, 1982, P.L. 66, a. 99 1982, P.L. 92, a. 191 122, 1982, P.L. 66, a. 100 1982, P.L. 96, a. 39 122.1, 1982, P.L. 96, a. 39 Modifications globales: 1.4, 3, 3.9, 6-9, 11, 13, 13.1, 13.2, 13.4, 1982, P.L. 96, a. 40</p>
L.R.Q., c. E-3.1	Loi électorale	<p>3, 1982, P.L. 96, a. 13 10, 1982, P.L. 90, a. 145 12, 1982, P.L. 96, a. 14 19, 1982, P.L. 96, a. 15 182, 1982, P.L. 96, a. 16 183, 183.1-183.3, 1982, P.L. 96, a. 17 185, 1982, P.L. 96, a. 18 188, 1982, P.L. 96, a. 19 189, Ab. 1982, P.L. 96, a. 20 190.1, 1982, P.L. 96, a. 21 191, 1982, P.L. 96, a. 22 205, 206, 1982, P.L. 96, a. 53 214, 1982, P.L. 96, a. 54 215.1-215-10, 1982, P.L. 96, a. 23 232.1-232.8, 1982, P.L. 96, a. 24 313, 1982, P.L. 96, a. 25</p>
L.R.Q., c. E-9	Loi sur l'enseignement privé	59.1, 1982, P.L. 101, a. 27
L.R.Q., c. E-13	Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire	Remp. 1982, P.L. 63, a. 34
L.R.Q., c. E-17	Loi sur les évêques catholiques romains	3, 6, 13, 1982, P.L. 94, a. 198

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. E-18	Loi sur l'exécutif	4, 1982, P.L. 89, a. 18 1982, P.L. 94, a. 199 1982, P.L. 95, a. 18 7, 1982, P.L. 110, a. 60 8, 1982, P.L. 110, a. 61 11.1-11.4, 1982, P.L. 66, a. 175
L.R.Q., c. E-19	Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires	1, 1982, P.L. 67, a. 81 1.1, 1982, P.L. 67, a. 82 4, 1982, P.L. 67, a. 83 7, 1982, P.L. 67, a. 84 8, 1982, P.L. 67, a. 85 9, 1982, P.L. 67, a. 86 10, 1982, P.L. 67, a. 87
L.R.Q., c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	7, 1982, P.L. 95, a. 31 37, 1982, P.L. 56, a. 300 72.1, 1982, P.L. 86, a. 26
L.R.Q., c. F-1	Loi sur les fabriques	1, 1982, P.L. 67, a. 88 2, 1982, P.L. 94, a. 200 4, 1982, P.L. 67, a. 89 11, 1982, P.L. 94, a. 200 14, 1982, P.L. 67, a. 90 16, 1982, P.L. 94, a. 200 17, 1982, P.L. 67, a. 91 21, 1982, P.L. 94, a. 200 38, 1982, P.L. 67, a. 92 43, 1982, P.L. 67, a. 93 45, 1982, P.L. 67, a. 94 50, 1982, P.L. 67, a. 95 52, 1982, P.L. 67, a. 96
L.R.Q., c. F-2	Loi régissant le financement des partis politiques	1, 1982, P.L. 66, a. 2 2, 1982, P.L. 66, a. 3 2.1, 1982, P.L. 96, a. 1 3, 1982, P.L. 66, a. 57 4-32, Ab. 1982, P.L. 96, a. 2 33, 1982, P.L. 66, a. 57 34, 1982, P.L. 66, a. 8 35, 1982, P.L. 66, a. 9 35.1, 1982, P.L. 66, a. 10 40, 1982, P.L. 66, aa. 11, 57 43, 1982, P.L. 66, a. 12 45, 1982, P.L. 66, a. 13 54, 1982, P.L. 66, a. 14 58, 1982, P.L. 66, a. 15 62.1, 1982, P.L. 66, a. 16 65, Ab. 1982, P.L. 66, a. 17

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. F-2	Loi régissant le financement des partis politiques — Suite	<p>69, 1982, P.L. 66, a. 18 75, 1982, P.L. 66, a. 19 76, 1982, P.L. 66, a. 57 78, 1982, P.L. 66, a. 21 80, 1982, P.L. 66, a. 22 81-83, 83.1, 83.2, 1982, P.L. 66, a. 23 84, 85, 1982, P.L. 66, a. 24 86, 1982, P.L. 66, a. 25 87, 88, 1982, P.L. 66, a. 26 90, 1982, P.L. 66, a. 27 90.1, 1982, P.L. 66, a. 28 94, 1982, P.L. 66, a. 29 97, 1982, P.L. 66, a. 30 99, 1982, P.L. 66, a. 31 100, 1982, P.L. 66, a. 32 101, 1982, P.L. 66, a. 33 102, 1982, P.L. 66, a. 34 102.1, 1982, P.L. 66, a. 35 103, 1982, P.L. 66, a. 36 104, 104.1, 104.2, 1982, P.L. 66, a. 37 105, 1982, P.L. 66, a. 38 106, 1982, P.L. 66, a. 39 106.1, 1982, P.L. 66, a. 40 107, 1982, P.L. 66, a. 41 108, 1982, P.L. 66, a. 42 109, 1982, P.L. 66, a. 43 1982, P.L. 66, a. 58 110, 1982, P.L. 66, a. 44 110.1, 1982, P.L. 66, a. 45 111, 1982, P.L. 66, a. 46 1982, P.L. 66, a. 58 112, 112.1, 112.2, 1982, P.L. 66, a. 47 113, 1982, P.L. 66, a. 48 113.1-113.3, 1982, P.L. 66, a. 49 114, 1982, P.L. 66, a. 50 115, 1982, P.L. 66, a. 51 116, 1982, P.L. 18, a. 46 1982, P.L. 66, a. 52 116.1, 1982, P.L. 66, a. 53 117, 1982, P.L. 66, a. 58 119, 1982, P.L. 66, a. 54 120, 1982, P.L. 66, a. 55 121, 1982, P.L. 66, a. 56 1982, P.L. 96, a. 3 122, 123, 124, Ab. 1982, P.L. 96, a. 4 Ann. A, Ab. 1982, P.L. 96, a. 5</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale	57, 1982, P.L. 92, a. 192 74, 1982, P.L. 92, a. 193 81, 1982, P.L. 33, a. 86 88, 1982, P.L. 92, a. 194 100, 1982, P.L. 92, a. 195 108, 1982, P.L. 33, a. 87 1982, P.L. 92, a. 196 110, 1982, P.L. 92, a. 197 114, 1982, P.L. 92, a. 198 118, 1982, P.L. 92, a. 199 120, 1982, P.L. 92, a. 200 129, 1982, P.L. 92, a. 201 132, 1982, P.L. 33, a. 88 135, 1982, P.L. 33, a. 89 1982, P.L. 92, a. 202 141, 1982, P.L. 92, a. 203 153, 1982, P.L. 33 a. 90 157.1, 1982, P.L. 92, a. 204 160.1, 1982, P.L. 92, a. 205 167, 1982, P.L. 92, a. 206 174, 1982, P.L. 33 a. 91 1982, P.L. 92, a. 207 175, 1982, P.L. 92, a. 208 177, 1982, P.L. 92, a. 209 180, 1982, P.L. 33, a. 92 185, 1982, P.L. 92, a. 210 186, 1982, P.L. 92 a. 211 198.1, 1982, P.L. 92, a. 212 204, 1982, P.L. 33 a. 93 204.1, 1982, P.L. 92 a. 213 207, Ab. 1982, P.L. 92, a. 214 208, 1982, P.L. 92, a. 215 225, 1982, P.L. 33, a. 94 231.1, 1982, P.L. 33, a. 95 236, 1982, P.L. 92, a. 216 252, 1982, P.L. 92, a. 217 254.1, 1982, P.L. 92, a. 218 255, 1982, P.L. 33, a. 96 1982, P.L. 92, a. 219 257, 1982, P.L. 92, a. 220 260.1, 1982, P.L. 92, a. 221 262, 1982, P.L. 33, a. 97 1982, P.L. 92, a. 222 263, 1982, P.L. 92, a. 223 264, 1982, P.L. 92, 224 495, 1982, P.L. 33, a. 98 515.1, 1982, P.L. 33, a. 99 1982, P.L. 92, a. 225 573, 1982, P.L. 67, a. 97 579.2, 1982, P.L. 33, a. 100

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. F-3.1	Loi sur la fonction publique	50, 1982, P.L. 67, a. 98 68, 1982, P.L. 67, a. 99 68.1, 1982, P.L. 67, a. 100 Ab. 1982, P.L. 86, a. 27 92, 1982, P.L. 90, a. 146 118, 1982, P.L. 90, a. 147
L.R.Q., c. F-5	Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre	1, 1982, P.L. 95, a. 32 15, 1982, P.L. 95, a. 33 22, 1982, P.L. 95, a. 34 24, 1982, P.L. 95, a. 35 33, 1982, P.L. 95, a. 36 34, 1982, P.L. 95, a. 37 38, 1982, P.L. 95, a. 38 41, 1982, P.L. 95, a. 39 43, 1982, P.L. 95, a. 40 45.1, 1982, P.L. 95, a. 41
L.R.Q., c. G-2	Loi sur le Grand Théâtre de Québec	Remp. 1982, P.L. 51, a. 39
L.R.Q., c. H -1	Loi sur l'habitation familiale	12, 1982, P.L. 56, a. 301
L.R.Q., c. H-2	Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux	5, 1982, P.L. 101, a. 28
L.R.Q., c. H-4	Loi sur les huissiers	1, 1982, P.L. 67, a. 101 9, 1982, P.L. 67, a. 102 10, Ab.1982, P.L. 67, a. 103 11, 1982, P.L. 67, a. 104 12, 1982, P.L. 67, a. 105 12.1-12.10, 1982, P.L. 67, a. 106 13, 1982, P.L. 67, a. 107 14, 1982, P.L. 67, a. 108 15, 1982, P.L. 67, a. 109 25, 1982, P.L. 67, a. 110
L.R.Q., c. I-1	Loi concernant l'impôt sur la vente au détail	2, 1982, P.L. 39, a. 1 1982, P.L. 74, a. 5 1982, P.L. 98, a. 2 6, 1982, P.L. 98, a. 3 7, 1982, P.L. 98, a. 4 12.1-12.3, 1982, P.L. 39, a. 2 17, 1982, P.L. 39, a. 3 1982, P.L. 74, a. 6 1982, P.L. 98, a. 5 18.1, 1982, P.L. 74, a. 7 27, 1982, P.L. 74, a. 8 29, 1982, P.L. 74, a. 9
L.R.Q., c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac	8, 1982, P.L. 98, a. 6 16, Ab. 1982, P.L. 74, a. 10 18, 1982, P.L. 98, a. 7

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts	1, 1982, P.L. 18, a. 47 1982, P.L. 42, a. 1 1982, P.L. 98, a. 8 1.2, 1982, P.L. 42, a. 2 3, 1982, P.L. 18, a. 48 8, 1982, P.L. 74, a. 11 12, 1982, P.L. 98, a. 9 20, 1982, P.L. 42, a. 3 21, 1982, P.L. 18, a. 49 21.1, 1982, P.L. 42, a. 4 21.2-21.3, 1982, P.L. 42, a. 5 21.4.1, 1982, P.L. 42, a. 6 21.5, 1982, P.L. 42, a. 7 21.6, 1982, P.L. 42, a. 8 21.8, 1982, P.L. 42, a. 9 21.9, 1982, P.L. 42, a. 10 21.10, 21.10.1, 21.10.2, 1982, P.L. 42, a. 11 21.12, 1982, P.L. 42, a. 12 21.14, 1982, P.L. 42, a. 13 21.15, 1982, P.L. 42, a. 14 23, 1982, P.L. 42, a. 15 28, 1982, P.L. 98, a. 10 38, 1982, P.L. 42, a. 16 39, 1982, P.L. 42, a. 17 42, 1982, P.L. 42, a. 18 47.1-47.9, 1982, P.L. 42, a. 19 64, 1982, P.L. 42, a. 20 64.2, 1982, P.L. 42, a. 21 79.1-79.3, 1982, P.L. 42, a. 22 85.1-85.3, 1982, P.L. 42, a. 23 87, 1982, P.L. 42, a. 24 87.1, 1982, P.L. 42, a. 25 92, 92.1-92.3, 1982, P.L. 42, a. 26 93, 1982, P.L. 42, a. 27 94, 1982, P.L. 42, a. 28 97.2-97.4, 1982, P.L. 42, a. 29 101, 1982, P.L. 42, a. 30 101.3, 1982, P.L. 42, a. 31 110.1, 1982, P.L. 42, a. 32 111, 1982, P.L. 42, a. 33 112, 1982, P.L. 42, a. 34 114, 1982, P.L. 42, a. 35 119.2-119.10, 1982, P.L. 42, a. 36 130.1, 1982, P.L. 42, a. 37 135, 1982, P.L. 42, a. 38 135.1, 1982, P.L. 42, a. 39 137.1, 1982, P.L. 42, a. 40 138, Ab. 1982, P.L. 42, a. 41 139, 1982, P.L. 42, a. 42 144.1, 1982, P.L. 42, a. 43

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — Suite	<p>146.1, 1982, P.L. 42, a. 44 157, 1982, P.L. 42, a. 45 157.1-157.3, 1982, P.L. 42, a. 46 175, 175.1, 1982, P.L. 42, a. 47 180, 181, 1982, P.L. 42, a. 48 191, 1982, P.L. 42, a. 49 194, 1982, P.L. 42, a. 50 209.1-209.4, 1982, P.L. 42, a. 51 224, 225, 1982, P.L. 42, a. 52 230.11, 1982, P.L. 42, a. 53 232.1, 1982, P.L. 42, a. 54 236.1, 1982, P.L. 42, a. 55 250.2, 1982, P.L. 42, a. 56 251, 1982, P.L. 42, a. 57 255, 1982, P.L. 42, a. 58 257, 1982, P.L. 42, a. 59 279, 1982, P.L. 42, a. 60 280.3, 280.4, 1982, P.L. 42, a. 61 295, 1982, P.L. 42, a. 62 301.1, 1982, P.L. 42, a. 63 302, 1982, P.L. 42, a. 64 306.1, 1982, P.L. 42, a. 65 308.1-308.6, 1982, P.L. 42, a. 66 311, 1982, P.L. 42, a. 67 312, 1982, P.L. 18, a. 50 1982, P.L. 42, a. 68 313, 1982, P.L. 18, a. 51 1982, P.L. 42, a. 69 313.1, 1982, P.L. 42, a. 69 317, 1982, P.L. 42, a. 70 329, 329.1, 1982, P.L. 42, a. 71 332.1-332.3, 1982, P.L. 42, a. 72 333, 1982, P.L. 42, a. 73 333.1, 1982, P.L. 42, a. 74 333.2, 1982, P.L. 42, a. 75 333.3, 1982, P.L. 42, a. 76 336, 1982, P.L. 18, a. 52 1982, P.L. 42, a. 77 1982, P.L. 98, a. 11 339, 1982, P.L. 42, a. 78 1982, P.L. 98, a. 12 344, 1982, P.L. 42, a. 79 345, 1982, P.L. 42, a. 80 358, 1982, P.L. 42, a. 81 359, 1982, P.L. 42, a. 82 369, 1982, P.L. 42, a. 83 370, 1982, P.L. 42, a. 84 375, 1982, P.L. 42, a. 85 383, 1982, P.L. 42, a. 86 384, 1982, P.L. 42, a. 87 392.1, 1982, P.L. 42, a. 88 395, 1982, P.L. 42, a. 89</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — Suite	<p> 396, 1982, P.L. 42, a. 90 398, 1982, P.L. 42, a. 91 399, 1982, P.L. 42, a. 92 400, 1982, P.L. 42, a. 93 401, 1982, P.L. 42, a. 94 406, 1982, P.L. 42, a. 95 408, 1982, P.L. 42, a. 96 409, 1982, P.L. 42, a. 97 411, 1982, P.L. 42, a. 98 412, 1982, P.L. 42, a. 99 413, 1982, P.L. 42, a. 100 414, 1982, P.L. 42, a. 101 417, 1982, P.L. 42, a. 102 418.1-418.14, 1982, P.L. 42, a. 103 419, 1982, P.L. 42, a. 104 433, 1982, P.L. 42, a. 105 435, 1982, P.L. 42, a. 106 451, 1982, P.L. 42, a. 107 454, 1982, P.L. 42, a. 108 456, 1982, P.L. 42, a. 109 457.1, 1982, P.L. 42, a. 110 468, Ab. 1982, P.L. 42, a. 111 487.2, 1982, P.L. 42, a. 112 489, 1982, P.L. 42, a. 113 493, 1982, P.L. 98, a. 13 493.1, 1982, P.L. 42, a. 114 494, 1982, P.L. 42, a. 115 500, 1982, P.L. 42, a. 116 503.1, 1982, P.L. 42, a. 117 504, 1982, P.L. 42, a. 118 508, 1982, P.L. 42, a. 119 518, 1982, P.L. 42, a. 120 524, 1982, P.L. 42, a. 121 529, 1982, P.L. 42, a. 122 543.1, 1982, P.L. 42, a. 123 544, 1982, P.L. 42, a. 124 553.1, 1982, P.L. 42, a. 125 556, 1982, P.L. 42, a. 126 558, 1982, P.L. 42, a. 127 569.1-569.3, 1982, P.L. 42, a. 128 600, 1982, P.L. 42, a. 129 600.1-600.2, 1982, P.L. 42, a. 130 603, 1982, P.L. 42, a. 131 607, 1982, P.L. 42, a. 132 616, 1982, P.L. 42, a. 133 631, 1982, P.L. 42, a. 134 647, 1982, P.L. 42, a. 135 650, 1982, P.L. 42, a. 136 657.1, 1982, P.L. 42, a. 137 663, 1982, P.L. 42, a. 138 669, 1982, P.L. 98, a. 14 </p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — Suite	671, 1982, P.L. 42, a. 139 690.1, 690.2, 1982, P.L. 42, a. 140 699, 1982, P.L. 18, a. 53 709, 1982, P.L. 42, a. 141 711, 712, 1982, P.L. 42, a. 142 726.2, 1982, P.L. 60, a. 122 729, 1982, P.L. 42, a. 143 740.1-740.3, 1982, P.L. 42, a. 144 751, 1982, P.L. 74, a. 12 1982, P.L. 98, a. 15 776, 1982, P.L. 66, a. 118 776.1, 1982, P.L. 39, a. 4 776.2, 1982, P.L. 42, a. 145 797, 1982, P.L. 42, a. 146 798, 1982, P.L. 42, a. 147 800, 1982, P.L. 42, a. 148 803.1, 803.2, 1982, P.L. 42, a. 149 835, 1982, P.L. 42, a. 150 1982, P.L. 94, a. 201 845, 1982, P.L. 42, a. 151 846, 1982, P.L. 42, a. 152 881, 1982, P.L. 42, a. 153 907, 1982, P.L. 42, a. 154 910.1, 1982, P.L. 42, a. 155 917, 1982, P.L. 42, a. 156 922, 1982, P.L. 42, a. 157 934, 1982, P.L. 42, a. 158 937, 1982, P.L. 42, a. 159 938, 1982, P.L. 42, a. 160 939, 1982, P.L. 42, a. 161 940, 1982, P.L. 42, a. 162 941.1, 1982, P.L. 42, a. 163 943.1, 1982, P.L. 98, a. 16 944, 1982, P.L. 42, a. 164 1982, P.L. 98, a. 17 945, 1982, P.L. 42, a. 165 946, 1982, P.L. 42, a. 165 1982, P.L. 98, a. 18 952, 1982, P.L. 98 a. 19 953, 1982, P.L. 98, a. 20 954, 954.1, 1982, P.L. 98, a. 21 955, 1982, P.L. 42, a. 166 1982, P.L. 98, a. 22 956, 1982, P.L. 98, a. 23 957, 1982, P.L. 98, a. 24 959, 960, 1982, P.L. 42, a. 167 961.1, 1982, P.L. 42, a. 168 961.1.1, 1982, P.L. 98, a. 25 961.5.1, 1982, P.L. 42, a. 169 961.8.1, 1982, P.L. 42, a. 170 961.17.1, 1982, P.L. 42, a. 171 961.22, 1982, P.L. 42, a. 172 965.1, 1982, P.L. 85, a. 341

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — Suite	<p> 965.2, 1982, P.L. 85, a. 342 965.3, 1982, P.L. 85, a. 343 965.4, 1982, P.L. 56, a. 302 965.6, 1982, P.L. 85, a. 344 976, 1982, P.L. 42, a. 173 985.18, 1982, P.L. 42, a. 174 985.19, Ab. 1982, P.L. 42, a. 175 992, 1982, P.L. 42, a. 176 993, Ab. 1982, P.L. 42, a. 177 998, 1982, P.L. 42, a. 178 1982, P.L. 94, a. 202 1010, 1982, P.L. 42, a. 179 1011, 1982, P.L. 42, a. 180 1012, 1982, P.L. 42, a. 181 1014, 1982, P.L. 42, a. 182 1982, P.L. 74, a. 13 1015, 1982, P.L. 18, a. 54 1015.1, 1982, P.L. 42, a. 183 1027, 1982, P.L. 42, a. 184 1029.2, 1982, P.L. 42, a. 185 1038, 1982, P.L. 42, a. 186 1045, 1982, P.L. 42, a. 187 1050, 1982, P.L. 42, a. 188 1051, 1982, P.L. 42, a. 189 1052, 1982, P.L. 74, a. 14 1057, 1982, P.L. 42, a. 190 1060, 1982, P.L. 42, a. 191 1982, P.L. 74, a. 15 1066, 1982, P.L. 74, a. 16 1066.1, 1982, P.L. 42, a. 192 1982, P.L. 74, a. 17 1067, 1982, P.L. 42, a. 193 1071, 1982, P.L. 42, a. 194 1072, 1982, P.L. 42, a. 195 1089, 1982, P.L. 42, a. 196 1090, 1982, P.L. 42, a. 197 1096.1, 1096.2, 1982, P.L. 42, a. 198 1097, 1982, P.L. 42, a. 199 1102, 1982, P.L. 42, a. 200 1102.1, 1102.2, 1982, P.L. 42, a. 201 1104, 1982, P.L. 42, a. 202 1105, 1982, P.L. 42, a. 203 1106, 1982, P.L. 42, a. 204 1116, 1982, P.L. 42, a. 205 1132, 1982, P.L. 56, a. 303 1982, P.L. 98, a. 26 1160, 1982, P.L. 42, a. 206 1161, 1162, 1162.1-1162.4 1982, P.L. 42, a. 207 </p>
L.R.Q., c. I-4	Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts	<p> 87, 88, 1982, P.L. 42, a. 208 </p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-5	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile	37, 1982, P.L. 18, a. 55
L.R.Q., c. I-8.1	Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques	2, 1982, P.L. 56, a. 291 91.1, 1982, P.L. 67, a. 111
L.R.Q., c. I-14	Loi sur l'instruction publique	1, 1982, P.L. 101, a. 29 16, 1982, P.L. 101, a. 30 167, 1982, P.L. 18, a. 56 181, 1982, P.L. 101, a. 31 189, 1982, P.L. 101, a. 32 190, 1982, P.L. 105, a. 14 208, 1982, P.L. 105, a. 15 209, 1982, P.L. 105, a. 16 217, 1982, P.L. 101, a. 33 225, 1982, P.L. 67, a. 112 1982, P.L. 101, a. 34 233, 1982, P.L. 94, a. 233 322, 1982, P.L. 101, a. 35 431, 1982, P.L. 101, a. 36 431.1, 1982, P.L. 101, a. 37 431.9, 1982, P.L. 101, a. 38 506, 1982, P.L. 67, a. 113 509, 1982, P.L. 67, a. 114 657, 1982, P.L. 101, a. 39 673, 1982, P.L. 101, a. 40
L.R.Q., c. I-16	Loi d'interprétation	1, 1982, P.L. 90, a. 148 2, 3, Ab. 1982, P.L. 90, a. 149 4, Ab. 1982, P.L. 90, a. 151 5, 1982, P.L. 90, a. 152 9, 1982, P.L. 90, a. 153 11, 1982, P.L. 90, a. 154 14-16, 20, 21, 23-27, 28-37, Ab. 1982, P.L. 90, a. 155 60, 1982, P.L. 90, a. 156 61, 1982, P.L. 90, a. 157 62, 1982, P.L. 90, a. 158
L.R.Q., c. I-17	Loi sur les investissements universitaires	5, 1982, P.L. 101, a. 41 6, 1982, P.L. 101, a. 42 6.1, 1982, P.L. 101, a. 43
L.R.Q., c. J-2	Loi sur les jurés	5, 1982, P.L. 90, a. 159
L.R.Q., c. L-1	Loi sur la Législature	77, 1982, P.L. 67, a. 115 85, 1982, P.L. 90, a. 160 1982, P.L. 101, a. 44 86, 1982, P.L. 90, a. 161 89, 1982, P.L. 90, a. 162 93, 1982, P.L. 110, a. 62 96, 1982, P.L. 110, a. 63

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. L-1	Loi sur la Législature — Suite	103.1-103.19, 1982, P.L. 110, a. 64 Remp. 1982, P.L. 90, a. 167 (Sauf titre, aa. 85-100, 102, 103, 103.1-103.19)
L.R.Q., c. L-3	Loi sur les licences	16.1 1982, P.L. 39, a. 5 38, Ab 1982, P.L. 74, a. 18 46, 1982, P.L. 98, a. 27 50, 1982, P.L. 98, a. 28 79.1, 1982, P.L. 98, a. 29 79.10-79.17, 1982, P.L. 39, a. 6 89-96, Ab. 1982, P.L. 85, a. 345
L.R.Q., c. L-4	Loi sur la liquidation des compagnies	9, 17-19, 1982, P.L. 94, a. 204
L.R.Q., c. M-1	Loi sur la mainmorte	3, 1982, P.L. 94, a. 205 4, 1982, P.L. 94, aa. 206, 207 7, 1982, P.L. 94, a. 207 11, 1982, P.L. 94, a. 208
L.R.Q., c. M-13	Loi sur les mines	1, 1982, P.L. 55, a. 41 1982, P.L. 59, a. 1 3, 1982, P.L. 59, a. 2 27, 1982, P.L. 59, a. 3 28, 1982, P.L. 59, a. 4 33, 1982, P.L. 101, a. 45 84, 1982, P.L. 59, a. 5 113, 1982, P.L. 59, a. 6 127, 1982, P.L. 59, a. 7 218-222.1, 1982, P.L. 55, a. 42 232-237, 1982, P.L. 59, a. 8 238, 1982, P.L. 59, a. 8 1982, P.L. 101, a. 46 239, 240, 240.1-240.12, 1982, P.L. 59, a. 8 249, 1982, P.L. 59, a. 9 296, 1982, P.L. 55, a. 43 1982, P.L. 59, a. 10 1982, P.L. 101, a. 47 308, 1982, P.L. 59, a. 11 339, 1982, P.L. 101, a. 48 Ann. I, 1982, P.L. 59, a. 12
L.R.Q., c. M-14	Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	2, 1982, P.L. 49, aa. 58, 59 1982, P.L. 56, a. 304 5, 6, Ab. 1982, P.L. 49, a. 60 14.1, 1982, P.L. 49, a. 61 15, 1982, P.L. 49, a. 62 15.1, 1982, P.L. 49, a. 63 16, 1982, P.L. 49, a. 58 1982, P.L. 56, a. 305 19, 1982, P.L. 56, a. 306 24, 1982, P.L. 49, a. 64
L.R.Q., c. M-15.2	Loi sur le ministère de l'Environnement	8.1, 1982, P.L. 55, a. 40

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-15.3	Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur	7, 1982, P.L. 95, a. 42 8, 1982, P.L. 95, a. 43
L.R.Q., c. M-19	Loi sur le ministère de la Justice	7, 1982, P.L. 67, a. 116 19, 1982, P.L. 18, a. 57 19.1, 1982, P.L. 18, a. 58
L.R.Q., c. M-22	Loi sur le ministère des Affaires municipale	19.1 1982, P.L. 92, a. 226
L.R.Q., c. M-23	Loi sur le ministère des Affaires sociales	3, 1982, P.L. 18, a. 59
L.R.Q., c. M-24	Loi sur le ministères des Communications	15-19, 1982, P.L. 90, a. 163
L.R.Q., c. M-25	Loi sur le ministère des Institutions financières et Coopératives	Ab. 1982, P.L. 94, a. 209
L.R.Q., c. M-30.1	Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	14, 1982, P.L. 101, a. 49
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu	4.1, 1982, P.L. 98, a. 30 5, 1982, P.L. 74, a. 19 7, 1982, P.L. 74, a. 20 15, 1982, P.L. 74, a. 21 1982, P.L. 98, a. 31 18.1, 1982, P.L. 98, a. 32 21, 21.1, 1982, P.L. 74, a. 22 28, 28.1, 1982, P.L. 74, a. 23 30, 1982, P.L. 74, a. 24 32, 1982, P.L. 98, a. 33 33.1, 1982, P.L. 74, a. 25 40, 1982, P.L. 74, a. 26 68.1, 1982, P.L. 74, a. 27 78, 1982, P.L. 74, a. 28 86, 1982, P.L. 74, a. 29 93, 1982, P.L. 98, a. 34
L.R.Q., c. M-33	Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu)	Tit., 1982, P.L. 95, a. 44 1, 1982, P.L. 95, a. 45 2, 1982, P.L. 95, a. 46 3, 1982, P.L. 95, a. 47 3.1, Ab. 1982, P.L. 95, a. 48 5.1, Ab. 1982, P.L. 95, a. 49 6, 1982, P.L. 95, a. 50 11-13, 1982, P.L. 95, a. 51 14, 1982, P.L. 95, a. 52 15, 1982, P.L. 95, a. 53 15.1, 1982, P.L. 95, a. 54 Ann. I, Ab. 1982, P.L. 95, a. 55
L.R.Q., c. M-34	Loi sur les ministères	1, 1982, P.L. 89, a. 19 1982, P.L. 94, a. 210 1982, P.L. 95, a. 19

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-35	Loi sur la mise en marché des produits agricoles	1, 1982, P.L. 56, a. 307 14.1, 14.2, 1982, P.L. 77, a. 1 20, 1982, P.L. 56, a. 308 31, 1982, P.L. 56, a. 309 58, 1982, P.L. 56, a. 310 78, 1982, P.L. 77, a. 2 84, 1982, P.L. 77, a. 3 114, 1982, P.L. 77, a. 4 116, 1982, P.L. 77, a. 5 116.1, 1982, P.L. 77, a. 6 121.1, 1982, P.L. 77, a. 7
L.R.Q., c. M-36	Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles	1, 1982, P.L. 56, a. 311 2, 1982, P.L. 64, a. 26 5, 1982, P.L. 64, a. 27 7, 1982, P.L. 64, a. 28 21, 1982, P.L. 64, a. 29
L.R.Q., c. M-37	Loi sur le mode de paiement du service d'électricité (<i>Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles</i>)	Tit., 1982, P.L. 101, a. 50 1, 1982, P.L. 101, a. 52 7, 1982, P.L. 101, a. 53 20, 1982, P.L. 101, a. 54 24.1, 1982, P.L. 101, a. 55 25, 1982, P.L. 101, a. 56 Modifications globales: 1, 2, 7, 10, 11, 13, 17, 20, 21, 1982, P.L. 101, a. 51
L.R.Q., c. M-39	Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières	20, 1982, P.L. 92 a. 227
L.R.Q., c. N-1.1	Loi sur les normes du travail	3.1, 1982, P.L. 15, a. 1 71, 1982, P.L. 101, a. 57 73, 1982, P.L. 101, a. 58 77, 1982, P.L. 101, a. 59 84.1, 1982, P.L. 15, a. 2 90.1, 1982, P.L. 15 a. 3 102, 1982, P.L. 15, a. 4 122, 1982, P.L. 15, a. 5 122.1, 1982, P.L. 15, a. 6 123.1, 1982, P.L. 15, a. 7
L.R.Q., c. N-2	Loi sur le notariat	4, 1982, P.L. 18, a. 60
L.R.Q., c. O-8	Loi sur l'organisation municipales de certains territoires	6, 1982, P.L. 92, a. 228 7-9, Ab. 1982, P.L. 92, a. 228 11, 12, 1982, P.L. 92, a. 229 13, 1982, P.L. 92, a. 230 20, Ab. 1982, P.L. 92, a. 231 21, 1982, P.L. 92, a. 232

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-9.1	Loi sur les permis d'alcool	44, 1982, P.L. 56, a. 312 159, 1982, P.L. 39, a. 9 172.2, 1982, P.L. 39, a. 10
L.R.Q., c. P-11	Loi sur la Place des Arts	Remp. 1982, P.L. 52, a. 41
L.R.Q., c. P-13	Loi de police	73, 1982, P.L. 33, a. 42 74.1, 74.2, 1982, P.L. 33, a. 43
L.R.Q., c. P-15	Loi sur les poursuites sommaires	5, 1982, P.L. 67, a. 1 27, 1982, P.L. 67, a. 2 28, 1982, P.L. 67, a. 3 45, 1982, P.L. 67, a. 4 50, Ab. 1982, P.L. 67, a. 5 51, Ab. 1982, P.L. 67, a. 6 52-54, Ab. 1982, P.L. 67, a. 7 55, 56, 56.1, 1982, P.L. 67, a. 8 57-63, 1982, P.L. 67, a. 9 63.1-63.16, 1982, P.L. 67, a. 9 63.17, 1982, P.L. 67, a. 9 1982, P.L. 101, a. 60 63.18, 63.19, 1982, P.L. 67, a. 9 64, 64.1, 1982, P.L. 67, a. 9 64.2, 1982, P.L. 67, a. 9 1982, P.L. 101, a. 61 74.1-74.6, 1982, P.L. 67, a. 10 83, 1982, P.L. 67, a. 11 84, 1982, P.L. 67, a. 12 85, Ab. 1982, P.L. 67, a. 13 86, 1982, P.L. 67, a. 14 87, Ab. 1982, P.L. 67, a. 15 88, 1982, P.L. 67, a. 16 89, 1982, P.L. 67, a. 17 98, 1982, P.L. 67, a. 18 107.1, 1982, P.L. 67, a. 19 128, 1982, P.L. 67, a. 20 130, 131, 1982, P.L. 67, a. 21 Ann. A, 1982, P.L. 67, a. 22 1982, P.L. 101, a. 62 Ann. B, 1982, P.L. 67, a. 23 Ann. B, Form. 9, 1982, P.L. 67, a. 24 Ann. B, Form. 16-21, Ab. 1982, P.L. 67, a. 25 Ann. B, Form. 22, 1982, P.L. 67, a. 26 Ann. B, Form. 22.1, 1982, P.L. 67, a. 27 Ann. B, Form. 23, 24, Ab. 1982, P.L. 67, a. 28 Ann. B, Form. 25, 1982, P.L. 67, a. 29 Ann. B, Form. 28-30, Ab. 1982, P.L. 67, a. 30

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-16	Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations	5, 1982, P.L. 94, a. 211 19, 1982, P.L. 94, a. 212 20, 1982, P.L. 94, a. 213 24, 1982, P.L. 94, a. 214 31, 1982, P.L. 101, a. 63 36, 1982, P.L. 94, a. 215 39, 1982, P.L. 94, a. 216 53, 54, 1982, P.L. 94, a. 218 Modifications globales: 6, 7, 14, 17, 19, 1982, P.L. 94 a. 217
L.R.Q., c. P-24	Loi sur les privilèges des magistrats	1, 1982, P.L. 67, a. 117 2, 1982, P.L. 67, a. 118
L.R.Q., c. P-26	Loi sur la probation et les établissements de détention	19.6, 19.6.1, 1982, P.L. 67, a. 11 19.7, 1982, P.L. 67, a. 120
L.R.Q., c. P-28	Loi sur les producteurs agricoles	1, 1982, P.L. 78, aa. 1, 2 39, 1982, P.L. 78, a. 2
L.R.Q., c. P-29	Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	42, 1982, P.L. 102, a. 34 43, 1982, P.L. 102, a. 35
L.R.Q., c. P-30	Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés	50, 50.1, 1982, P.L. 102, a. 36 51, 1982, P.L. 102, a. 37 52.1, 1982, P.L. 102, a. 38 60, 1982, P.L. 94, a. 219
L.R.Q., c. P-32	Loi sur le protecteur du citoyen	8, 1982, P.L. 18, a. 61
L.R.Q., c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse	33, 1982, P.L. 18, a. 62 71, 1982, P.L. 18, a. 64 72.1-72.4, 1982, P.L. 18, a. 65 131.1, 131.2, 1982, P.L. 18, a. 66 132, 1982, P.L. 18, a. 67 135.1, 1982, P.L. 18, a. 68
L.R.Q., c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique	1, 1982, P.L. 101, a. 64 31, 1982, P.L. 101, a. 65
L.R.Q., c. P-38	Loi sur la protection des colons	3, 1982, P.L. 18, a. 69 4., 1982, P.L. 18, a. 70 Ab. 1982, P.L. 49, a. 68
L.R.Q., c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur	3, 1982, P.L. 56, a. 313

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire agricole	1, 1982, P.L. 76, a. 1 3, 1982, P.L. 76, a. 2 4, 1982, P.L. 76, a. 3 5, 1982, P.L. 76, a. 4 15, 1982, P.L. 76, a. 5 18, 1982, P.L. 76, a. 6 29, 1982, P.L. 76, a. 7 31, 1982, P.L. 76, a. 8 40, 1982, P.L. 76, a. 9 102, 1982, P.L. 76, a. 10 103, 1982, P.L. 76, a. 11 105, 1982, P.L. 76, a. 12 106, 1982, P.L. 76, a. 13
L.R.Q., c. P-42	Loi sur la protection sanitaire des animaux	30, 1982, P.L. 56, a. 314
L.R.Q., c. Q-1	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction	41, 1982, P.L. 101, a. 66
L.R.Q., c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement	1, 1982, P.L. 55, a. 1 1982, P.L. 56, a. 315 2, 1982, P.L. 55, a. 2 31, 1982, P.L. 55, a. 3 45.4, 45.5, 1982, P.L. 55, a. 4 46, 1982, P.L. 55, a. 5 49.1, 49.2, 1982, P.L. 55, a. 6 70, 1982, P.L. 55, a. 7 95.1-95.9, 1982, P.L. 55, a. 8 96, 1982, P.L. 55, a. 9 98.2, 1982, P.L. 55, a. 10 106, 1982, P.L. 55, a. 11 109, 1982, P.L. 55, a. 12 110.1, 1982, P.L. 55, a. 13 115.1, 1982, P.L. 55, a. 14 116.2, 1982, P.L. 55, a. 15 118.5, 1982, P.L. 55, a. 16 122.1-122.4, 1982, P.L. 55, a. 17 123.1, 1982, P.L. 55, a. 18 123.2, 1982, P.L. 55, a. 19 124, 1982, P.L. 55, a. 20 125, 1982, P.L. 55, a. 21
L.R.Q., c. R-2.1	Loi sur le recours collectif	43, 44, 44.1, 1982, P.L. 72, a. 25
L.R.Q., c. R-4	Loi sur la Régie de l'assurance automobile	2, 1982, P.L. 104, a. 62 22.1, 1982, P.L. 104, a. 63 23.1, Ab. 1982, P.L. 104, a. 64
L.R.Q., c. R-7	Loi sur la Régie des installations olympiques	16.1, 1982, P.L. 101, a. 67
L.R.Q., c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement	30.1, 1982, P.L. 101, a. 68 30.2, 1982, P.L. 101, a. 69 79.1, 1982, P.L. 101, a. 70 83, 1982, P.L. 67, a. 121 90, 1982, P.L. 101, a. 71

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	52.1, 1982, P.L. 98, a. 35 86, 172, 173, 174, 1982, P.L. 18 a. 71
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1, 1982, P.L. 68, a. 1 2, 1982, P.L. 93, a. 1 1982, P.L. 96, a. 55 2.01, 1982, P.L. 93, a. 2 7, 1982, P.L. 68, a. 2 10, 1982, P.L. 68, a. 3 11, 1982, P.L. 68, a. 4 17.1, 1982, P.L. 93, a. 3 20, 1982, P.L. 93, a. 4 24.1, 1982, P.L. 93, a. 5 27, 1982, P.L. 93, a. 6 36.1, 1982, P.L. 93, a. 7 39, 1982, P.L. 93, a. 8 43, 1982, P.L. 93, a. 9 45, 1982, P.L. 68, a. 5 47, 1982, P.L. 68, a. 6 50, Ab. 1982, P.L. 68, a. 7 51.1, 1982, P.L. 93, a. 10 52, 1982, P.L. 93, a. 11 52.1, 1982, P.L. 93, a. 12 53, 1982, P.L. 93, a. 13 55-57, Ab. 1982, P.L. 93, a. 14 58.1, 1982, P.L. 93, a. 16 61, 1982, P.L. 93, a. 17 63, 1982, P.L. 93, a. 18 64, 1982, P.L. 93, a. 19 65, 1982, P.L. 93, a. 20 68, 1982, P.L. 93, a. 21 69, 1982, P.L. 93, a. 22 70.1-70.15, 1982, P.L. 93, a. 23 77, 1982, P.L. 68, a. 8 1982, P.L. 93, a. 25 77.1, 1982, P.L. 68, a. 8 1982, P.L. 93, a. 26 78, 79, , Ab. 1982, P.L. 93, a. 27 80, 80.1-80.6, 1982, P.L. 93, a. 28 84.1, 1982, P.L. 93, a. 29 85, 85.1-85.3, 1982, P.L. 93, a.30 86, 1982, P.L. 68, a. 9 87, 1982, P.L. 68, a. 10 1982, P.L. 93, a. 31 89, 1982, P.L. 93, a. 32 90, 1982, P.L. 93, a. 33 92, 1982, P.L. 93, a. 34 98, 1982, P.L. 93, a. 35 100, 1982, P.L. 93, a. 36 104, 1982, P.L. 110, a. 65 105, 1982, P.L. 68, a. 11

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — Suite	106, 1982, P.L. 93, a. 37 106.1, 1982, P.L. 93, a. 38 107, Ab. 1982, P.L. 68, a. 12 111.1, 1982, P.L. 93, a. 39 113, 113.1, 1982, P.L. 68, a. 13 116, 1982, P.L. 93, a. 40 120, 1982, P.L. 93, a. 41 121, 1982, P.L. 68, a. 14 123, 1982, P.L. 93, a. 42 125, 1982, P.L. 93, a. 43 127, 1982, P.L. 68, a. 15 1982, P.L. 93, a. 44 127.1-127.4, 1982, P.L. 68, a. 15 136, 1982, P.L. 93, a. 45 138.1, 138.2, 1982, P.L. 68, a. 17 140, Ab. 1982, P.L. 68, a. 18 149, 1982, P.L. 68, a. 19 154, 1982, P.L. 68, a. 20 154.1, 1982, P.L. 93, a. 46 156, Ab. 1982, P.L. 93, a. 47 158, 1982, P.L. 68, a. 21 Ann. I, 1982, P.L. 68, a. 22 1982, P.L. 93, a. 48 Ann. I.1, 1982, P.L. 68, a. 23 1982, P.L. 93, a. 48
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants	1, 1982, P.L. 93, a. 49 3.1, 1982, P.L. 93, a. 50 5.1, 1982, P.L. 93, a. 51 7, 1982, P.L. 93, a. 52 8, 1982, P.L. 93, a. 53 8.1, 8.2, 1982, P.L. 93, a. 54 9, 1982, P.L. 68, a. 24 1982, P.L. 93, a. 55 9.1, 1982, P.L. 68, a. 24 1982, P.L. 93, a. 56 10, Ab. 1982, P.L. 93, a. 57 11, 1982, P.L. 93, a. 58 12, 1982, P.L. 93, a. 59 14, 1982, P.L. 93, a. 60 17, 1982, P.L. 93, a. 61 18, 1982, P.L. 93, a. 62 20, 1982, P.L. 93, a. 63 21, 1982, P.L. 93, a. 64 22, 1982, P.L. 93, a. 65 23, 1982, P.L. 93, a. 66 24, 1982, P.L. 93, a. 67 25, 1982, P.L. 93, a. 68 29, 1982, P.L. 110, a. 66 30, 30.1-30.5, 1982, P.L. 93, a. 69 31, 1982, P.L. 68, a. 25 1982, P.L. 93, a. 69

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants — Suite	31, 31.1-31.3 , 1982, P.L. 68, a. 25 33 , Ab. 1982, P.L. 68, a. 26 31.1 , 1982, P.L. 68, a. 27 35 , 1982, P.L. 68, a. 28 1982, P.L. 93, a. 70 37 , 1982, P.L. 110, a. 67 47 , 1982, P.L. 68, a. 29 49 , 1982, P.L. 93, a. 71 54 , 1982, P.L. 68, a. 30
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	2 , 1982, P.L. 93, a. 72 5.1 , 1982, P.L. 93, a. 73 7 , 1982, P.L. 93, a. 74 7.1 , 1982, P.L. 93, a. 75 8 , 1982, P.L. 93, a. 76 1982, P.L. 68, a. 31 8.1 , 1982, P.L. 93, a. 77 1982, P.L. 68, a. 31 9 , Ab. 1982, P.L. 93, a. 78 10 , 1982, P.L. 93, a. 79 15, 16 , Ab. 1982, P.L. 93, a. 8 17 , 1982, P.L. 93, a. 81 18 , 1982, P.L. 93, a. 81 1982, P.L. 68, a. 32 18.1-18.3 , 1982, P.L. 68, a. 32 20 , 1982, P.L. 93, a. 82 24.1 , 1982, P.L. 93, a. 83 24.2 , 1982, P.L. 93, a. 84 26 , 1982, P.L. 93, a. 85 27 , 1982, P.L. 93, a. 86 28 , 1982, P.L. 93, a. 87 29 , 1982, P.L. 93, a. 88 30 , 1982, P.L. 93, a. 89 35 , 1982, P.L. 110, a. 68 37, 38 , Ab. 1982, P.L. 93, a. 90 40 , 1982, P.L. 93, a. 91 42, 43, 43.1-43.3 , 1982, P.L. 93, a. 92 48 , Ab. 1982, P.L. 93, a. 93 52 , 1982, P.L. 93, a. 94 53.1 , 1982, P.L. 93, a. 95 55 , 1982, P.L. 94, a. 220 1982, P.L. 93, a. 96 1982, P.L. 92, a. 233 56 , 1982, P.L. 93, a. 97 57 , Ab. 1982, P.L. 93, a. 98 63 , 1982, P.L. 93, a. 99 63.1, 63.2 , 1982, P.L. 93, a. 100 64 , 1982, P.L. 68, a. 33 1982, P.L. 93, a. 101 64.1 , 1982, P.L. 68, a. 33 1982, P.L. 93, a. 102 65 , 1982, P.L. 93, a. 103

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires — Suite	67.1, 1982, P.L. 93, a. 104 68, 1982, P.L. 93, a. 105 69, 1982, P.L. 68, a. 34 1982, P.L. 93, a. 105 69.1-69.4, 1982, P.L. 68, a. 34 72, 1982, P.L. 68, a. 35 1982, P.L. 93, a. 106 74, 1982, P.L. 93, a. 107 75, 1982, P.L. 93, a. 108 77, 1982, P.L. 93, a. 109 78, 1982, P.L. 93, a. 110 79, 1982, P.L. 93, a. 111 83, 1982, P.L. 110, a. 69 84, 1982, P.L. 110, a. 70 87, Ab. 1982, P.L. 93, a. 112 89, 89.1-89.6, 1982, P.L. 93, a. 113 94, 1982, P.L. 93, a. 114 97, 1982, P.L. 18, a. 72 99.2, 99.3, 1982, P.L. 93, a. 115 107, 1982, P.L. 18, a. 73 110, 1982, P.L. 93, a. 116 114, 115, 1982, P.L. 68, a. 36
L.R.Q., c. R-13	Loi sur le régime des eaux	2.1, 1982, P.L. 55, a. 22 6-8, 1982, P.L. 55, a. 24 9-12, Ab. 1982, P.L. 55, a. 25 13, 1982, P.L. 55, a. 26 57, 58, 1982, P.L. 55, a. 27 59, 1982, P.L. 55, a. 28 60, 61, 1982, P.L. 55, a. 29 63, 1982, P.L. 55, a. 30 66, 1982, P.L. 55, a. 31 69, 1982, P.L. 25, a. 1 69.1, 1982, P.L. 25, a. 2 69.3-69.6, 1982, P.L. 25, a. 3 70, 1982, P.L. 25, a. 4 71-73, 1982, P.L. 55, a. 32 74, 1982, P.L. 55, a. 33 75-77, 1982, P.L. 55, a. 34 79, 1982, P.L. 55, a. 35 86-89, 1982, P.L. 55, a. 37
L.R.Q., c. R-16	Loi sur les régimes de retraite des maires et des des conseillers des municipalités	11, 1982, P.L. 93, a. 122 30, 30.1, 1982, P.L. 33, a. 44 33, 1982, P.L. 92, a. 234 37, 1982, P.L. 92, a. 235 48, 1982, P.L. 92, a. 236
L.R.Q., c. R-17	Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	44.1-44.6, 1982, P.L. 15, a. 8 75, 1982, P.L. 15, a. 9

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-19	Loi favorisant le regroupement des municipalités	1, 1982, P.L. 92, a. 237 6, 1982, P.L. 92, a. 238 9, 1982, P.L. 92, a. 239 11, 1982, P.L. 92, a. 240 12, 1982, P.L. 92, a. 241 13, 1982, P.L. 92, a. 242 18.1, 18.2, 1982, P.L. 92, a. 24
L.R.Q., c. R-22	Loi concernant les renseignements sur les compagnies	1, 1982, P.L. 56, a. 316 1982, P.L. 85, a. 346 1982, P.L. 94, a. 221 2, 1982, P.L. 85, a. 346 1982, P.L. 94, a. 222 6, 1982, P.L. 94, a. 223 11, 1982, P.L. 94, a. 224 14, 1982, P.L. 94, a. 225 16, 1982, P.L. 94, a. 226 17, 18, 1982, P.L. 94, a. 227
L.R.Q., c. R-24.1	Loi sur la représentation électorale	1, 1982, P.L. 96, a. 26 3, 1982, P.L. 96, a. 56 9, Ab. 1982, P.L. 96, a. 27 12, 1982, P.L. 96, a. 28 13-24, 24.1, 1982, P.L. 96, a. 2
L.R.Q., c. R-26	Loi sur les réserves écologiques	7, 1982, P.L. 55, a. 38 13, 1982, P.L. 55, a. 39
L.R.Q., c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail	223, 1982, P.L. 101, a. 72
L.R.Q., c. S-3	Loi sur la sécurité dans les édifices publics	6, 1982, P.L. 18, a. 74
L.R.Q., c. S-3.2	Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois	1, 1982, P.L. 83, a. 17
L.R.Q., c. S-4	Loi sur le service des achats du gouvernement	6, 1982, P.L. 90, a. 164
L.R.Q., c. S-4.1	Loi sur les services de garde à l'enfance	4, 1982, P.L. 56, a. 317 5, 1982, P.L. 56, a. 318 7, 1982, P.L. 56, a. 319
L.R.Q., c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux	64, 1982, P.L. 94, a. 229 66, 1982, P.L. 94, a. 230 119, 1982, P.L. 94, a. 231 120, 1982, P.L. 94, a. 232 Modifications globales: 66.1, 67, 121, 1982, P.L. 94 a. 233 173, 1982, P.L. 101, a. 73 178, 1982, P.L. 101, a. 74 178.01, 178.02, 1982, P.L. 101 a. 75 178.1, 1982, P.L. 101, a. 76
L.R.Q., c. S-8	Loi sur la Société d'habitation du Québec	1, 1982, P.L. 56, a. 320 48, 1982, P.L. 92, a. 244 57, 1982, P.L. 92, a. 245 1982, P.L. 94, a. 234

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-8	Loi sur la Société d'habitation du Québec — Suite	59, 1982, P.L. 92, a. 246 74, 1982, P.L. 92, a. 247 82, 1982, P.L. 92, a. 248
L.R.Q., c. S-10	Loi sur la Société de développement coopératif	1, 1982, P.L. 56, a. 321
L.R.Q., c. S-13	Loi sur la Société des alcools du Québec	37, 1982, P.L. 39, a. 7
L.R.Q., c. S-18.21	Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	29.1-29.3, 1982, P.L. 33, a. 101 44.1, 1982, P.L. 33, a. 102
L.R.Q., c. S-18.3	Loi sur la Société québécoise de développement des industries culturelles	1, 1982, P.L. 54, a. 1 4, 1982, P.L. 54, a. 3 5, 1982, P.L. 54, a. 4 15, 1982, P.L. 54, a. 5 17, 1982, P.L. 54, a. 6 19, 1982, P.L. 54, a. 7 19.1, 19.2, 1982, P.L. 54, a. 8 20, 1982, P.L. 54, a. 9
L.R.Q., c. S-20	Loi sur la Société québécoise d'information juridique	23, 1982, P.L. 90, a. 165
L.R.Q., c. S-22	Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières	4 1982, P.L. 53, a. 1 9.1, 1982, P.L. 53, a. 2 9.2.1, 1982, P.L. 53, a. 3 9.3, 1982, P.L. 53, a. 4
L.R.Q., c. S-24	Loi sur les sociétés coopératives agricoles	9, 1982, P.L. 85, a. 347 Remp. 1982, P.L. 56, a. 325
L.R.Q., c. S-25.1	Loi sur les sociétés d'entraide économique	16, 1982, P.L. 60, a. 110 37, 1982, P.L. 94, a. 235 38, 39, Ab. 1982, P.L. 94, a. 236 43, 1982, P.L. 60, a. 111 44, 1982, P.L. 60, a. 112 53.1-53.3, 1982, P.L. 60, a. 113 54, 1982, P.L. 60, a. 114 129, 1982, P.L. 60, a. 115 150, 1982, P.L. 94, a. 237 151, 1982, P.L. 94, a. 238 152, 1982, P.L. 94, a. 239 153, 1982, P.L. 94, a. 240 155, 1982, P.L. 94, a. 241 161, 1982, P.L. 60, a. 116 175, 1982, P.L. 94, a. 242 190, 1982, P.L. 60, a. 117 196, Ab. 1982, P.L. 60, a. 118 198, Ab. 1982, P.L. 60, a. 119 200.1, 200.2, 1982, P.L. 60, a. 120 202, 1982, P.L. 94, a. 243 210, 1982, P.L. 60, a. 121 217, 1982, P.L. 94, a. 244 222, 1982, P.L. 94, a. 245

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-25.1	Loi sur les sociétés d'entraide économique — Suite	Modifications globales: 40, 41, 91, 101, 102, 103, 104 108, 110, 111, 113, 116, 118 121, 122, 125, 131, 133, 134 135, 137, 144, 145, 147, 149 157, 158, 160, 161, 169, 170 190, 192, 1982, P.L. 94, a. 24
L.R.Q., c. S-26	Loi sur les sociétés d'exploration minière	2, 1982, P.L. 94, a. 247 5, 21, 22, 25, 1982, P.L. 94 a. 248
L.R.Q., c. S-28	Loi sur les sociétés de développement des entreprises québécoises	3, 1982, P.L. 94, a. 249 6, 18, 43, 1982, P.L. 94, a. 251 44, 1982, P.L. 94, aa. 250, 251 45, 1982, P.L. 94, a. 251
L.R.Q., c. S-30	Loi sur les sociétés de prêts et de placements	1, 1982, P.L. 94, a. 252 4, 1982, P.L. 94, a. 253 6, 1982, P.L. 94, a. 254 9, 10, 1982, P.L. 94, a. 255
L.R.Q., c. S-32	Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux	1, 1982, P.L. 94, a. 256
L.R.Q., c. S-38	Loi sur les syndicats coopératifs	14, 1982, P.L. 18, a. 75 54, 1982, P.L. 56, a. 322 Ab. 1982, P.L. 56, a. 323
L.R.Q., c. S-40	Loi sur les syndicats professionnels	1, 1982, P.L. 94, a. 257 9, 1982, P.L. 94, a. 258 20, 1982, P.L. 94, a. 259 25, 1982, P.L. 94, a. 260 26, 1982, P.L. 94, a. 261 Form. 1, 2, 1982, P.L. 94, a. 263 Modifications globales: 2, 4, 10, 11, 1982, P.L. 94, a. 262
L.R.Q., c. T-1	Loi concernant la taxe sur les carburants	2, 1982, P.L. 39, a. 8 10, 1982, P.L. 98, a. 36 11, 1982, P.L. 98, a. 37 49, Ab. 1982, P.L. 74, a. 30 55.1, 1982, P.L. 104, a. 65
L.R.Q., c. T-3	Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie	1, 1982, P.L. 74, a. 31 2, 1982, P.L. 74, a. 32 5, 1982, P.L. 74, a. 33 9, Ab. 1982, P.L. 74, a. 34
L.R.Q., c. T-4	Loi concernant la taxe sur les télécommunications	4, 1982, P.L. 98, a. 38
L.R.Q., c. T-8	Loi sur les terres de colonisation	Remp. 1982, P.L. 49, a. 57

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-9	Loi sur les terres et forêts	23, 24, 24.1, 25, 1982, P.L. 49 a. 70 55, Ab. 1982, P.L. 49, a. 71
L.R.Q., c. T-10	Loi sur les timbres	28, 1982, P.L. 67, a. 122
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports	80, 1982, P.L. 104, a. 66
L.R.Q., c. T-15	Loi sur les travaux publics	8, 1982, P.L. 101, a. 77
L.R.Q., c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires	5.1, 1982, P.L. 101, a. 79 21, 1982, P.L. 101, a. 80 25, 1982, P.L. 101, a. 81 32, 1982, P.L. 101, a. 82 68.1-68.4, 1982, P.L. 101, a. 83 82, 1982, P.L. 67, a. 123 106, 108, 108.2, 1982, P.L. 18, a. 76 114, 1982, P.L. 18, a. 77 126.1, 1982, P.L. 67, a. 124 133, 1982, P.L. 90, a. 166 230.1, 230.2, 1982, P.L. 67, a. 125
L.R.Q., c. V-1	Loi sur les valeurs mobilières	1, 1982, P.L. 94, a. 264 181, 1982, P.L. 94, a. 265 Remp. 1982, P.L. 85, a. 336
L.R.Q., c. V-4	Loi sur la vente des services publics municipaux	2, 1982, P.L. 92, a. 249
L.R.Q., c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	27, 1982, P.L. 33, a. 45 40, 1982, P.L. 33, a. 46 66, 1982, P.L. 92, a. 250 68, 1982, P.L. 92, a. 251 69, 1982, P.L. 92, a. 252 70, 1982, P.L. 92, a. 253 76, 1982, P.L. 92, a. 254 77, 1982, P.L. 92, a. 255 136, 1982, P.L. 92, a. 256 141, 1982, P.L. 92, a. 257 144, 1982, P.L. 92, a. 258 157-160, 1982, P.L. 92, a. 259 168, 1982, P.L. 33, a. 47 173, 1982, P.L. 33, a. 48 174, 1982, P.L. 33, a. 49 203, 1982, P.L. 33, a. 50 209, 1982, P.L. 92, a. 260 218.1, 1982, P.L. 33, a. 51 209, 1982, P.L. 92, a. 260 227.1, 1982, P.L. 92, a. 261 244, 1982, P.L. 92, a. 262 280.1, 1982, P.L. 92, a. 263 311, 1982, P.L. 92, a. 264 323, 1982, P.L. 92, a. 265

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik – Suite	328, 1982, P.L. 92, a. 266 338-341, 1982, P.L. 92, a. 267 362.1, 1982, P.L. 92, a. 268 365, 1982, P.L. 33, a. 52 382, 1982, P.L. 92, a. 269 383, 1982, P.L. 92, a. 270 398.1, 1982, P.L. 92, a. 271
L.R.Q., c. V-8	Loi sur la voirie	14, 15, 15.1, 15.2, 16, 17, 17.1 17.4, 18, 18.1, 1982, P.L. 88, a. 5 90.1-90.3, 1982, P.L. 88, a. 6 103-108, 1982, P.L. 88, a. 7
S.R., 1964, c. 104	Loi des sociétés de colonisation	Ab. 1982, P.L. 49, a. 66
S.R., 1964, c. 107	Loi du mérite du défricheur	Ab. 1982, P.L. 49, a. 67
1969, c. 84	Loi de la Communauté urbaine de Montréal	106-109, Ab. 1982, P.L. 46, a. 4 309, Ab. 1982, P.L. 46, a. 116 321, 1982, P.L. 46, a. 125 324, 1982, P.L. 46, a. 126 325, 1982, P.L. 46, a. 127 329-332, Ab. 1982, P.L. 46, a. 128 336, Ab. 1982, P.L. 46, a. 130 341, 1982, P.L. 46, a. 132 366-369, Ab. 1982, P.L. 46, a. 141 372, 373, Ab. 1982, P.L. 46, a. 142
1971, c. 80	Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	27.4, 1982, P.L. 94, a. 268 43.1, 1982, P.L. 94, a. 269 44, 1982, P.L. 94, a. 270
1971, c. 93	Loi constituant le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal	44-46, 53, Ab. 1982, P.L. 46, a. 147
1971, c. 98	Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal	25, 1982, P.L. 92, a. 278 26, 1982, P.L. 92, a. 279 29, 1982, P.L. 92, a. 280
1973, c. 68	Loi concernant certains placements des compagnies d'assurances	1, 1982, P.L. 94, a. 271
1974, c. 88	Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay	17, Ab. 1982, P.L. 92, a. 281
1977, c. 18	Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la Justice	Ab. 1982, P.L. 101, a. 6
1977, c. 71	Loi sur le Conseil de sécurité et le service de police de police de la Communauté urbaine de Montréal	11-15, Ab. 1982, P.L. 46, a. 148

Citation	TITRE	Modifications
1978, c. 16	Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants	1, 1982, P.L. 93, a. 117 2, 1982, P.L. 93, a. 118 3, 1982, P.L. 68, a. 37 7, 1982, P.L. 68, a. 38 14, 1982, P.L. 93, a. 119 17, 1982, P.L. 68, a. 39 1982, P.L. 93, a. 120 18, 1982, P.L. 93, a. 121 32.1, 1982, P.L. 68, a. 40 Ann. I, 1982, P.L. 68, a. 41 Ann. II, 1982, P.L. 68, a. 42
1978, c. 103	Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec	81, 1982, P.L. 92, a. 282
1980, c. 13	Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives	3, 1982, P.L. 42, a. 209
1980, c. 39	Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille	68, 1982, P.L. 18, a. 78 69, 1982, P.L. 18, a. 79 70, 1982, P.L. 18, a. 80 71, 1982, P.L. 18, a. 81 78, 1982, P.L. 18, a. 82
1982, c. 2	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités	85, 1982, P.L. 92, a. 283
1982, c. 8	Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec	4, 1982, P.L. 101, a. 84
1982, c. 15	Loi concernant certaines caisses d'entraide économique	146, 1982, P.L. 94, a. 272 146.1, 1982, P.L. 94, a. 273
1982, c. 16	Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail	8, 1982, P.L. 67, a. 128
1982, c. 35	Loi concernant la rémunération dans le secteur public	15, Ab. 1982, P.L. 105, a. 13
1982, c. 45	Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public	6, 1982, P.L. 101, a. 85
1982, c. 48	Loi sur les valeurs mobilières	3, 1982, P.L. 85, a. 339

Citation	TITRE	Modifications
	Code civil du Bas-Canada	2, 1982, P.L. 90, a. 144 1078.1, 1982, P.L. 67, a. 59 1982, P.L. 101, a. 1 1233, 1982, P.L. 67, a. 60 1235, 1982, P.L. 67, a. 61 1236, 1982, P.L. 67, a. 62 1237, 1982, P.L. 67, a. 63 1979b, 1982, P.L. 67, a. 64 1979c, 1982, P.L. 67, a. 65 1979e, 1982, P.L. 67, a. 66 1979f, 1982, P.L. 67, a. 67 1979g, 1982, P.L. 67, a. 68 1979i, 1982, P.L. 67, a. 69 2131, 1982, P.L. 67, a. 70 2132, 1982, P.L. 101, a. 2 2136, 1982, P.L. 101, a. 3 2159, 1982, P.L. 101, a. 4 2161, 1982, P.L. 67, a. 71 2161c, 1982, P.L. 67, a. 72 2161e, 1982, P.L. 67, a. 73 2161.2, 1982, P.L. 18, a. 31 2182, 1982, P.L. 101, a. 5 2479, 1982, P.L. 94, a. 266 2539, 1982, P.L. 94, a. 267
	Code civil du Québec	439, 1982, P.L. 18, a. 32 536.1, 1982, P.L. 18, a. 33
	Code municipal	1, 1982, P.L. 33, a. 1 3, 1982, P.L. 33, a. 3 3a, 1982, P.L. 33, a. 3 5, 1982, P.L. 92, a. 1 10a, 1982, P.L. 92, a. 2 16, 1982, P.L. 33, a. 4 23, 1982, P.L. 33, a. 5 25, 1982, P.L. 33, a. 6 42, 1982, P.L. 92, a. 3 44, 1982, P.L. 92, a. 4 45, 1982, P.L. 92, a. 5 49f, 1982, P.L. 92, a. 6 61a, 61b, 1982, P.L. 92, a. 7 80, 1982, P.L. 92, a. 8 85, 1982, P.L. 92, a. 9 88, 1982, P.L. 33, a. 7 1982, P.L. 92, a. 10 90, 1982, P.L. 92, a. 11 95, 1982, P.L. 92, a. 12 108, 1982, P.L. 92, a. 13 112, 1982, P.L. 33, a. 8 1982, P.L. 92, a. 14 113a, 1982, P.L. 46, a. 144 226, 1982, P.L. 33, a. 9 238, 238a, Ab. 1982, P.L. 92, a. 15 244a, 1982, P.L. 33, a. 10

Citation	TITRE	Modifications
Code municipal — Suite		<p> 248, 1982, P.L. 92, a. 16 249, 1982, P.L. 92, a. 17 257, 1982, P.L. 66, a. 119 257<i>f</i>, 1982, P.L. 33, a. 11 257<i>i</i>, 1982, P.L. 33, a. 12 258, 1982, P.L. 92, a. 18 259, 1982, P.L. 66, a. 120 275, 1982, P.L. 33, a. 13 293, 1982, P.L. 66, a. 122 296, 1982, P.L. 66, a. 123 301<i>a</i>-301<i>i</i>, 1982, P.L. 66, a. 124 302, 1982, P.L. 66, a. 125 304, 1982, P.L. 66, a. 126 306, 306<i>a</i>, 1982, P.L. 66, a. 127 308, 1982, P.L. 66, a. 128 308<i>a</i>, 308<i>b</i>, 1982, P.L. 66, a. 129 310, 1982, P.L. 66, a. 131 318, 1982, P.L. 92, a. 19 319, 1982, P.L. 92, a. 20 347, 1982, P.L. 92, a. 21 360, 1982, P.L. 92, a. 22 364, 1982, P.L. 92, a. 23 365, Ab. 1982, P.L. 92, a. 24 366, 1982, P.L. 92, a. 25 367, Ab. 1982, P.L. 92, a. 26 387<i>a</i>, 1982, P.L. 66, a. 132 388-389<i>b</i>, 1982, P.L. 92, a. 27 390, 1982, P.L. 102, a. 1 1982, P.L. 92, a. 28 399, 1982, P.L. 33, a. 14 1982, P.L. 92, a. 29 403, 1982, P.L. 92, a. 30 404, 1982, P.L. 33, a. 15 1982, P.L. 102, a. 2 1982, P.L. 92, a. 31 404<i>c</i>, 1982, P.L. 92, a. 32 407, 1982, P.L. 92, a. 33 410<i>a</i>, 1982, P.L. 92, a. 34 412<i>a</i>, 1982, P.L. 92, a. 35 412<i>aa</i>, 1982, P.L. 92, a. 36 412<i>ag</i>, 1982, P.L. 92, a. 37 412<i>ai</i>, 1982, P.L. 33, a. 16 412<i>az</i>, 1982, P.L. 92, a. 38 412<i>bd</i>, 1982, P.L. 92, a. 39 414<i>a</i>, 1982, P.L. 33, a. 17 1982, P.L. 92, a. 41 415, 1982, P.L. 33, a. 19 Ab. 1982, P.L. 92, a. 43 416, 1982, P.L. 33, a. 20 1982, P.L. 92, a. 44 1982, P.L. 102, a. 3 417, 1982, P.L. 33, a. 21 1982, P.L. 92, a. 45 </p>

Citation	TITRE	Modifications
	Code municipal — Suite	<p>418, 1982, P.L. 33 a. 22 1982, P.L. 92, a. 46 419, 1982, P.L. 92, a. 23 1982, P.L. 92, a. 47 420-420^{aq}, 1982, P.L. 103, a. 1 422^b, 1982, P.L. 92, a. 48 428, 1982, P.L. 92, a. 49 432, 1982, P.L. 92, a. 50 443^e, 1982, P.L. 33, a. 24 443^g, 1982, P.L. 92, a. 51 443^h, 1982, P.L. 33, a. 25 460, 1982, P.L. 33, a. 26 522, 1982, P.L. 92, a. 52 548, 1982, P.L. 33, a. 27 627^a, 1982, P.L. 92, a. 53 681^a, 1982, P.L. 92, a. 54 682, 1982, P.L. 92, a. 55 684^a, 1982, P.L. 92, a. 56 686, 1982, P.L. 33, a. 28 1982, P.L. 92, a. 57 687, 1982, P.L. 92, a. 58 698, 1982, P.L. 92, a. 59 716^a, 1982, P.L. 92, a. 60 730, 1982, P.L. 92, a. 61 732, 1982, P.L. 92, a. 62 734, 1982, P.L. 92, a. 63 737, 1982, P.L. 92, a. 64 737^b, 1982, P.L. 92, a. 65 739, 1982, P.L. 92, a. 66 769, 1982, P.L. 55, a. 45 771, 1982, P.L. 33, a. 29 1982, P.L. 92, a. 67 789, 1982, P.L. 92, a. 68 Form. 8^a, 1982, P.L. 66, a. 133 Form. 9, 1982, P.L. 66, a. 134 Form. 10, Ab. 1982, P.L. 66, a. 135 Form. 12, 1982, P.L. 66, a. 136 Form. 13, 13^a, 13^b, 1982, P.L. 66, a. 137</p>

TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES

Les mentions ci-dessous réfèrent à des dispositions législatives adoptées en 1982 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans spécifier un article particulier

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi sur les terres publiques agricoles	1982, c. 13, a. 69
Loi sur la Société du Grand Théâtre du Québec	1982, c. 8, a. 38
Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal	1982, c. 9, a. 38
Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise de développement des industries culturelles	1982, c. 14, a. 2
Loi concernant la Loi constitutionnelle de 1982 (Note: Cette loi modifie toutes les lois adoptées avant le 23 juin 1982)	1982, c. 21, aa. 1 et 2
Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	1982, c. 18, a. 183
Loi sur les coopératives	1982, c. 26, a. 326
Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement industriel	1982, c. 39, a. 12
Loi sur l'Assemblée nationale	1982, c. 62, a. 143
Loi sur le ministère du travail et modifiant d'autres dispositions législatives	1982, c. 53, aa. 57 et 58
Loi sur les sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales	1982, c. 65, a. 3
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives	1982, c. 59, a. 69

INDEX

A

	Page
Abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite	
des secteurs public et parapublic — P.L. 93	71
Abolition de la retraite obligatoire — P.L. 15	11
Accès aux documents des organismes publics — P.L. 65	41
Accidents du travail — P.L. 94	72
Acquisition d'actions de certaine société de prêts hypothécaires — P.L. 94	72
Acquisition de terres pour fins de colonisation — P.L. 49	24
Administration du système électoral — P.L. 96	76
Administration financière — P.L. 101	80
Agriculteurs, établissement de jeunes — P.L. 64	40
Aide au développement industriel — P.L. 18, 75	12, 52
Aide juridique — P.L. 18, 71, 95	12, 49, 75
Aide sociale — P.L. 101	80
Allocations familiales — P.L. 18, 101	12, 80
Amélioration des fermes — P.L. 56	31
Aménagement et urbanisme — P.L. 33, 46, 92	16, 21, 69
Application de la Loi sur les impôts — P.L. 42	20
Assemblée nationale, Loi sur l' — P.L. 90	66
Associations coopératives — P.L. 56, 85	31, 61
Assurance automobile — P.L. 18, 94, 104	12, 72, 84
Assurance-dépôts — P.L. 94	72
Assurance-maladie — P.L. 101	80
Assurances — P.L. 18, 56, 94	12, 31, 72
Autoroutes — P.L. 88	64

B

Baie-Comeau, Hauterive, regroupement — P.L. 37	18
Barreau, Loi sur le — P.L. 67	44
Biens en stock, cession — P.L. 97	77
Boissons alcooliques, droits relatifs aux — P.L. 39	19
Budgets — P.L. 57, 81, 87	33, 57, 63
Bureaux d'enregistrement — P.L. 101	80
Bureaux de placements — P.L. 101	80

C

Cadastre, Loi sur le — P.L. 92	69
Caisse de dépôt et placement — P.L. 18	12

	Pag
Caisses d'emtraide économique — P.L. 60, 94	36, 71
Caisses d'épargne et de crédit — P.L. 56, 94	31, 71
Carburants, droits relatifs aux — P.L. 39	19
Centre de recherche industrielle — P.L. 50	28
Cession de biens en stock — P.L. 97	77
Changement de nom — P.L. 18	12
Charte des droits et libertés de la personne — P.L. 18, 86	12, 62
Chemins de fer — P.L. 94	72
Cités et villes — P.L. 33, 46, 55, 66, 67, 92, 102, 103	16, 21, 30, 42, 44, 69, 82, 83
Clubs de chasse et de pêche — P.L. 94	72
Clubs de récréation — P.L. 94	72
Code civil du Bas-Canada — P.L. 18, 67, 90, 94, 101	12, 44, 66, 72, 80
Code civil du Québec — P.L. 18	12
Code de la route — P.L. 67	44
Code de la sécurité routière — P.L. 67, 88, 104	44, 64, 84
Code de procédure civile — P.L. 18, 56, 67, 72, 94, 101	12, 31, 44, 50, 72, 80
Code des professions — P.L. 61, 67	37, 44
Code du travail — P.L. 61, 67, 72, 94, 96	37, 44, 50, 72, 76
Code municipal — P.L. 33, 46, 55, 66, 92, 102, 103	16, 21, 30, 42, 69, 82, 83
Collèges d'enseignement général et professionnel — P.L. 101	80
Commission d'accès à l'information — P.L. 65	41
Commission de transport de la Rive Sud de Montréal — P.L. 33, 92	16, 69
Commission municipale — P.L. 92	69
Communauté régionale de l'Outaouais — P.L. 33, 92, 102	16, 69, 82
Communauté urbaine de MOntréal — P.L. 33, 46, 92, 94, 102	16, 21, 69, 72, 82
Communauté urbaine de Québec — P.L. 33, 92, 94	16, 69, 72
Compagnies, Loi sur les — P.L. 56, 94	31, 72
Compagnies de cimetières — P.L. 94	72
Compagnies de fidéicommiss — P.L. 94	72
Compagnies de garantie — P.L. 94	72
Compagnies de gaz, d'eau et d'électricité — P.L. 94	72
Compagnies de télégraphe et de téléphone — P.L. 94	72
Compagnies étrangères — P.L. 94	72
Compagnies minières — P.L. 94	72
Comptables agréés — P.L. 56	31
Concession ou de franchisage, contrat de — P.L. 85	61
Conditions de travail dans le secteur public — P.L. 101, 105	80, 85
Confédération des caisses Desjardins — P.L. 94	72
Connaissements — P.L. 97	77
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre — P.L. 95	75
Conseil de sécurité publique de la C.U.M. — P.L. 46	21
Conseil du statut de la femme — P.L. 94, 95	72, 75
Constitution, Loi constitutionnelle de 1982 — P.L. 62	38
Construction domiciliaire — P.L. 82	58

	Page
Consultation populaire — P.L. 66, 96, 101	42, 76, 80
Contrôle des coûts et des subsides, transport scolaire — P.L. 99	79
Coopératives, Loi sur les — P.L. 56	31
Corporations de cimetières catholiques romains — P.L. 94	72
Corporations de fonds de sécurité — P.L. 94	72
Corporations religieuses — P.L. 94	72
Cours municipales — P.L. 33, 67	16, 44
Courtiers d'assurance — P.L. 94	72
Crédit agricole — P.L. 56	31
Crédit agricole à long terme par les institutions privées — P.L. 56	31
Crédit à la production agricole — P.L. 56	31
Crédit aux pêcheries maritimes — P.L. 56	31
Crédit forestier — P.L. 56	31
Curatelle publique — P.L. 79	56

D

Déclarations des compagnies et sociétés — P.L. 18, 94	12, 72
Décrets de convention collective — P.L. 95	75
Destitution d'officiers municipaux — P.L. 92	69
Dettes et emprunts municipaux et scolaire — P.L. 92	69
Développement de la région de a Baie James — P.L. 33	16
Division territoriale — P.L. 101	80
Droits de mine, révocation — P.L. 59	35
Droits successoraux — P.L. 74, 98	51, 78
Droits sur les mines — P.L. 18, 24	12, 14
Droit sur les mutations immobilières — P.L. 92	69

E

Élections dans certaines municipalités — P.L. 18, 66, 92, 96	12, 42, 69, 76
Élections, intégration de l'administration du système électoral — P.L. 96	76
Élections, Loi électorale — P.L. 90, 96	66, 76
Élections municipales — P.L. 66	42
Enseignement privé — P.L. 101	80
Établissement de jeunes agriculteurs — P.L. 64	40
Évêques catholiques romains — P.L. 94	72
Exécutif, Loi sur l' — P.L. 65, 89, 94, 95, 110	41, 65, 72, 75, 86
Exécution réciproque d'ordonnances alimentaires — P.L. 67	44
Exercice des droits des personnes handicapées — P.L. 56, 86, 95	31, 62, 75

F

Fabriques — P.L. 67, 94	44, 72
Financement des parties politiques — P.L. 18, 66, 96	12, 42, 76

	Page
Fiscalité municipale — P.L. 33, 67, 92	16, 44, 69
Fonction publique — P.L. 67, 86, 90	44, 62, 66
Formation et qualification professionnelles de la main-d'oeuvre — P.L. 95	75

G

Grand Théâtre de Québec — P.L. 51	56
---	----

H

Habitation familiale — P.L. 56	31
Hauterive, Baie-Comeau, regroupement — P.L. 37	18
Heures d'affaires des établissements commerciaux — P.L. 101	80
Huissiers — P.L. 67	44

I

Impôts, Loi sur les — P.L. 18, 39, 42, 56, 60, 66, 74, 85, 94, 98	12, 19, 20, 31, 36, 42, 51, 61, 72, 78
Impôt sur la vente en détail — P.L. 39, 74, 98	19, 51, 78
Impôt sur le tabac — P.L. 74	51
Indemnisation des victimes d'accidents d'automobile — P.L. 18	12
Infractions, boissons alcooliques — P.L. 56, 67	31, 44
Inspecteur général des institutions financières — P.L. 94	72
Instruction publique — P.L. 18, 67, 94, 101, 105	12, 44, 72, 80, 85
Intégration de l'administration du système électoral — P.L. 96	76
Interprétation, Loi d' — P.L. 90	66
Inuit, aide aux — P.L. 83	59
Investissements universitaires — P.L. 101	80

J

Jurés, Loi sur les — P.L. 90	66
------------------------------------	----

L

Législature, Loi sur la — P.L. 67, 90, 101, 105	44, 66, 80, 85
Licences — P.L. 39, 74, 78, 85	19, 51, 55, 61
Ligue de taxi de Montréal — P.L. 48	23
Liquidation des compagnies — P.L. 94	72
Loi constitutionnelle de 1982 — P.L. 62	38

M

Mainmorte, Loi sur la — P.L. 94	72
---------------------------------------	----

	Page
Médecins omnipraticiens, reprise de la prestation des soins médicaux — P.L. 91	68
Mérite du défricheur — P.L. 49	24
Mines, Loi sur les — P.L. 55, 59, 101	30, 35, 80
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries	
et de l'Alimentation — P.L. 49, 56	24, 31
Ministère de la Justice — P.L. 18, 67	12, 44
Ministère de la Main-d'oeuvre	
et de la Sécurité du revenu, création — P.L. 95	75
Ministère de l'Environnement — P.L. 55	30
Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur — P.L. 95	75
Ministère des Affaires municipales — P.L. 92	69
Ministère des Affaires sociales — P.L. 18	12
Ministère des Communications — P.L. 90	66
Ministère des Institutions financières et Coopératives — P.L. 94	72
Ministère du Commerce extérieur — P.L. 89	65
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche — P.L. 101	80
Ministère du Travail, création — P.L. 95	75
Ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre	
et de la Sécurité du revenu — P.L. 95	75
Ministère du Revenu — P.L. 74, 98	51, 78
Ministères, Loi sur les — P.L. 89, 94, 95	65, 72, 75
Mise en marché des produits agricoles — P.L. 56, 77	31, 54
Mise en valeur des exploitations agricoles — P.L. 56, 64	31, 40
Mode de paiement du service d'électricité dans certains immeubles — P.L. 101	80
Montréal, rôle de la valeur locative — P.L. 58	34
Municipalités, dispositions législatives — P.L. 33, 92	16, 69

N

Normes du travail — P.L. 15, 101	11, 80
Notariat — P.L. 18	12

O

Organisation municipale de certains territoires — P.L. 92	69
---	----

P

Permis d'alcool — P.L. 39, 56	19, 31
Place des Arts, Montréal — P.L. 52	27
Placements des compagnies d'assurance — P.L. 94	72
Police, Loi de — P.L. 33	16
Poursuites d'infractions par le Procureur général — P.L. 101	80
Poursuites sommaires — P.L. 67, 101	44, 80
Pouvoirs spéciaux des corporations — P.L. 94, 101	72, 80

	Page
Privilèges des magistrats — P.L. 67	44
Probation et établissements de détention — P.L. 67	44
Producteurs agricoles — P.L. 78	55
Producteurs agricoles, produits marins et aliments — P.L. 102	82
Produits laitiers et succédanés — P.L. 94, 101	72, 80
Protection à la retraite de certains enseignants — P.L. 68, 93	46, 71
Protection de la jeunesse — P.L. 18	12
Protection de la santé publique — P.L. 101	80
Protection des colons — P.L. 18, 49	12, 24
Protection des renseignements personnels — P.L. 65	41
Protecteur du citoyen — P.L. 18	12
Protection du consommateur — P.L. 56	31
Protection du territoire agricole — P.L. 76	53

Q

Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction — P.L. 101	80
Qualité de l'environnement — P.L. 55, 56	30, 31

R

Raffinerie de sucre du Québec — P.L. 63	39
Recensement des électeurs — P.L. 69	47
Recours collectif — P.L. 72	50
Réforme du droit de la famille — P.L. 18	12
Régie de l'assurance automobile — P.L. 104	84
Régie des installations olympiques — P.L. 101	80
Régie du logement — P.L. 67, 101	44, 80
Régime de rentes du Québec — P.L. 18, 98	12, 78
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — P.L. 68, 93, 96, 110	46, 71, 76, 86
Régime de retraite des enseignants — P.L. 68, 93, 110	46, 71, 86
Régime de retraite des fonctionnaires — P.L. 18, 68, 92, 93, 94, 110	12, 46, 69, 71, 72, 86
Régime de retraite des maires et conseillers — P.L. 33, 92	16, 69
Régime des eaux — P.L. 25, 55	15, 30
Régimes supplémentaires de rentes — P.L. 15	11
Regroupement des municipalités — P.L. 92	69
Rémunération dans le secteur public — P.L. 70, 105	48, 85
Renseignements sur les compagnies — P.L. 56, 85, 94	31, 61, 72
Représentation électorale — P.L. 96	76
Reprise de prestation de soins médicaux — P.L. 91	68
Reprise de services, C.T.C.U.M. — P.L. 47	22
Reprise de services, C.T.C.U.Q. — P.L. 84	60
Réserves écologiques — P.L. 55	30
Révocation des droits de mines — P.L. 59	35

S

Santé et sécurité du travail — P.L. 101	80
Secteur public, conditions de travail — P.L. 101, 105	80, 85
Secteur public, rémunération — P.L. 70, 105	48, 85
Sécurité dans les édifices publics — P.L. 18	12
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs — P.L. 83	59
Service de police de la C.U.M. — P.L. 46	21
Service des achats du gouvernement — P.L. 90	66
Services de garde à l'enfance — P.L. 56	31
Service de santé et services sociaux — P.L. 94, 101	72, 80
Services de transport de la C.U.M. — P.L. 47	22
Service de transport de la C.U.Q. — P.L. 84	60
Société de développement coopératif — P.L. 56	31
Société de la Place des Arts de Montréal — P.L. 52	27
Société d'habitation du Québec — P.L. 56, 92, 94	31, 69, 72
Société des alcools du Québec — P.L. 39	19
Société du Grand Théâtre de Québec — P.L. 51, 101	26, 80
Société québécoise d'assainissement des eaux — P.L. 33	16
Société québécoise de développement des industries culturelles — P.L. 54	29
Société québécoise d'information juridique — P.L. 90	66
Société québécoise d'initiatives pétrolières — P.L. 53	28
Sociétés coopératives agricoles — P.L. 56, 85	31, 61
Sociétés de colonisation — P.L. 49	24
Sociétés de développement de l'entreprise québécoise — P.L. 94	72
Sociétés d'entraide économique — P.L. 60, 94	36, 72
Sociétés de prêts et de placements — P.L. 94	72
Sociétés d'exploration minière — P.L. 94	72
Sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales — P.L. 103	83
Sociétés préventives de cruauté envers les animaux — P.L. 94	72
Subsides — P.L. 57, 81, 87	33, 57, 63
Syndicats coopératifs — P.L. 18, 56	12, 31
Syndicats professionnels — P.L. 94	72

T

Taxe sur les carburants — P.L. 39, 74, 98, 104	19, 51, 78, 84
Taxe sur les repas et l'hôtellerie — P.L. 74	51
Taxe sur les télécommunications — P.L. 98	78
Terres de colonisation — P.L. 49	24
Terres et forêts — P.L. 47	22
Terres publiques agricoles — P.L. 49	24
Timbres — P.L. 67	44

	Page
Transport scolaire, contrôle des coûts et des subsides — P.L. 99	79
Travaux publics — P.L. 101	80
Tribunaux judiciaires — P.L. 18, 67, 90, 101	12, 44, 66, 80

V

Valeurs mobilières — P.L. 85, 94	61, 72
Vente de services publics municipaux — P.L. 92	69
Villages nordiques et Administration régionale Kativik — P.L. 33, 92	16, 69
Voirie — P.L. 88	64